

Courriers et mails

De: jean-claude.parret@laposte.net
Envoyé: lundi 19 août 2019 18:11
À: enquete publique
Objet: enquête publique SCOT commune de SARZEAU
Pièces jointes: PERMIS CONTRUIRE 1.pdf; PERMIS DE CONSTRUIRE.pdf; ZONE HUMIDE.pdf; terrain internet.odt

Messieurs Dames,

dans le cadre de la révision du scot de la commune de Sarzeau, les commissaires enquêteurs seront disponible à la mairie de Sarzeau le mardi 17 septembre 2019 de 09.00 à 12.00.

Ce jour là, mardi 17 septembre 2019, je dois impérativement, m'absenter, et de ce fait je ne peux déposer une réclamation près de la Commune de Sarzeau.

Si vous me l'accordez, je souhaite par cette voie déposer une réclamation, concernant ma propriété déclassée il y a 6 ans de constructible à terrain agricole zone humide, et ce malgré ma maison bâtie depuis 1995.

Je n'ai droit à rien comme indemnisation, à rien pour la construction d'une autre maison.

Je ne comprends pas car deux maisons sur le terrain voisin ont été construites, dont 1 en cours d'achèvement et si j'en crois le découpage zonal se situe en pleine zone agricole humide.

Je vous fais parvenir en pièces jointes mes explications.

Je tiens à vous préciser que je suis disponible à vos demandes et que je suis tout à fait prêt à me déplacer pour de plus amples précisions.

cordialement

Parret jean-claude
13 rue des trois moulins
56370 Sarzeau
0645000334

This email was scanned by Bitdefender

Monsieur PARRET, Jean-Claude,
13, rue des Trois Moulins
SARZEAU (56370)
jean-claude.parret@laposte.net
02.97.48.07.60
06.45.00.03.34

A Sarzeau, le 19 août 2019

Mesdames, Messieurs, les Commissaires Enquêteurs,

j'ai l'honneur de porter à votre connaissance le fait
suivant :

il y a 26 ans, mon épouse et moi, avons acheté
légalement un terrain de 800m² constructible. Dans la foulée, nous avons
construit légalement notre maison de 90m². Pour ce faire, comme tout le monde,
nous avons emprunté à la banque et nous avons travaillé durement pour acquérir
notre habitation. Nous avons payé sans histoire, notre banquier, les impôts et
taxes.

Il y a 6 ans, un nouveau PLU a été diligenté. Nous avons
assisté à divers réunions de quartier. Rien ne laisse présager du pire. Nous nous
sommes pas inquiétés de ce nouvel examen des terrains, étant sûr de notre bon
droit, et de l'inviolabilité de la propriété privée.

Quelques temps après, nous avons désiré apporter une
extension à notre maison, de 30 m². Nous avons fait appel à une architecte.
Cette professionnelle, lors de l'examen cadastral de notre terrain, nous déclare
avec stupeur que notre parcelle a été déclassifiée. De terrain constructible,
notre petit lot de terre est devenu agricole en zone humide.

Nous avons contacté les services de l'urbanisme de
notre commune. Les personnels nous ont déclaré qu'il n'y a plus rien à faire, que
les délais de recours sont dépassés.

Aujourd'hui, nous vous adressons à vous Messieurs
Dames les Commissaires Enquêteurs, pour vous demandez de bien vouloir avoir un
regard attentif à notre cas. De constater que dans notre environnement
immédiat des constructions se sont bâties, ou sont en cours d'achèvement ou
vont être construites.

Nous souhaitons qu'une révision de la classification de la zone bâtie de notre maison retrouve son ancienne classification soit zone constructible.

Nous nous tenons à votre disposition et répondrons à vos convocations sans restriction.

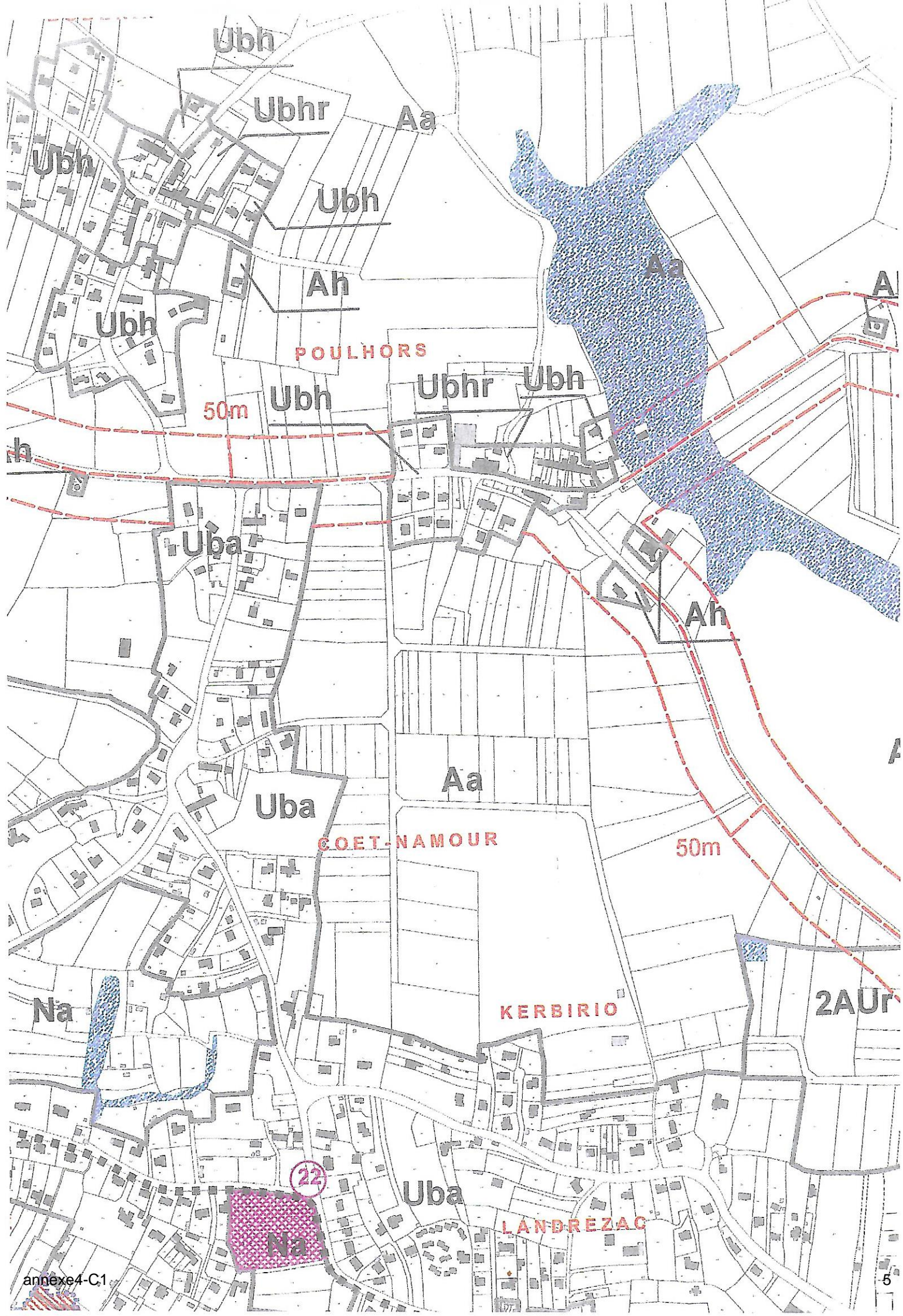
Veuillez agréer, Mesdames, Messieurs, les Commissaires Enquêteurs, à nos sentiments respectueux.

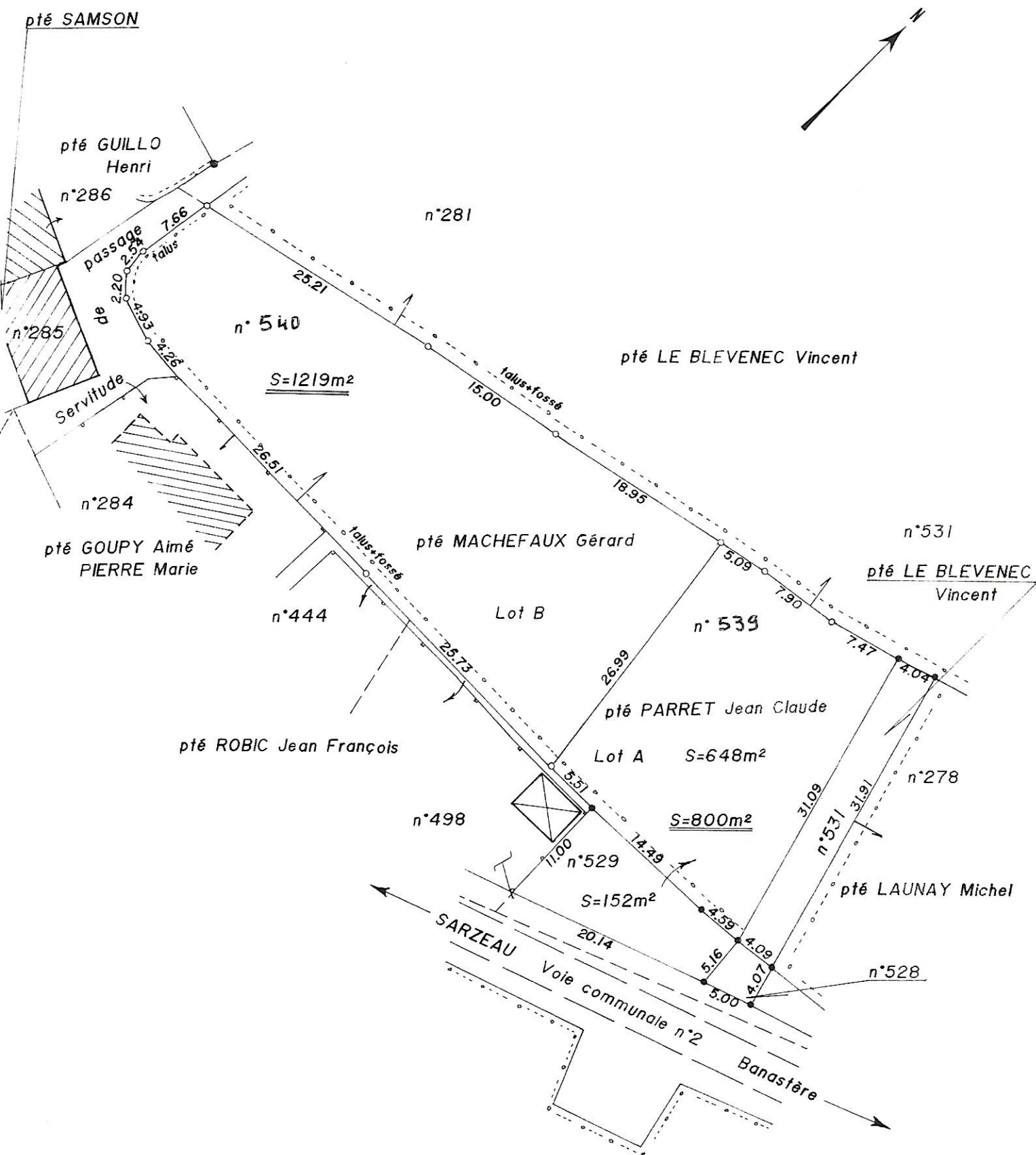
PARRET, Jean-Claude

LAYEC, Nadine, épouse PARRET

PIECES JOINTES :

- plan de la zone humide
- permis de construire
- situation de la parcelle





Borne O.G.E. Nouvelle

• Borne O.G.E. Existante

----- Limite cadastrale

annexe 1 - CP. Les cotes sont calculées entre bornes et ramenées à la projection horizontale.

Plan conforme au bornage réalisé le 11 Octobre 1994 en présence des propriétaires signataires.

Permis de construire

56248-95 R 1042

Propriete

MAIRIE DE SARZEAU

Reçu, le 08 MARS 1995

M. M. PARRET Jean-Claude

Lieu : Le Poulhors

en Sarzeau

PLANS - FACADES - COUPE

MASSE - SITUATION

Direction Départementale
de l'Équipement

22 MARS 1995

ARRIVÉE CENTRE CANTONAL
DE RHUYS

LE PROPRIETAIRE

Date 04/03/95

annexe2-C1

le 03 - 03 - 1995

De: Gérard Jacquart <gfjacquart@gmail.com>
Envoyé: mardi 20 août 2019 10:17
À: enquete publique
Objet: Transports Sarzeau / Vannes

Bonjour,

Nous souhaitons un autobus "urbain" pour la desserte Sarzeau/Vannes/Sarzeau en lieu et place de l'autocar de la TIM, avec une fréquence accrue.

Merci.

Gérard Jacquart

This email was scanned by Bitdefender

De: Délégation 56 <maelle.turries@eau-et-rivieres.org>
Envoyé: vendredi 30 août 2019 10:16
À: enquete publique
Cc: Jean-Paul RUNIGO; Guy Bézille; Henri Girard
Objet: Enquête publique SCot PDU - déposition Eau & Rivières de Bretagne
Pièces jointes: 20190829_EP_GMVA_SCOT PCAET PDU_Déposition ERB.pdf; carte arretes restriction eau France_situation au 29 aout 2019.pdf

A l'attention de madame la Présidente de la commission d'enquête:

veuillez trouver ci-joint notre déposition à l'enquête publique en cours concernant les projets de SCoT et de PDU porté par Golfe de Morbihan Vannes Agglomération, ainsi que la carte des arrêtés préfectoraux de restriction d'eau à jour du 29 août 2019.

Vous en souhaitant une bonne réception,

Très cordialement,

--



Maëlle TURRIES Animation territoriale Morbihan Chargée de mission Mer et littoral Eau & Rivières de Bretagne
Rue Roland Garros - 56100 Lorient Tél. : 02.97.87.92.45
Rue Guillaume Le Bartz - 56000 Vannes Tél. : 06.49.55.12.20

Retrouvez nous sur www.eau-et-rivieres.org et sur



EauetRivieresdeBretagne



@eauetrivieres



@Eauetrivieres



This email was scanned by Bitdefender

**Eau & Rivières de Bretagne
Délégation du Morbihan**

Ecole de Lanveur
Rue Roland Garros
56100 Lorient
02 97 87 92 45
morbihan@eau-et-rivieres.org

Golfe du Morbihan – Vannes agglomération
Madame la présidente d'enquête unique SCot et PDU
30, rue Alfred Kastler- PIBS II
CS 70260
56006 VANNES Cedex

Lorient, le 29 août 2019

Par mel à l'adresse : enquetepublique@gmvagglo.bzh

Objet : Enquête publique portant sur les projets du SCot et du PDU de Golfe du Morbihan Vannes Agglomération

Madame la présidente de la commission d'enquête,
Mesdames les commissaires enquêtrices titulaires,

L'association Eau et Rivières de Bretagne est agréée par l'Etat au titre de la protection de l'environnement, pour assurer « *dans l'intérêt général la protection, la mise en valeur, la gestion et la restauration de la ressource en eau et des écosystèmes aquatiques, dans une perspective de société écologiquement viable* ».

Nous vous prions de bien vouloir prendre note de nos observations et interrogations dans le cadre de l'enquête publique portant sur l'approbation du ScoT et du PDU de Golfe du Morbihan Vannes Agglomération (GMVA).

1. Carte du territoire

La carte page 10 du livret 1 du rapport de présentation SCoT ne fait pas ressortir de manière suffisamment marquée la situation du territoire en bassin versant global de tout le tour du territoire GMVA vers le Golfe du Morbihan et la côte Atlantique Sud Est.

L'association Eau & Rivières de Bretagne (ERB) demande qu'une carte complémentaire où figurerait exclusivement les rivières de Crac'h et Penerf et les trois rivières Auray, Vannes-Vincin et Noyal, avec leur tracé sous-marin aboutissant à l'entrée du Golfe, soit insérée.

Cette carte justifierait aussi à elle seule deux points qui ne figurent pas en importance primordiale dans le livret 3 du rapport SCoT :

- Les communes du périmètre Landes de Lanvaux qui sont en amont des bassins versants sont contributrices à l'état sanitaire de l'environnement jusqu'à et y compris les eaux du Golfe
- Une coopération contractuelle est nécessaire pour la surveillance de l'environnement entre les EPCI GMVA et AQTA pour les territoires dont elles sont directement responsables; à savoir le littoral du Golfe du Morbihan et les zones de bassin versant commençant dans le territoire de l'un pour aboutir dans l'autre.

2. Indicateurs : définition et suivi. (Chapitre 7 - livret 3)

Le tableau pages 154 à 158 du chapitre 7 du livret 3 (colonne Indicateurs/variables) est très clair quant à la diversité et au foisonnement des indicateurs et des sources. Une analyse primaire devrait aboutir à des résultats suivis de prescriptions quant à l'organisation à mettre en place par GMVA pour le suivi. Elle n'est pas présentée. Le nombre d'indicateurs (47) et la variété des sources (ne serait-ce que les 34 communes et leurs divers services) aurait dû conduire à une proposition de règles d'organisation dans le rapport SCoT soumis à l'enquête publique.

Une garantie d'efficacité serait de stipuler le type d'organisations auxquelles l'EPCI fera appel, comment elle en assurera la coordination quant aux résultats constatés (en évitant trop d'intermédiaires), et comment elle formulera les conclusions et recommandations aux décideurs.

Le SCoT de la GMVA est bien compatible avec les documents cadres suivants :

- Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) – règles générales (*en cours*)
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Loire-Bretagne 2016-2021
- Les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) : Vilaine et Golfe du Morbihan
- Le Plan de Gestion du Risque Inondation (PGRI) Loire-Bretagne 2016-2021
- LE PEB de l'aérodrome de Vannes - Golfe du Morbihan
- Le Schéma de Mise en Valeur de la Mer
- La Charte du PNR du Golfe du Morbihan
- ...

Il prend en compte :

- Le SRCE de Bretagne

3. SAGE du Golfe du Morbihan et Vilaine et SMVM

Les orientations et prescriptions de ces deux schémas s'imposent au SCoT. Or ils sont en phase finale de rédaction, mais pas encore approuvés, ni soumis aux procédures de consultations et enquêtes publiques.

La page 178 du livret 3 du SCoT dit :

Il est évident au plan légal que toute divergence qui se révélerait pendant les procédures d'enquêtes publiques, dont l'échelonnement temporel actuellement connu est SCoT, puis SAGE, puis SMVM, entraînerait une procédure de révision du SCoT.

Compte tenu de l'importance de ces documents cadres, qui apparaît constamment dans le rapport de présentation du SCoT, ERB souhaite que la situation actuelle d'approbation potentielle du SCoT avant approbation des schémas SAGE et SMVM, soit prise en compte par les élus communautaires et consignée dans le procès-verbal d'approbation du SCoT.

4. Capacité d'accueil du territoire, sécurisation de l'approvisionnement en eau potable et changement climatique

Les prévisions démographiques du SCoT conduisent à une augmentation de la population de près de 1 % par an jusqu'en 2035, portant la population à 200 000 habitants.

Or, comme le soulève le SAGE Golfe du Morbihan Ria d'Étel en cours d'approbation, le territoire de ce SAGE qui recouvre presque entièrement le territoire de GMVA est déjà déficitaire concernant son approvisionnement en eau potable.

En effet, le PAGD (Plan d'Aménagement et de Gestion Durable) du SAGE Golfe du Morbihan Ria d'Étel expose les faits suivants :

"Les prélèvements ont été de 12,7 millions de m³ en 2016 et sont concentrés à l'est du périmètre du SAGE : bassin versant du Loc'h et du Sal (46% des prélèvements d'eau potable), Rau du Plessis (33%) et bassin versant de la Marle et du Liziec (21%).

La production d'eau potable est assurée par Vannes, Séné et Lorient Agglomération, et la distribution se fait via 7 syndicats d'eau potable (1 SM et 6 SIAEP).

Trois retenues d'eau et une rivière (Liziec) assurent l'approvisionnement à partir d'eaux superficielles (72 % de la production) et 17 captages prélèvent des eaux souterraines (28% de la production). Du fait d'un déficit d'eau en période estivale, le territoire est dépendant des importations du bassin du Blavet et de la Vilaine : en 2012, le volume d'importation total était de 5 millions de m³ pour 1,6 millions de m³ exportés."

De plus, la sécurisation de l'approvisionnement en eau potable du Morbihan est assurée principalement par la production issue de la Vilaine (station de production d'eau potable du barrage-d'Arzal) via l'infrastructure d'interconnexion du syndicat Eau du Morbihan.

Or, à ce jour, seuls, le Morbihan et les Côtes d'Armor sont les départements français non soumis à un arrêté préfectoral de restriction d'eau dû à la sécheresse. Le département d'Ille-et-Vilaine est quant à lui partiellement en situation de crise qui correspond au seuil le plus élevé des arrêtés de restriction d'eau (Arrêt des prélèvements non prioritaires y compris des prélèvements à des fins agricoles. Seuls les prélèvements permettant d'assurer l'exercice des usages prioritaires sont autorisés (santé, sécurité civile, eau potable, salubrité)¹. A ce titre nous vous joignons la carte de l'état des arrêtés de limitation des usages de l'eau au 29 août 2019 réalisée par le Ministère du Développement Durable.

Notre approvisionnement en eau potable est donc sincèrement en situation vulnérable et potentiellement compromis.

Par-ailleurs, nous recommandons vivement l'agglomération de prendre en compte avec sérieux le plan d'adaptation au changement climatique de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne du 26 avril 2018. Il rend conforme le fait que la disponibilité de la ressource en eau est vulnérable et implique des changements de pratiques et d'aménagement du territoire permettant de préserver cette ressource (protection des zones humides, restauration des cours d'eau, zéro artificialisation nette des sols, mesures d'économies d'eau, restauration des ripisylves et du bocage).

Dans cette situation, comment prévoir d'accueillir de nouvelles populations si le territoire manque d'eau ? De notre point de vue, il serait primordial que GMVA ajuste leur capacité d'accueil à la disponibilité en eau du territoire.

5. Urbanisation et artificialisation des sols

Le ScoT de Golfe du Morbihan Vannes Agglomération prévoit une ouverture à l'urbanisation des sols pour une surface totale de 600 ha sur la période de 2020-2035, soit 40 ha / an dans le cadre de sa politique du logement.

Outre, les conditions d'accueil de la population pour ces logements dont nous avons soulevés les carences, notamment en eau, nous insistons sur une autre difficulté, quelles parcelles seront encore détruites pour être artificialisées ?

Au vu de la brûlante actualité amazonienne, pourquoi ne pas mieux prévoir de reforester 600 ha de forêt sur le territoire ? Aujourd'hui, les projets d'aménagement du territoire ne devraient-ils pas rectifier leur visée traditionnelle de développement urbanistique vers un projet de territoire qui garantie des conditions de vie supportable pour les habitants actuels du territoire ?

Il convient de rappeler que beaucoup de parcelles en zones humides ont déjà très durement mises à mal ces 50 dernières années pour le développement du territoire comme, par exemple les zones d'activités commerciales de Séné-Vannes.

1. Pour plus d'informations, consulter les sites Internet suivants
<http://propluvia.developpement-durable.gouv.fr/propluvia/faces/index.jsp>
<https://www.service-public.fr/particuliers/actualites/A13500>

De plus, en 40 ans, entre 1960 et 2000, la population du Golfe du Morbihan a doublé et l'artificialisation des sols a été multipliée par 8 sur cette même période. A l'évidence, ce mode de développement territorial n'est pas soutenable. Raisonnablement, ce rythme d'artificialisation ne peut plus se poursuivre.

C'est pourquoi, nous demandons que le SCoT érige l'action 10 du Plan biodiversité présenté le 04 juillet 2018 (tel que mentionné dans l'avis de la MRAe) en règle d'urbanisme de zéro artificialisation nette : toute urbanisation ne pourra se réaliser qu'en densifiant ou en prenant sur une friche... Cette règle serait opposable aux PLU et PLUi des communes du territoire de GMVA.

6. Énergies renouvelables : la fausse bonne solution de la méthanisation

En nous basant sur les extraits de l'avis de la MRAe nous nous permettons de soulever une incohérence entre les objectifs de réduction de GES (Gaz à Effet de Serre) et la production d'énergies renouvelables comprenant la méthanisation.

Le PCAET vise à réduire, en 2050, les émissions de gaz à effet de serre à hauteur de 72 % des émissions de 2010 (221 ktCO₂ par an), celle des polluants de 60, 67 et 74 % respectivement pour les particules fines, l'ammoniac et les oxydes d'azote.

Il est construit sur l'objectif d'un territoire à énergie positive à l'horizon 2050, grâce à une économie, d'ici 2030, de :

- 325 GWh pour la consommation par le logement résidentiel (rénovation, aide, accompagnement),
- 280 GWh pour le transport (effet du covoiturage non cerné),
- 10 GWh pour l'agriculture

Le territoire espère, dans le même temps, l'essor des énergies renouvelables, à hauteur de 550 GWh par an (dont 160 en solaire, 110 en biomasse, 100 en méthanisation, 90 en éolien, ces orientations étant accompagnées du développement de l'énergie de récupération, notamment par incinération de déchets).

Or, s'agissant de la méthanisation, nous tenons à rappeler que le méthane est un gaz qui contribue au réchauffement climatique.

Le méthane (CH₄) est un hydrocarbure, c'est à dire un composé organique contenant du carbone et de l'hydrogène.

Le méthane est un puissant gaz à effet de serre, qui contribue au réchauffement climatique : il a un impact sur l'effet de serre environ 25 fois plus puissant que le dioxyde de carbone (CO₂). Son potentiel de réchauffement global (PRG) est donc de 25, et il augmente avec le temps : il est estimé à 62 d'ici 20 ans.

Comment promouvoir le développement de la méthanisation alors que l'objectif (ambitieux) du PCAET est de réduire les émissions de gaz à effet de serre à hauteur de 72 % des émissions de 2010 (221 ktCO₂ par an) ?

La méthanisation est étudiée depuis plusieurs années par les associations de la Fédération Bretagne Nature Environnement, dont Eau & Rivières est fondatrice. Elles n'ont à ce jour trouvé aucun argument convaincant en faveur de cette technique. Au contraire, ce modèle est contestable à plusieurs niveaux et soulève trop d'incertitudes :

- elle soutient voire développe un modèle agricole intensif, contraire à l'agro-écologie et destructeur de l'environnement ;
- elle ne démontre pas son innocuité et cache des impacts réels sur l'environnement : incertitudes sur l'impact des digestats épandus, concentration d'azote et de phosphore sur les territoires, émanations et fuites de gaz, pollutions accidentelles de cours d'eau...;
- elle induit des risques sanitaires pour les utilisateurs et pour les riverains ;

- elle constitue un « aspirateur » à déchets, contraire au principe de réduction des déchets du Grenelle de l'environnement ; elle va à l'encontre de la vocation vivrière de l'agriculture et d'une agriculture économe en ressources et respectueuse de l'environnement, en favorisant l'accaparement des terres pour des cultures énergétiques ; elle est un pari sur des critères économiques non démontrés qui dépendent largement de financements publics.

Nous demandons donc à l'EPCI de Golfe de Morbihan Vannes Agglomération de revoir sa position quant à la promotion de la méthanisation et de retirer cette énergie du mix énergétique des énergies renouvelables prévues dans le PCAET.

Eau & Rivières de Bretagne vous demande, Madame la Présidente de la Commission d'Enquête, Mesdames les Commissaires Enquêtrices titulaires, d'exprimer un avis défavorable sur le projet de Schéma de Cohérence Territoriale et du Plan de Déplacement Urbain.

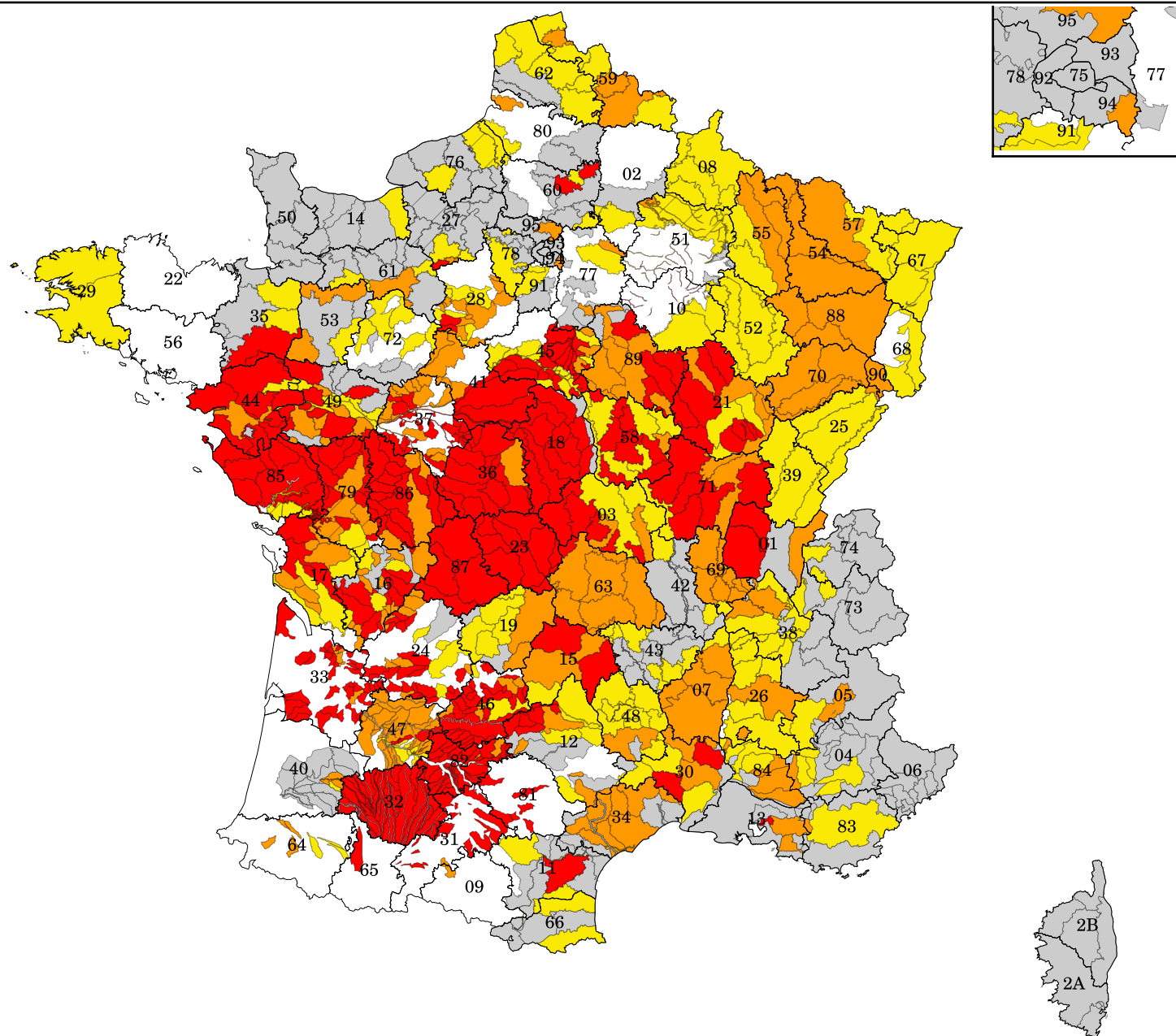
Nous vous remercions par avance de votre attention et vous prions d'agréer, Mesdames, nos salutations distinguées,

Jean-Paul Runigo
Délégué départemental du Morbihan
Eau & Rivières de Bretagne



87 départements sont concernés par au moins un arrêté préfectoral en vigueur au 29 août 2019 et limitant certains usages de l'eau.

7 départements sont en vigilance.



~ Département

Restrictions

Vigilance : Information et incitation des particuliers et des professionnels à faire des économies d'eau

Alerte : Réduction des prélèvements à des fins agricoles inférieure à 50% (ou interdiction jusqu'à 3 jours par semaine), mesures d'interdiction de manœuvre de vanne, d'activité nautique, interdiction à certaines heures d'arroser les jardins, espaces verts, golfs, de laver sa voiture, ...

Alerte renforcée : Réduction des prélèvements à des fins agricoles supérieure ou égale à 50% (ou interdiction supérieure ou égale à 3,5 jours par semaine), limitation plus forte des prélèvements pour l'arrosage des jardins, espaces verts, golfs, lavage des voitures, ..., jusqu'à l'interdiction de certains prélèvements

Crise : Arrêt des prélèvements non prioritaires y compris des prélèvements à des fins agricoles. Seuls les prélèvements permettant d'assurer l'exercice des usages prioritaires sont autorisés (santé, sécurité civile, eau potable, salubrité)

Zone d'alerte spécifique aux eaux souterraines

Mme Guérin Dominique – nom d'usage Lamothe
6 rue Taclet 75020 Paris
0642594458
dolg@outlook.fr

à Paris, le 01/09/2019

Propriétaire du terrain section AN parcelle 87 au Tour du Parc.
87 impasse des Genêts.
Acheté constructible Ub par acte notarié le 3 mars 1981
déclassé en zonage 1 AUb1 par le PLU du 12 juillet 2013

à Madame la Présidente de la Commission d'enquête
unique SCoT et PDU
Golfe du Morbihan - Vannes agglomération
Parc d'Innovation Bretagne Sud II
30 rue Alfred Kastler - CS 70206
56006 Vannes cedex

Objet : Spoliation à cause du déclassement PLU

J'avais acheté en 1981 une parcelle de terrain constructible jouxtant la maison de ma grand-mère, Mme Goursaud (parcelle 152 a). J'ai passé chez ma grand-mère de nombreuses vacances avec ma fille que j'élevais seule. Cette maison a ensuite appartenu à ma mère et à sa sœur qui l'ont vendue avant de mourir toutes deux. Je voulais alors faire construire pour remplacer cette maison vendue. Mais, fille unique, j'ai été fort occupée par la fin de vie de mon père en 2012, de ma mère et de sa sœur en 2015 et n'ai pas eu connaissance de l'enquête d'utilité publique menée avant le nouveau PLU de 2013.

Maintenant que je suis davantage disponible j'aurais voulu construire ou vendre. Rien n'est plus possible car il faut désormais que je le fasse en « opération groupée ». Ce qui est impossible :

Ma parcelle de 1693 m² est entourée de maisons individuelles et touche par un côté seulement aux autres parcelles de la zone 1AUb1. Je suis à l'extrémité de cette zone nouvellement créée. Les autres parcelles qui me suivent sont dans une situation tout à fait différente de la mienne car se sont des fonds de jardin tandis que moi je n'ai encore aucune habitation . Il y a pourtant sur mon terrain un compteur d'eau dont je me suis servi pendant plusieurs années avant de le faire arrêter et surtout j'ai toujours eu un accès par l'impasse des Genêts ce que les autres terrains mis en zone 1AUb1 n'ont pas.

De l'autre côté de l'impasse il semblerait que le propriétaire de l'hôtel *La Croix du Sud* ait obtenu lui, non pas de faire des logements sociaux, mais d'étendre les maisonnettes de son hôtel.

J'ai pourtant essayé de proposer mon terrain à des aménageurs qui ne peuvent rien en faire à cause de cet isolement. La mairie ne veut pas me le racheter, du reste je ne suis même pas électricienne et pas informée. Je ne peux rien faire, ni vendre ni construire.

Je me débats toute seule et sans conseil face à cette injustice. J'espère que vous pourrez m'aider. Le PLU ne pourrait-il être révisé ? La nouvelle zone 1 Aub1 reculée d'une seule parcelle ! Et que je revienne dans la zone constructible Ub.

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de mes sentiments respectueux.

Mme Lamothe Dominique.



De: Plumé Bourgbarré <plumebourgbarre@gmail.com>
Envoyé: dimanche 8 septembre 2019 22:04
À: enquete publique
Objet: Fwd: Fwd: Soutien aux PLUmés du 56 / de la part des Plumés du 35 (Bourgbarré)
Pièces jointes: AV28_EnquetePublique1ObservationEma.pdf; AV25_FicheSTECAL-30Nov2017.pdf; PLU15_InventaireTerrains_d.pdf; AV30_ObservationenqueteConclusionModif3.pdf

Madame la Présidente de la Commission d'enquête unique,

Suite à l'appel de mobilisation de *la coordination des plumés*, nous apportons notre soutien aux plumés du 56.

Dans le département voisin d'Ille-et-Vilaine, des adhérents de l'association "Plumés de Bourgbarré" sont en procès contre la mairie de Bourgbarré et contre Rennes Métropole.

Vous trouverez en pièce jointe :

- le courrier que nous avons écrit dans le registre de l'enquête publique du PLUi de Rennes Métropole. (référence des procès) mentionnant que **Le DOO du Scot de Rennes situe le terrain dans une zone urbaine**
- l'avis défavorable de la commission enquête de la modification n°3 du PLU de Bourgbarré mentionnant que **"la cohérence avec le PADD est non établie"**.
- une fiche STECAL p3 mentionnant des critères arbitraires comme "plus de 15 logements", "maxi 30 mètres entre bâtiment" datant de novembre 2017.
- l'inventaire des terrains des adhérents de l'association "Plumés de Bourgbarré", les contacts des adhérents, des cas de consommations de terres agricoles

Nous demandons tout simplement la cohérence avec la loi Elan, article L 121.8 : ***des constructions et installations peuvent être autorisées, [...], à des fins exclusives d'amélioration de l'offre de logement [...], lorsque ces constructions et installations n'ont pas pour effet d'étendre le périmètre bâti existant ni de modifier de manière significative les caractéristiques de ce bâti.***

En conséquence, je demande au SCOT une application de bon sens du SDU c'est-à-dire qu'il ne fixe pas de nombre de constructions, conformément à la loi ELAN.

Mr Suignard,

Président des Plumés de Bourgbarré

Mme Suignard

Secrétaire des Plumés de Bourgbarré

This email was scanned by Bitdefender



PLAN LOCAL D'URBANISME
INTERCOMMUNAL
RENNES MÉTROPOLE

TRADUCTION RÈGLEMENTAIRE DES PROJETS COMMUNAUX

FICHE SUR L'URBANISATION EN CAMPAGNE : LES STECAL : Secteurs de Taille Et de Capacité d'Accueil Limitées

Le cadre juridique, pour construire de façon exceptionnelle en campagne

La loi

- La loi permet, **À TITRE EXCEPTIONNEL** et sous certaines conditions, de délimiter dans les zones naturelles, agricoles ou forestières des secteurs de **taille et de capacité d'accueil limitées** (STECAL)
- Ces secteurs sont soumis à l'**avis** de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers en zone A (CDPENAF) et de la commission départementale de la nature des sites et des paysages (CDNPS) en zone N
- Le **règlement précise obligatoirement** les conditions de **hauteur, d'implantation et de densité** des constructions, permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone

	Hors STECAL	Dans un STECAL dédié
Construction habitat	Interdit : <ul style="list-style-type: none">• Construction nouvelle d'habitation Autorisé : <ul style="list-style-type: none">• Extension des habitations existantes• Construction d'annexe à l'habitation	Autorisé : <ul style="list-style-type: none">• Construction nouvelle d'habitation dans les dents creuses• Extension des habitations existantes• Construction d'annexe à l'habitation
Construction activités	Interdit : <ul style="list-style-type: none">• Extension, sauf dans le cas d'une activité exercée dans l'habitation (voir encart p6)• Nouvelle construction Autorisé : Création ou extension d'activité par changement de destination d'un bâtiment identifié au patrimoine	Interdit : <ul style="list-style-type: none">• Nouvelle construction Autorisé : <ul style="list-style-type: none">• Extension du bâti existant• Création ou extension d'activité par changement de destination d'un bâtiment identifié au patrimoine
Construction loisirs tourisme	Interdit : <ul style="list-style-type: none">• Construction nouvelle et extension Autorisé : <ul style="list-style-type: none">• Changement de destination d'un bâtiment identifié au patrimoine	Autorisé : <ul style="list-style-type: none">• Extension du bâti existant• Nouvelle construction
Aires d'accueil des gens du voyage	Pas d'extension ni de construction nouvelle	Autorisé : <ul style="list-style-type: none">• Extension du bâti existant• Nouvelle construction

Quatre types de STECAL à identifier dans le PLUi

Leur mode d'identification et les principes de construction en leur sein sont détaillés dans les pages suivantes :

- « STECAL habitat » : pages 2 à 5
- « STECAL activités » : pages 6 et 7
- « STECAL loisirs-tourisme » : pages 8 et 9
- « STECAL gens du voyage » : page 10

Les « STECAL habitat »

Le SCOT

- Le SCOT fixe des conditions de délimitation
- Secteur d'habitat déjà urbanisé
- Caractérisé par une densité significative
- Concourir uniquement à leur densification
- et des critères éliminatoires

Pratique CDPENAF

- Densification d'un hameau en dent creuse

Charte Agri.et Urbanisme

- Pas d'orientation particulière



Le contexte local

- ▶ Le SCOT de 2007 interdisait toute nouvelle urbanisation dans les hameaux, en densification et en extension
- ▶ Le SCOT de 2015 interdit leur extension mais rend possible la densification de ces secteurs, sous conditions
- ▶ La plupart des PLU en vigueur sont actuellement compatibles avec le SCOT de 2007
- ▶ Travaux menés dans le cadre du PLUi :
 - Séminaire ambiance urbaine du 13/12/16
 - Visite de terrain du 20/06/17
 - Séminaire « campagne » du 5/07/17 : les critères pour délimiter les STECAL
 - Comité de Pilotage du PLUi du 13/10/17 : validation des critères

Les critères à retenir pour identifier les « STECAL habitat »

Le séminaire du 5 juillet a permis de travailler collectivement sur les critères permettant d'identifier les STECAL. Le tableau ci-dessous synthétise ce travail, et le complète sur les éléments qui restaient à préciser par le COFIL. L'évolution future de certains de ces critères (assainissement et défense incendie notamment) pourra donner la possibilité de créer de nouveaux STECAL, dans le cadre d'adaptations du PLUi.

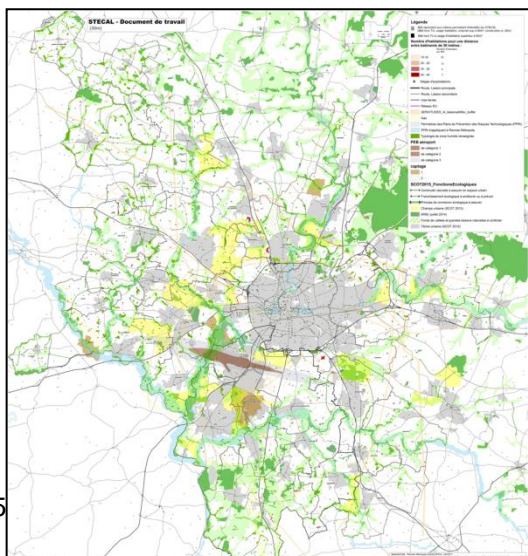
ETAPE 1 Les résultats du séminaire du 5/07/2017		ETAPE 2 Arbitrages COFIL (13/10/17)
CRITERES ELIMINATOIRES POUR IDENTIFIER UN STECAL => CONSENSUS LORS DU SEMINAIRE	Ne pas impacter : - La Trame Verte et Bleu - Des MNIE - Un captage d'eau	Accord
	Ne pas entrainer de travaux de voirie importants	
	Ne pas être dans un périmètre de : - Champs urbains - PPRI / PPRT - Canalisations Gaz / oléoduc - Lignes Haute Tension / Très Haute Tension - Plan de Protection du Bruit de l'Environnement (PPBE) / PEB Aéroport - Marges de recul Loi Barnier	
	Prendre en compte la pollution de l'air	
A PRECISER	Présence d'une défense incendie obligatoire	Asst. collectif obligatoire
	Assainissement individuel ou collectif ?	
CRITERES D'IDENTIFICATION RESTANT A PRECISER SUITE AU SEMINAIRE	Distance vis-à-vis des bâtiments agricoles => types de bâtiment à préciser	Pas que les sièges d'exploitation*
	Nombre de logements mini. pour identifier un STECAL => nb. à préciser	Plus de 15 logements
	Inter-distance entre les bâtiments => distance à préciser	Maxi 30m entre les bâtiments
CRITERES A AFFINER PAR LE COFIL	Éloignement du bourg / alternatives auto solo	Critères qualitatifs en fonction du projet communal
	Présence d'un noyau historique	
	Bâti non linéaire	

* Arrêté ministériel de 2013 : Bâtiments d'élevage, de stockage, fourrage, de préparation de nourriture...

Le croisement des critères avec le SIG

1

Une carte globale avec pour recouper l'ensemble des critères



2

Une analyse spatiale pour identifier les groupes de plus de 15 logements avec une interdistance de 30m entre bâtiments



La délimitation des « STECAL habitat » dans le plan de zonage

- ▶ Une délimitation à travailler dans le cadre du zonage du règlement, en lien avec les zonages A et N, avec l'objectif de contenir toute extension sur la campagne
- ▶ Un périmètre à adapter au contexte local et paysager, mais ne devant pas nécessairement se superposer au cadastre, au même titre que les autres zones
- ▶ Un travail à mener dans le respect du SCOT qui interdit l'extension des hameaux : les nouvelles constructions dans le STECAL devront se faire dans les dents creuses. Au pourtour des STECAL, les nouvelles constructions ne pourront pas dépasser l'implantation des maisons existantes.



Principes règlementaires pour les « STECAL habitat »

Des règles collectives aux 43 communes car la campagne n'a pas de limite administrative

I. Destination des constructions, usages des sols et natures d'activité	
Interdits	Exploitation agricole et forestière
	Hébergement
	Nouveaux commerces et activités de services : artisanat et commerce de détail, restaurant, commerce de gros, activité de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle, hébergement hôtelier et touristique, cinéma
	Nouvelles activités des secteurs secondaire ou tertiaire : industrie, entrepôts, bureau, centre de congrès et d'exposition
Soumis à condition particulière	Logements et leurs annexes à condition qu'ils s'intègrent harmonieusement au paysage dans le respect de la topographie, des vues et perspectives sur la campagne ou sur des bâtiments patrimoniaux identifiés au règlement graphique
	Extension des commerces et activités de service existants et des activités des secteurs secondaire ou tertiaire qui sont compatibles avec le milieu environnant
	Équipements d'intérêt collectif et services publics nécessaires au fonctionnement du secteur
Mixité fonctionnelle	Sans objet
Mixité sociale	Il n'est pas fixé de règle particulière



Principes réglementaires pour les « STECAL habitat »

II. Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

Volumétrie et implantation des constructions	Construction neuve et extension : <ul style="list-style-type: none"> • S'inscrire dans l'alignement de la structuration bâtie existante du hameau (150m² max. d'emprise au sol) • Hauteur limitée à R+1+C • Hauteur des RDC limitée à 3m50 • Hauteur des niveaux comprise entre 2m30 et 3m • Hauteur comble : s'inscrire dans le volume des toitures historiques en référence au patrimoine local identifié dans le secteur
	Annexes : en recul de 5 m des voies <ul style="list-style-type: none"> • 60m² max d'emprise au sol au total + 50 m² maxi pour les piscines
	Recul de 10 m par rapport au cours d'eau, aux zones humides et élément végétal identifié au règlement graphique
Aspects extérieurs des constructions et aménagement de leurs abords	<ul style="list-style-type: none"> • Végétalisation : 50% de pleine terre ; Imposer 1 arbre par tranche de 200 m² de pleine terre ; Conserver les haies existantes • Clôtures : style simple en harmonie avec le paysage environnant et l'aspect des clôtures historiques en référence au patrimoine bâti local du secteur et permettant le passage de la petite faune. <ul style="list-style-type: none"> - Haie végétale (essences locales et variées) - Grillage fixé sur piquet de bois ou métallique - Mur utilisant des matériaux locaux (pierre, terre, ferronnerie, bois,...) <p>Les clôtures dans les cours du patrimoine local identifié ne doivent pas remettre en cause la lecture de la composition historique du lieu</p>
Stationnement	<ul style="list-style-type: none"> • 2 places de stationnement par logement • Gestion sur la parcelle : couvert ou aérien non imperméabilisé

III. Équipements et réseaux

Gestion des eaux pluviales	Infiltration et/ou récupération obligatoire
Assainissement	Raccordement obligatoire au réseau collectif
Réseaux électriques	Raccordement en souterrain

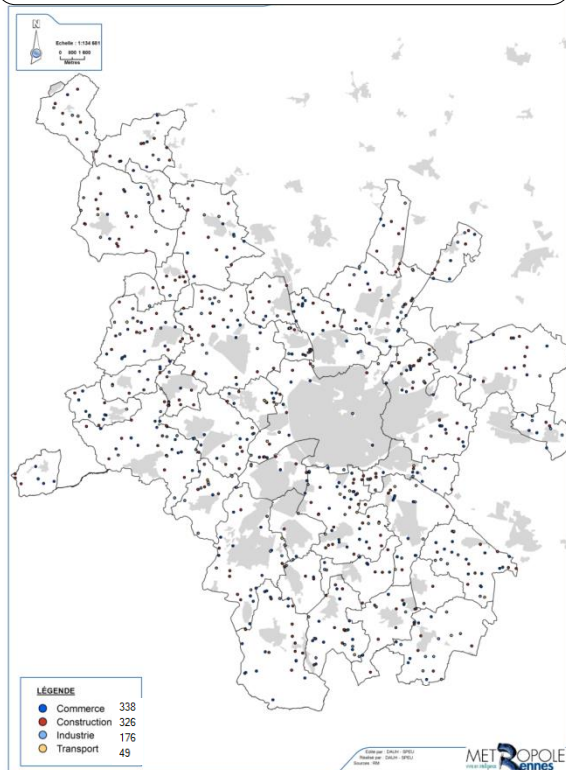


Le phasage pour identifier les « STECAL activités »

L'évolution future de certains de ces critères , notamment assainissement, pourra donner la possibilité de créer de nouveaux STECAL, dans le cadre d'adaptations du PLUi.

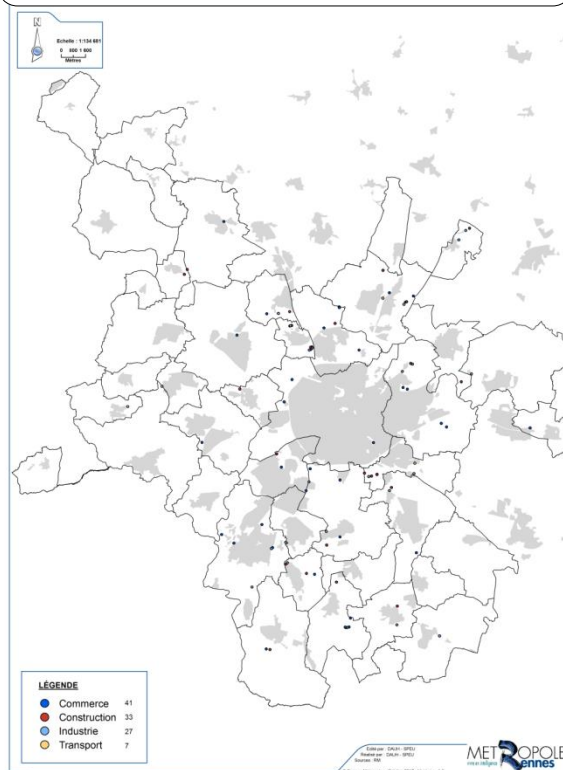
1

Travail SIG : Identification des « activités en dehors de la tache urbaine », hors activités de services et activités agricoles



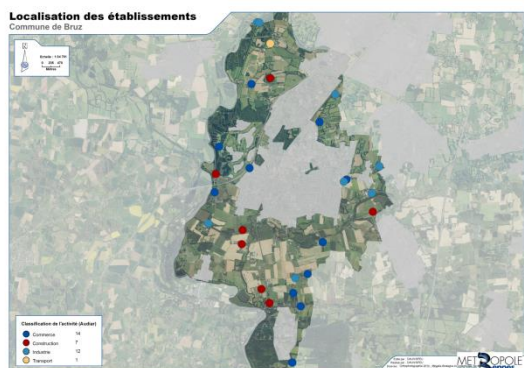
2

Travail SIG : parmi ces « activités en dehors de la tache urbaine », identification de celles se trouvant à moins de 50m de l'assainissement collectif



3

Travail de la commune : transmission pour avis à chaque commune de la carte des « activités en campagne proches de l'assainissement collectif »



Retour de la commune sur :

- L'identification des activités ayant besoin de s'étendre, sur la base d'une justification
- La mise à jour des informations de la carte : localisation, type d'activités, activités manquantes...)

Il s'agit d'identifier des STECAL uniquement sur les activités qui doivent se développer.

4

Travail de synthèse avec l'urbaniste référent :
Croisement des informations retournées par la commune avec les autres critères :

- TVB / MNIE / Champs urbains
- PPRI / PPRT.
- Captage d'eau
- Distance des bâtiments agricoles
- ...

Les activités existantes en campagne pourront continuer leur activité mais ne pourront pas demander d'extension de leur bâtiments ou de construction nouvelle sauf si :

- Elles sont exercées dans le lieu d'habitation : dans ce cas, les extensions ou constructions d'annexes à l'habitation permettront de gérer les évolutions de l'activité (ex : architecte, ...)
- Elles sont identifiées dans un STECAL

De nouvelles activités pourront être créées par changement de destination uniquement d'un élément patrimonial identifié au PLU de +60 m² d'emprise au sol, se trouvant à plus de 100m d'un bâtiment agricole en activité ou ayant cessé depuis +3ans. L'aménagement de l'activité pourra se faire dans tout le volume du bâtiment mais il ne pourra pas y avoir d'extension.

Principes règlementaires pour les « STECAL activités »

Des règles collectives aux 43 communes car la campagne n'a pas de limite administrative

I. Destination des constructions, usages des sols et natures d'activité

Interdits	Tout nouveau bâtiment hors équipement d'intérêt collectif et annexes aux bâtiments existants
Sont autorisés uniquement	L'extension des activités existantes d'artisanat et commerce de détail, restaurant, commerce de gros, activité de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle sont autorisés: <ul style="list-style-type: none">• Dans la limite d'une emprise au sol maximale• A condition qu'ils s'intègrent harmonieusement au paysage dans le respect de la topographie, des vues et perspectives sur la campagne ou sur des bâtiments patrimoniaux identifiés au règlement graphique
	L'extension des autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire (industrie, entrepôts, bureau, centre de congrès et d'exposition) : <ul style="list-style-type: none">• Dans la limite d'une emprise au sol maximale• A condition qu'ils s'intègrent harmonieusement au paysage dans le respect de la topographie, des vues et perspectives sur la campagne ou sur des bâtiments patrimoniaux identifiés au règlement graphique
	Équipements d'intérêt collectif et services publics nécessaires au fonctionnement du secteur
Mixité fonctionnelle	Sans objet
Mixité sociale	Sans objet

II. Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

Volumétrie et implantation des constructions	<u>Uniquement extension</u> : Dans le prolongement de la construction existante sans réduire le recul existant si il est <2m de la voie <u>Hauteur</u> : maximum 10m <u>Emprise au sol</u> : 50% dans une limite maxi de 1000 m ² (existant + extension)
	<u>Annexes</u> : en recul de 5 m des voies, obligation de réglementer la zone d'implantation ; 5m maxi en hauteur ; emprise au sol maxi de 60m ²
	Recul de 10 m par rapport au cours d'eau, aux zones humides et élément végétal identifié au règlement graphique
Aspects extérieurs des constructions et aménagement de leurs abords	<ul style="list-style-type: none">• Végétalisation : Prévoir des espaces libres paysagers et imposer des plantations au pourtour du terrain• Clôtures : style simple en harmonie avec le paysage environnant et l'aspect des clôtures historiques en référence au patrimoine bâti local du secteur.<ul style="list-style-type: none">- Haie végétale (essences locales et variées)- Grillage fixé sur piquet de bois ou métallique- Mur utilisant des matériaux locaux (pierre, terre, ferronnerie, bois,...) <p>Clôture dans les cours identifiées au patrimoine local ne doit pas remettre en cause la lecture de la composition historique du lieu</p> <p>Autoriser des clôtures différentes pour des motifs liés à la nature des constructions ou à des règles de sécurité particulière</p>
Stationnement	Le stationnement doit être géré sur le terrain.

III. Équipements et réseaux

Gestion des eaux pluviales	Infiltration et/ou récupération obligatoire
Assainissement	Raccordement obligatoire au réseau collectif
réseaux électriques	Raccordement en souterrain

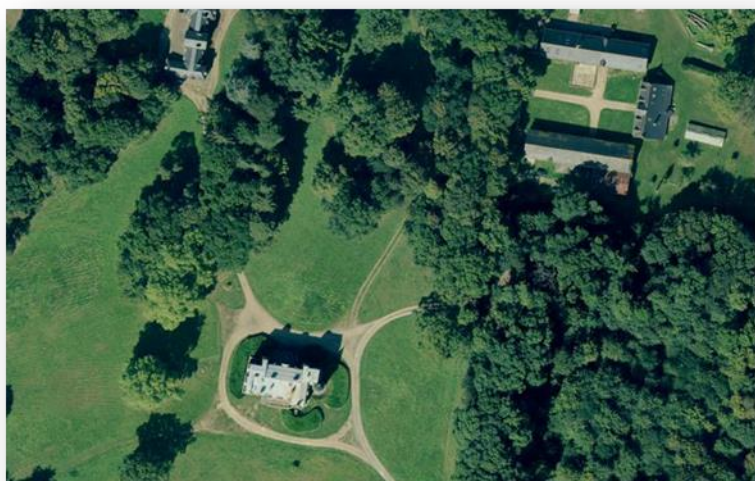
Les « STECAL loisirs-tourisme »

Des projets souvent atypiques...

- Une variété des types de projets
- Des localisations souvent dans des sites sensibles (MNIE, TVB...)
- Des projets pouvant être porteur d'une préservation/valorisation d'un patrimoine bâti ou naturel nécessitant des interventions et financements conséquents

... nécessitant des approches adaptatives et qualitatives :

- **au cas par cas**, selon les projets, pour les critères de type : TVB (Trame Verte et Bleue) / MNIE (Milieux Naturels d'Intérêts Écologique), champs urbains, paysage, fonctionnalités écologiques...
- **stricte** sur le critère de l'éloignement des bâtiments agricoles
- **stricte** sur l'analyse des projets au regard de leur viabilité économique et leur cohérence avec le schéma de « développement de l'hébergement touristique »



Principes réglementaires pour les « STECAL loisirs-tourisme »

Les projets n'ayant pas tous vocation à voir se développer une offre d'hébergement touristique, une approche distincte pourra être menée pour chaque STECAL.

I. Destination des constructions, usages des sols et natures d'activité

Interdits	<ul style="list-style-type: none"> • Exploitation agricole et forestière • Habitation : logement et hébergement • Commerce de gros • Cinéma • Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire (industrie, entrepôts, bureau, centre de congrès et d'exposition) :
Soumis à condition particulière	<p>Équipements d'intérêt collectif et services publics</p> <p>Les commerces et activités de services en lien avec la vocation loisirs/tourisme du projet (artisanat et commerce de détail, restaurant, activité de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle, hébergement hôtelier et touristique) à condition :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de maintenir les fonctionnalités écologiques existantes • qu'ils s'intègrent harmonieusement au paysage dans le respect de la topographie, des vues et perspectives sur la campagne ou sur des bâtiments patrimoniaux identifiés au règlement graphique
Mixité fonctionnelle	Sans objet
Mixité sociale	Sans objet

II. Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

Volumétrie et implantation des constructions	<p>Construction neuve, extension et annexes : implantation ne compromettant pas les caractéristiques naturelles du secteur</p> <ul style="list-style-type: none"> • Construction neuve : R+1+C • 1 niveau + comble en cas de surélévation du RDC (pilotis, cabane dans les arbres,...) • Aménagement et extension possible du bâti patrimonial dans la limite de la hauteur existante • règle qualitative sur intégration au contexte morphologique et patrimoine. • Hors équipement de loisirs <p>Emprise au sol : à adapter graphiquement pour chaque projet Annexes : 60 m² maximum</p>
Aspects extérieurs des constructions et aménagement de leurs abords	<p><u>Végétalisation</u> : Maintien ou compensation de la végétation existante</p> <p><u>Clôtures</u> : Style simple en harmonie avec le paysage environnant et l'aspect des clôtures historiques en référence au patrimoine bâti local du secteur.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Haie végétale (essences locales et variées) • Grillage fixé sur piquet de bois ou métallique • Mur utilisant des matériaux locaux (pierre, terre, ferronnerie, bois,...) <p>Clôture dans les cours identifiées au patrimoine local ne doit pas remettre en cause la lecture de la composition historique du lieu Autoriser des clôtures différentes pour des motifs liés à la nature des constructions ou à des règles de sécurité particulière</p>
Stationnement	Non imperméabilisé et géré sur le terrain

III. Équipements et réseaux

Gestion des eaux pluviales	Infiltration et/ou récupération obligatoire
Assainissement	Raccordement au réseau collectif s'il existe sinon système individuel
Réseaux électriques	Raccordement en souterrain

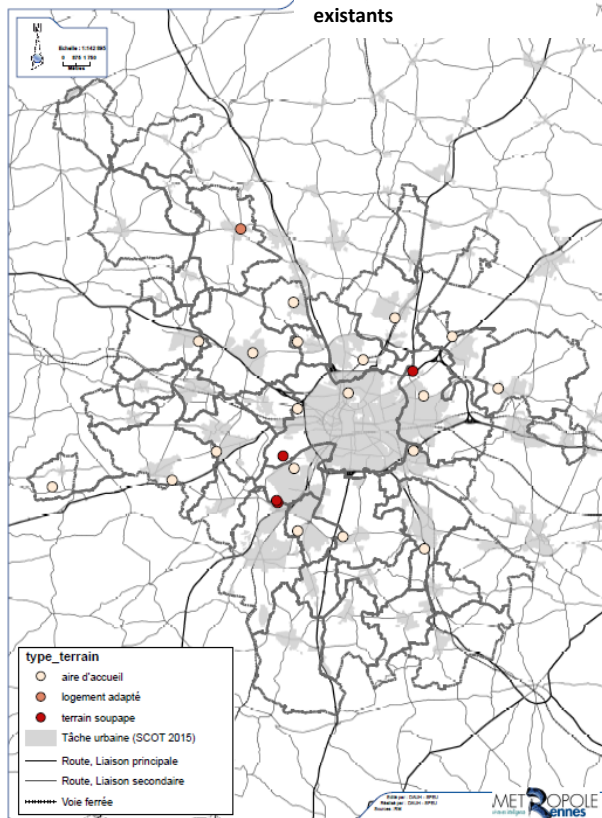
Identification et principes réglementaires pour les « STECAL gens du voyage et résidences démontables»

Cadre réglementaire : obligation pour les communes de plus des 5000 hab

- **L'aire d'accueil existe déjà et se trouve en « campagne »,** c'est à dire en dehors de l'espace urbanisé (zones U et AU) de la commune : identification d'un STECAL sur le périmètre existant (ou élargi en fonction des besoins)
- **L'aire d'accueil n'existe pas encore mais la communes atteindra 5000 hab d'ici 2035 :**
 - Prévoir un dispositif d'accueil à inscrire dans le PLUi, de préférence en espace urbanisé
 - A défaut, prévoir un STECAL en campagne, avec un emplacement réservé si nécessaire

Terrains gens du voyage

Cartographie des terrains existants



Au titre du PLH, pour toutes les communes :

En complément de l'obligation réglementaire liée au seuil des 5000 hab, toutes les communes sont concernées par la création possible de « terrains soupapes » ou familiaux, de logements adaptés (démarche en cours par le service habitat) :

- Soit en secteur urbanisé
- Soit en campagne avec un STECAL

- Dans tous les cas, les principes réglementaires pour ces différents dispositifs sont à préciser avec le service habitat

Les cas de « résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs » seront à traiter au cas par cas selon les besoins (exemple d'une yourte).

CONTACT :

SERVICE PLANIFICATION ET ETUDES URBAINES
02 99 86 62 54

annexe2-C5

TRADUCTION RÉGLEMENTAIRE DES PROJETS COMMUNAUX
FICHE SUR L'URBANISATION EN CAMPAGNE :
LES STECAL : Secteurs de Taille Et de Capacité d'Accueil Limitées

Observation à l'enquête publique PLUI:

- Dépôt des recours à la Mairie de Bourgbarré et au tribunal administratif de Rennes contre le passage en zone N de notre terrain situé dans un hameau.
 - Recours gracieux 900012- SUIGNARD/BOURGBARRE (CNE) déposé à la mairie de Bourgbarré
 - Recours contentieux 900012- SUIGNARD/BOURGBARRE (CNE) déposé au tribunal administratif de Rennes
 - Recours 900012/EB –SUIGNARD ET AUTRES/ MODIFICATION N°3 PLU BOURGBARRE avec 4 autres propriétaires concernés déposé au tribunal administratif de Rennes suite à l'approbation du conseil métropolitain.
- Nos recours affirment :
 - Sursis à statuer insuffisamment motivé
 - Notre projet n'est pas de nature à compromettre ou à rendre plus onéreuse l'exécution du futur plan.
 - La parcelle de ce terrain nu est une dent creuse. (loi Elan, article L 121.8 : des constructions et installations peuvent être autorisées, [...], à des fins exclusives d'amélioration de l'offre de logement [...], lorsque ces constructions et installations n'ont pas pour effet d'étendre le périmètre bâti existant ni de modifier de manière significative les caractéristiques de ce bâti)
 - Le hameau est dense et structuré : il y a une quarantaine de construction dans un rayon de 300 mètres, le hameau est contenu par 3 voies. Le terrain est situé à côté d'une nouvelle zone de développement économique, à 800 mètres d'un arrêt de bus.
 - Le DOO du Scot de Rennes situe le terrain dans une zone urbaine. Le PLUI doit être compatible au DOO.
- En réponse de nos recours, la mairie a écrit : « *l'acceptation du projet de Monsieur et Madame SUIGNARD constituerait un précédent.* » Or un permis de construire d'un terrain situé dans le même hameau, dans la même rue a été accordé (PC 03503217M0054).
- Erreur manifeste d'appréciation : le secteur n'est pas concerné par des zones humides contrairement à ce qu'a prétendu le pétitionnaire de la modification n°3 du PLU de Bourgbarré. Le PC accordé (03503217M0054) dans le hameau avait été refusé dans un premier temps sur ce motif.

Pétition des propriétaires et des futurs acquéreurs des terrains concernés par la modification n°3 du PLU de Bourgbarré.

Préambule :

SCOT du pays de Rennes

Objectif de l'orientation n°6 du PADD « *Nécessité de consommer les espaces en « dents creuses » avant de consommer des terres agricoles* » (Plan d'Aménagement et du Développement Durable)

Secteur géographique concerné :

Inter-communauté : Rennes Métropole / Canton de Janzé / Commune Bourgbarré /
Secteur regroupant les lieux dits « La Douettée » et « La Jacaudais ».

Origine des blocages de la constructibilité des terrains: Arrêté 17,587 : Passage en zone N des secteurs UE1 concernés. Modification n°3 du PLU de Bourgbarré. PLUI en cours d'élaboration.

Personnes participants aux recours :

1) Couple Gapihan

Nom : Gapihan

Prénom : Alain

Adresse : Lieu-dit Douettée, 35230 Bourgbarré

Téléphone : 09 50 19 67 06

Mail : gapihan37@gmail.com

Nom : Gapihan

Prénom : Véronique

Adresse : Lieu-dit Douettée, 35230 Bourgbarré

Téléphone : 09 50 19 67 06

Mail : gapihan37@gmail.com

2) Couple Giboire (propriétaires) et famille Thébault (futurs acquéreurs)

Nom : Giboire

Prénom : Marie-France

Adresse : Le Champ Gâté, 35150 Essé

Téléphone : 02 99 47 22 45 / 06 82 19 67 30

Mail : marie.france.giboire.plume@gmail.com

3) Famille Lamandais

Nom : Lamandais

Prénom : Thomas

Adresse : 3 Allée Mathurin Méheut, appartement 151, 56 000 Vannes

Téléphone : 06 99 28 55 28

Mail : thomas.lamandais@gmail.com

4) Couple Suignard

Nom : Suignard

Prénom : Christine

Adresse : 11, Rue de la Croix des Forges, 35 530 Noyal-Sur-Vilaine

Téléphone : 06 19 73 04 34

Mail : christine.delourmel@gmail.com

Terrains & Recours :

- ZE 55 : (Suignard)

Acte notarié : 1004753 / CJP / HG / FT

Certificat d'urbanisme CU 35032 17 M0013 : refus

Permis de construire PC 35032 17 M0032 : en sursis à statuer

Recours déposé au Tribunal Administratif de Rennes Ref : 900012-SUIGNARD/BOURGBARRE (CNE) : en cours

- ZE 286: (Gapihan)

Certificat d'urbanisme CU 35032 17 M0020 : refus

Recours déposé au Tribunal Administratif de Rennes Ref : 1703574-1

- ZE 319 : (Giboire)

Permis de construire PC 35032 17 M0058 : en sursis à statuer

- ZE 318 : (Giboire)

Permis de construire : refusé (zone humide)

- ZE 398 & ZE 402 : (Lamandais)

Acte Notarié : ?

- ZE 411 & ZE 415 : (Lamandais)

Acte Notarié : ?

Avis négatif de la commission enquête de la modification n°3 :

- Arguments en faveur du classement en zone N peu développés

- Cohérence avec le PADD non établie

- L'absence de réseaux d'assainissement ne permet de motiver une inconstructibilité surtout à proximité d'une zone d'activité elle-même raccordée.

Association locale : PLUmés de Bourgbarré (<https://sites.google.com/view/plumes-bourgbarre,plumbourgbarre@gmail.com>)

2 Cas de consommations agricoles liés aux personnes concernées par les dents creuses

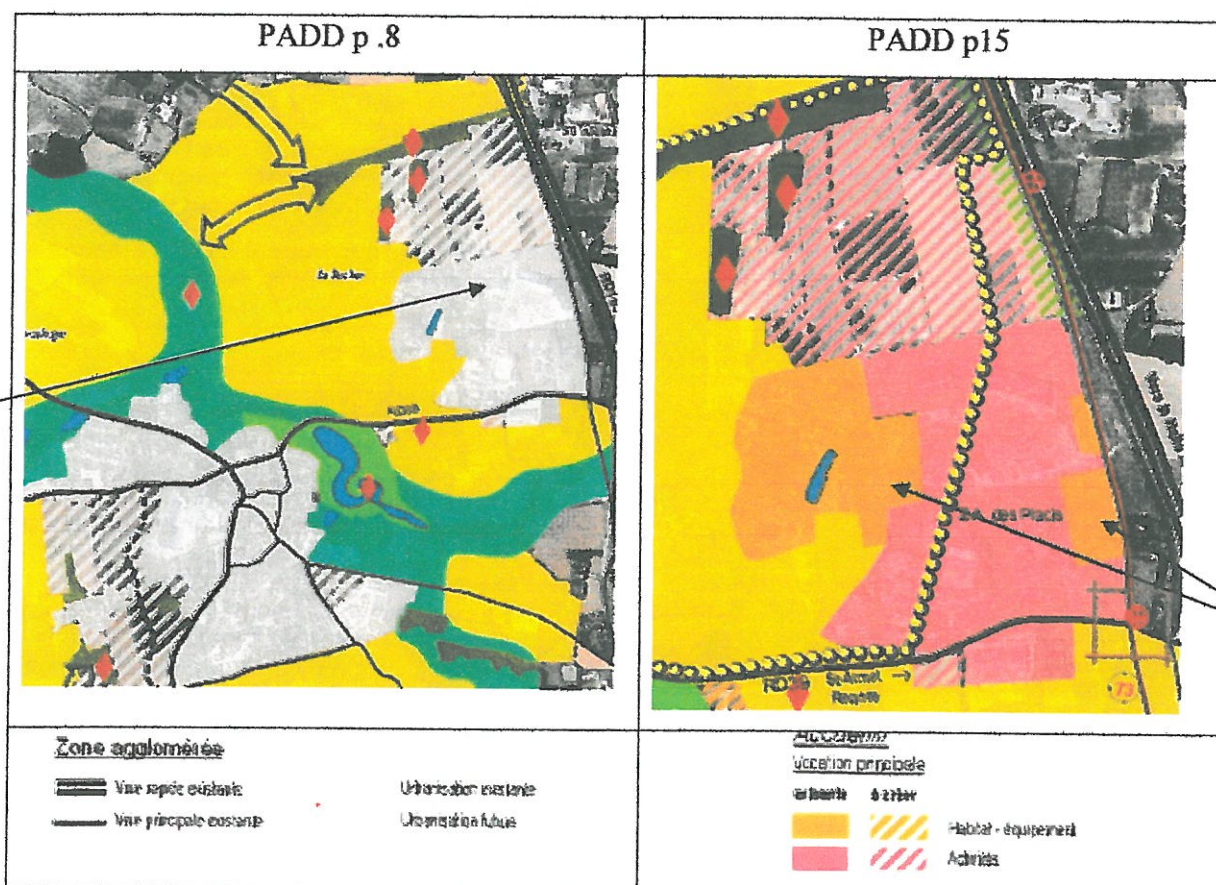
- expropriation des terres agricoles exploitées pour la ZAC Bourgbarré Nord des propriétaires du terrain ZE55. (16 hectares)
- expropriation des terres agricoles actuellement exploitées (Ferme de la Touche du Val) dans la commune d'habitation (Noyal-Sur-Vilaine) des propriétaires du terrain ZE55.

2 différentes sources de financement pour l'assainissement collectif des hameaux

- Assainissement collectif (95 000 €) à payer par le propriétaire des terrains à l'Est de la ZAC des Placis.
- Assainissement collectif (311 326 € 80) payé par Rennes Métropole à Chateau-Logé, hameau de Bourgbarré.

par le biais du PLUi. L'approbation du PLUi de Rennes Métropole devrait être effective en 2019 et ira très certainement dans le sens un classement en Zone N de surfaces actuellement urbanisables pour la commune de Bourgbarré mais aussi pour les autres communes composant l'EPCI. Pourquoi anticiper une telle décision et passer à côté d'une concertation globale et d'une réflexion commune à l'ensemble des collectivités concernées ?

- Enfin, si la cohérence du projet avec le SCoT ne fait aucun doute, celle avec le PADD est moins évidente. En effet, les deux cartes présentes dans le document opposable de la commune font apparaître clairement les zones visées par la présente modification comme urbanisées



On constate d'ailleurs que le PADD dans sa carte p.8 ne fait pas de distinction entre la zone d'activité et les zones urbanisées qui la jouxtent.

Avis : En conséquence, je donne un avis défavorable à la modification n°3 de la ville de Bourgbarré aux motifs :

- **Arguments en faveur du classement en zone N peu développés**

Muriel Couronné-Le Pallec, commissaire enquêteur, enquête du 26/06/17 au 25/07/17

- **Concertation préalable inexistante**
- **Cohérence avec le PADD non établie**

3.2 Avis du Commissaire enquêteur

Au terme de l'enquête publique effectuée dans le cadre de la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bourgbarré qui s'est déroulée du 26 juin au 25 juillet 2017, je soussignée Muriel Couronné-Le Pallec, commissaire enquêteur désignée par Monsieur le Président du tribunal administratif de Rennes le 29 mai 2017

Après avoir,

- pris connaissance du dossier mis à la disposition du public, des avis des personnes publiques associées, des observations portées au registre d'enquête publique ainsi que les réponses du pétitionnaire aux remarques et observations

Estime que,

- les habitants de la commune de Bourgbarré ont été correctement informés de la mise en œuvre de l'enquête publique
- le dossier mis à la disposition du public a permis à toute personne intéressée de prendre connaissance du projet
- l'enquête s'est déroulée dans des conditions satisfaisantes
- mais les arguments favorables au classement en zone N sont trop peu développés, que la concertation au regard de la modification précédente (n°2) a été insuffisante et que la cohérence avec le PADD n'est pas franchement établie
- Un avis favorable avec réserve est incompatible avec l'objet du projet

En conséquence, j'émet **un avis défavorable** au projet de modification n°3 du PLU de la commune de Bourgbarré présenté par Rennes métropole.

Fait à Mordelles, le 21/08/17



Muriel Couronné-Le Pallec, commissaire enquêteur, enquête du 26/06/17 au 25/07/17

De: loic.cheval56@gmail.com
Envoyé: lundi 9 septembre 2019 09:10
À: enquete publique
Objet: TR: Loïc Cheval dépôt d'une réclamation
Pièces jointes: LETTRE A LA COMMISSION SCOT.doc

M Cheval Loïc
84 hameau du Céline
56870 Baden

A : Golfe du Morbihan Vannes agglomération
Madame la Présidente de la Commission d'enquête unique SCoT et
PDU 30 rue Alfred Kastler PIBS II
CS 70206
56006 VANNES CEDEX

Aux membres de la commission d'enquête, SCOT de GMVA

J'ai acheté en 1999 un terrain constructible de 2500 m2 (avec CU) au lieu-dit Le Celino (section ZW parcelle 169), au cœur d'un hameau devenu résidentiel où il n'y a plus d'agriculteurs.

Je n'ai pu construire au moment de l'achat. Aujourd'hui, suite aux orientations du Scot, le village du Céline n'est pas classé en zone déjà urbanisée, mon terrain en dent creuse se retrouve dans un grand zonage en zone A. Il perd donc toute possibilité de constructibilité. Il n'a cependant aucune utilité pour l'agriculture, car étant au cœur du village ; il est difficilement cultivable par les engins agricoles.

Le maire de BADEN interrogé sur ce changement de classement invoque le dispositif retenu par le Scot GMVA.

Pourtant le législateur à travers la loi ELAN a laissé le soin au niveau local (SCOT et PLU) de définir la notion de caractère exceptionnel en tenant compte du contexte.

Le SCOT de GMVA a pris le parti de traiter les communes rurales, comme les communes littorales en limitant la densification aux hameaux et lieux dits qui regroupent plus de 25 habitations.

Le juge considérerait jusqu'à ces dernières années que la densification dans les hameaux ne constituait pas une extension d'urbanisation au sens de la loi littoral. C'est pour répondre à cette problématique que le législateur à travers la loi ELAN a créé un nouvel espace entre le village et les constructions isolées et dispersées : le Secteur Déjà Urbanisé. Il a laissé le soin au niveau local (SCOT et PLU) de le définir en tenant compte du contexte.

En conséquence, je demande au SCOT une application de bon sens du SDU c'est-à-dire qu'il ne fixe pas de nombre de constructions, conformément à la loi ELAN.

Par ailleurs j'attire votre attention sur une iniquité dans le zonage des différents hameaux : Si on regarde 2 hameaux à proximité du village du Céline : Lande Trévrass et Mané Kercadio, ces 2 hameaux possèdent moins d'habitations que le village du Céline alors que ces villages sont classés en déjà urbanisés !

Je vous prie d'agréer mes salutations respectueuses.

LOÏC CHEVAL

84 Hameau du Céline

56870 BADEN

loic.cheval56@gmail.com

Mme Guérin Dominique – nom d'usage Lamothe
6 rue Taclet 75020 Paris
0642594458
dolg@outlook.fr

à Paris, le 01/09/2019

Propriétaire du terrain section AN parcelle 87 au Tour du Parc.
87 impasse des Genêts.
Achété constructible Ub par acte notarié le 3 mars 1981
déclassé en zonage 1 AUb1 par le PLU du 12 juillet 2013



à Madame la Présidente de la Commission d'enquête unique
SCoT et PDU
Golfe du Morbihan - Vannes agglomération
Parc d'Innovation Bretagne Sud II
30 rue Alfred Kastler - CS 70206
56006 Vannes cedex

	AS	
	Exe	Info
Président		
Secr. Général Pdt		
DGS		
SG-Instances		
Ressources		
Env.-Aménage		
Attractivité-Dev		
Serv. population		

Objet : Spoliation à cause du déclassement PLU

J'avais acheté en 1981 une parcelle de terrain constructible jouxtant la maison de ma grand-mère, Mme Goursaud (parcelle 152 a). J'ai passé chez ma grand-mère de nombreuses vacances avec ma fille que j'élevais seule. Cette maison a ensuite appartenu à ma mère et à sa sœur qui l'ont vendue avant de mourir toutes deux. Je voulais alors faire construire pour remplacer cette maison vendue. Mais, fille unique, j'ai été fort occupée par la fin de vie de mon père en 2012, de ma mère et de sa sœur en 2015 et n'ai pas eu connaissance de l'enquête d'utilité publique menée avant le nouveau PLU de 2013.

Maintenant que je suis davantage disponible j'aurais voulu construire ou vendre. Rien n'est plus possible car il faut désormais que je le fasse en « opération groupée ». Ce qui est impossible :

Ma parcelle de 1693 m² est entourée de maisons individuelles et touche par un coté seulement aux autres parcelles de la zone 1AUb1. Je suis à l'extrémité de cette zone nouvellement créée. Les autres parcelles qui me suivent sont dans une situation tout à fait différente de la mienne car se sont des fonds de jardin tandis que moi je n'ai encore aucune habitation. Il y a pourtant sur mon terrain un compteur d'eau dont je me suis servi pendant plusieurs années avant de le faire arrêter et surtout j'ai toujours eu un accès par l'impasse des Genêts ce que les autres terrains mis en zone 1AUb1 n'ont pas.

De l'autre côté de l'impasse il semblerait que le propriétaire de l'hôtel *La Croix du Sud* ait obtenu lui, non pas de faire des logements sociaux, mais d'étendre les maisonnettes de son hôtel.

J'ai pourtant essayé de proposer mon terrain à des aménageurs qui ne peuvent rien en faire à cause de cet isolement. La mairie ne veut pas me le racheter, du reste je ne suis même pas électricienne et pas informée. Je ne peux rien faire, ni vendre ni construire.

Je me débats toute seule et sans conseil face à cette injustice. J'espère que vous pourrez m'aider. Le PLU ne pourrait-il être révisé ? La nouvelle zone 1 Aub1 reculée d'une seule parcelle ! Et que je revienne dans la zone constructible Ub.

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de mes sentiments respectueux.

Mme Lamothe Dominique.



De: Alain PEREZ - BreizhCréa <alain.perez@mdplast.fr>
Envoyé: lundi 9 septembre 2019 19:54
À: enquete publique
Objet: Enquête publique

Importance: Haute

Bonsoir Madame La Présidente,

Nous sommes adhérents de l'association des PLUmés du Morbihan car nous sommes propriétaire d'un terrain sur la commune de Pluvigner passé malheureusement non constructible.

Par ce courriel nous vous informons que nous soutenons pleinement la requête des PLUmés du Morbihan.

Nous vous remercions à l'avance de bien vouloir tenir compte de notre position,

Bien cordialement,

Thérèse & Alain PEREZ



Z.A. de Kériquellan 56400 BREC'H
<http://www.breizhcrea.fr/>

Tél : 02 97 59 33 27

[Visitez notre Page Facebook](#)

Contribuons ensemble à l'environnement, merci de
n'imprimer ce message qu'en cas de nécessité !

This email was scanned by Bitdefender

De: francois.detrogoff@sfr.fr
Envoyé: lundi 9 septembre 2019 20:01
À: enquete publique
Objet: enquête publique SCOT/PDU Vannes

Madame la Présidente de la Commission d'enquête unique SCoT et PDU
Golfe du Morbihan

J'ai pris connaissance avec stupéfaction que le SCOT de GMVA faisait référence à un nombre minimale d'habitations (25 en l'occurrence) pour définir la notion de secteur déjà urbanisé, avec le risque de jurisprudence que cela comporte.

Cette idée, issue visiblement d'esprits très citadins et connaissant bien peu la campagne bretonne, n'a aucun sens puisqu'elle va à l'encontre de l'esprit de la loi ELAN. La loi n'impose en effet aucun seuil à cette définition.

Pourquoi 25 et non pas 20 ou 15 ou 10 ? Y aurait-il une bonne raison à ce chiffre de 25 ? Et si oui, en dehors du choix d'esprits chagrins ne comprenant rien à la réalité de l'histoire de la Bretagne et de son habitat, pourquoi choisir ce seuil arbitraire de 25 ?

Je m'associe pleinement à l'initiative des PLUmés du Morbihan pour contester formellement cette référence à un nombre précis d'habitations.

En vous remerciant de porter la plus grande attention à ma requête, je vous prie de croire, madame, à l'assurance de ma considération respectueuse.

François de TROGOFF
6, chemin de Croez er Gwen
56340 CARNAC
06 85 53 43 49



Garanti sans virus. www.avast.com

This email was scanned by Bitdefender

De: Brigitte LE BOURSER <blebourser@gmail.com>
Envoyé: lundi 9 septembre 2019 20:38
À: enquete publique
Objet: Fwd: Révision du SCOT

Bonjour,

Je soutiens la requête des PLUmés du 56 , la loi ELAN ne définit pas de nombre dans la définition des SDU. La majorité des hameaux dans le département et dans les communes concernées par la révision du SCOT de Vannes Agglo, sont des hameaux de taille inférieure à 25 constructions.

Autoriser la construction de maisons d'habitation dans des dents creuses dans des hameaux de + de 25 constructions uniquement, est une aberration et contraire à la loi.

Je suis moi-même propriétaire d'un terrain viabilisé (faisant partie intégrante d'un lotissement), dans un hameau de 16 constructions. Après avoir payé pendant des années, des impôts pour ce terrain, il n'est plus constructible aujourd'hui. Ce terrain est entouré de maisons et inexploitable par un agriculteur !

Espérant que vous en tiendrez compte.

Cordialement.

B. LE BOURSER

This email was scanned by Bitdefender

De: michel.a.ruelland@free.fr
Envoyé: lundi 9 septembre 2019 23:39
À: enquete publique
Objet: Déclaration de soutien.

Bonjour,

Par ce message, nous vous informons de notre soutien à la requête des "Plumés du Morbihan" pour la reconnaissance du droit à construire dans les hameaux, sans nombre minimal d'habitations déjà existantes.

Bien cordialement,

Michel et Marina RUELLAND
21 rue des 4 Vents
56670 Riantec

This email was scanned by Bitdefender

De: pierre virleux <piervirleux@gmail.com>
Envoyé: mardi 10 septembre 2019 11:07
À: enquete publique
Objet: observations
Pièces jointes: Observations sur le projet de SCOT.docx

Madame la Présidente de la Commission d'enquête unique SCoT et PDU
Golfe du Morbihan - Vannes agglomération
Parc d'Innovation Bretagne Sud II
30 rue Alfred Kastler - CS 70206
56006 Vannes cedex

Bonjour Madame,

Je vous transmets ci-joint un texte de 5 observations sur le projet de SCOT - PDU de l'Agglomération Golfe du Morbihan - Vannes.

La première observation met en cause, sérieusement à mon avis, le fonctionnement normal de l'enquête publique. Merci de m'informer par retour du traitement qui va y être apporté.

Je vous prie d'agréer mes salutations distinguées,

Pierre Virleux,
2 rue des Sternes, 56890 Saint-Avé

This email was scanned by Bitdefender

5 observations sur le projet de SCOT de GMVA

de : Pierre VIRLEUX, 2, rue des Sternes, 56890 Saint-Avé piervirleux@gmail.com

Observation 1 : véracité des documents

Le document DOO – DAAC disponible sur internet (site officiel : <https://www.golfedumorbihan-vannesagglomeration.bzh/documents-du-scot>) comporte des erreurs grossières : les pages de prescriptions / recommandations relatives aux § 2.3 à 2.12 sont fausses, et parlent toutes de Baden ! Cela apparaît nécessiter une mise au propre, et une reprise ou au moins un prolongement de l'enquête publique

Observation 2 : La démarche d'élaboration n'est pas démocratique, à de nombreux égards

Les citoyens n'ont pas été impliqués dans les phases d'élaboration, avant qu'il soit quasiment finalisé ; les décisions ont été prises dans l'entre-soi de fonctionnaires et d'élus locaux

Pour l'enquête publique, aucune permanence n'a été organisée dans ma commune, Saint-Avé, qui est pourtant une ville de plus de 10 000 habitants

Le dossier est très épais et complexe. Il n'y a pas de synthèse et il faut attendre le dernier document, le DOO - DAAC, pour trouver les orientations, et encore à travers un document de 189 pages (sans compter le PDU !)

Observation 3 : Il n'y a aucune démonstration que les différents objectifs et orientations sont compatibles entre eux

Ecologie, agriculture, développement économique, densification des villes (avec des immeubles laids plutôt que des pavillons), tourisme, paysages, etc, avec parfois des objectifs chiffrés dont on ne démontre pas un instant la cohérence

Observation 4 : L'Agglo ne devrait pas œuvrer pour désertifier le centre de la Bretagne

Cela en voulant que la population de l'agglomération GMVA croisse de plus de 2 % par an et que la croissance économique accompagne cette ambition : il faut restreindre bien davantage la croissance démographique visée, pour que le centre de la Bretagne puisse croître au même rythme.

Par ailleurs, plutôt que de restreindre la croissance de la surface foncière mobilisée pour les logements, il faut restreindre la croissance des zones d'activité (voire les diminuer, ou en annuler certaines), en étant beaucoup plus ambitieux sur la densification des ZAE (notamment pour les entrepôts divers). En effet, les activités d'entrepôt et logistique peuvent avantageusement être localisées davantage dans l'intérieur de la Bretagne (où il y a de la place et où ils pourraient apporter des emplois)

Observation 5 : le DOO-DAAC et le PDU mettent beaucoup trop l'accent sur les ambitions écologiques, tout en ne préservant pas la qualité de vie

Il n'y a pas de raison de vouloir être plus exemplaire que les autres, cela a un coût élevé, mais non chiffré.

Le développement démographique prévu (environ + 50 % sur 20 ans !) n'est assorti dans le PDU d'aucun développement des infrastructures routières pour éviter les engorgements qui vont se multiplier et pourrir la vie, par exemple à de nombreux ronds-points. En particulier l'accès à la presqu'île de Sarzeau l'été nécessite de réaménager la D 780 pour augmenter notablement son débit.

Préserver les commerces en centre-villes nécessite de restreindre bien davantage l'implantation de grandes surfaces commerciales en périphéries, et requiert de créer suffisamment de parkings bien accessibles auprès des commerces de centre ville.

De: Morantin Roland <roland.morantin@orange.fr>
Envoyé: mardi 10 septembre 2019 15:31
À: enquete publique
Objet: Enquete publique du SCOT GMVA
Pièces jointes: Kermadec Plan numerise 001.jpg

Aux membres de la commission d'enquête, SCOT de GMVA

Lors de la succession de mes parents, j'ai eu une parcelle de terre dont une partie était constructible dans le POS de ma commune (partie hachurée, en plein centre du hameau, sur le plan du cadastre en PJ). Quand il a été révisé, l'intégration de la loi ALUR dans la procédure a supprimé toute possibilité de construction en zone rurale hors STECAL. Hors ce hameau ou village en Bretagne n'en faisait pas partie si bien que je me suis trouvé spolié de 2 terrains constructibles. Après 2017, la modification de cette loi en loi ELAN a ouvert la possibilité de rendre à nouveau constructible les terrains situés en "dents creuses" dans les hameaux sans indication de nombre d'habitation dans ces hameaux. Il reste donc aux élus locaux d'intégrer cette possibilité offerte par le législateur dans les SCOT afin de réintégrer ces anciens terrains constructibles dans les PLU. Or, dans le projet de SCOT du GMVA sur lequel vous enquêtez, il est prévu que les "dents creuses" ne seront constructibles que dans les hameaux de 25 habitations au moins, limitation qui n'est pas prévue dans la loi ELAN. Je tiens à vous faire remarquer que ces "dents creuses" ne sont pas exploitables par les agriculteurs d'aujourd'hui car trop étriquées pour le matériel qu'ils utilisent sans compter sur les distances qu'ils doivent respecter pour l'épandage des effluents d'élevage et les distances qui vont leur être prochainement imposées pour l'épandage des pesticides.

En conséquence, je demande au SCOT une application de bon sens du SDU, c'est à dire qu'il ne fixe pas de nombre de constructions conformément à la loi ELAN. En vous demandant de bien vouloir prendre en considération mes remarques, je vous prierais de bien vouloir accepter mes salutations distinguées.

Roland Morantin

This email was scanned by Bitdefender



Service de la Documentation Nationale du Cadastre
82, rue du Maréchal Lyautey - 78103 Saint-Germain-en-Laye Cedex
SIRET 16000001400011

©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

Impression non normalisée du plan cadastral

De: les PLUmés du morbihan <lesplumesdumorbihan56@gmail.com>
Envoyé: mardi 10 septembre 2019 15:37
À: enquete publique; Mendon Collectif
Objet: Fwd: 20190905-GMVA-Enquete publique.pdf
Pièces jointes: 20190905-GMVA-Enquete publique.pdf

Bonne réception

----- Forwarded message -----

De : **francois jehanno** <francois.jehanno@wanadoo.fr>
Date: dim. 8 sept. 2019 à 15:44
Subject: 20190905-GMVA-Enquete publique.pdf
To: Ronan le roux <lesplumesdumorbihan56@gmail.com>

Bonjour,



Garanti sans virus. www.avast.com

--

François JEHANNO
Président des Plumés du Morbihan
02 97 24 67 93 - 06 82 37 04 95
francois.jehanno@wanadoo.fr

This email was scanned by Bitdefender



Kervignac le 6 septembre 2019

Golfe du Morbihan - Vannes agglomération
Madame la Présidente de la Commission d'enquête unique SCOT et PDU
30 rue Alfred Kastler - PIBS II
CS 70206
56006 VANNES CEDEX

Objet : Enquête Publique GMVA

Madame la Présidente de la commission d'enquête SCOT,

Notre association qui a compétence sur l'ensemble du Morbihan s'exprime légitimement sur l'enquête publique concernant le SCOT de GMVA. Cependant, nous nous exprimons également au nom des associations réunies au sein de la coordination des PLUmés de Bretagne, car nous sommes convaincus que ce SCOT fera jurisprudence pour les autres intercommunalités, en Bretagne et ailleurs, en ce qui concerne en particulier les critères qu'ont retenu les auteurs pour définir le Secteur Déjà Urbanisé. Nous exprimerons essentiellement sur ce point qui est un point de divergence profonde que nous avons déjà évoqué à deux reprises avec les élus de GMVA.

Tout d'abord, nous voudrions vous présenter brièvement le mouvement des PLUmés. Les PLUmés sont de petits propriétaires qui ont acheté pour construire (parfois en s'endettant) ou ont hérité lors d'une succession, un terrain qui était constructible au PLU ou au POS. Certains d'entre eux sont en possession de CU qui ont été renouvelées, voire de permis de construire en vigueur ou annuler.

La loi ALUR de 2014 a contraint les communes à mettre à jour leurs documents d'urbanisme. A cette occasion, des milliers de petits propriétaires en Bretagne ont perdu la constructibilité de leur terrain, ou ont vu leur jardin devenir une terre agricole, une zone naturelle.... Sans revenir sur les raisons qui ont conduit à cette situation et la responsabilité des uns et des autres, il convient de reconnaître que cette remise en cause est une véritable catastrophe avec les conséquences financières, familiales, humaines dont on n'a pas fini de mesurer les conséquences car on découvre chaque jour de nouveaux PLUmés.

C'est dans ce contexte qu'ont été créées les associations de PLUmés dont l'objectif est de permettre le retour à la constructibilité (sauf bien entendu pour des problèmes de sécurité ou d'intérêt public) de terrains qui l'étaient auparavant. Les actions menées par ces associations ont consisté à faire évoluer la loi, en place et lieu d'indemnisation. Pour ces gens concernés, leur terrain correspond à un projet de vie, avec une valeur souvent plus sentimentale qu'économique.

Plusieurs jugements ont condamné lourdement les communes à indemniser des propriétaires dont le terrain a été classé en U illégalement, au regard des règles en cours (loi littoral notamment). Potentiellement pour certaines communes (voire Bangor notamment) cela peut devenir une catastrophe économique, c'est pourquoi nous avons été très engagés dans la recherche d'une solution législative qui éviterait de se retourner contre les communes.

Juin 2019

@CAA_Nantes confirme la condamnation des communes finistériennes de Landunvez et Moëlan-Sur-Mer à verser respectivement 273.000 € et 241.046 € à des acheteurs à la suite du classement en U de terrains qui ne pouvaient être construits au regard de la loi littoral (L 121-8 CU)..

Juin 2018

Loi Littoral. La facture salée de Bangor inquiète les communes concernées

La loi ELAN, à laquelle nous avons beaucoup contribué, doit répondre à cette attente. C'est l'aboutissement d'une longue démarche ponctuée de beaucoup d'embûches.

Si l'objectif de la loi ELAN est bien de répondre à cette attente de bon sens nous sommes bien conscients qu'elle a ses limites dans la mesure où son écriture pose problème. Pour certains juristes elle sera inévitablement source de contentieux.

Tweet O. Lozachmeur

@droit_littoral O. Lozachmeur @droit_littoral · 17 oct. 2018



Ce midi, impossible pour 5 "habitués" de la loi littoral de s'accorder sur une lecture commune de la nouvelle version de l'article L 121-8 du CU issue de la loi ELAN. Comblés les dents creuses sera bien compliqué.... Amis avocats, dites merci au législateur, vous aurez du travail

Pour notre part, nous reconnaissons cette limite mais en même temps nous estimons avec d'autres juristes, que la loi telle qu'elle est écrite permet aux élus locaux de répondre aux attentes de leurs concitoyens. Elle leur donne des marges de manœuvre. La notion de Secteur Déjà Urbanisé reste à inventer et c'est bien sur le terrain que l'on trouvera les bonnes réponses. Pour notre part nous **ne pouvons accepter que les critères de qualification des SDU retiennent un nombre d'habitations**. En effet, la loi ne le prévoit pas et surtout un seuil couperet n'a aucun sens. La loi n'a pas fixé de nombre, mais elle précise très clairement que l'extension d'urbanisation (*il serait sans doute plus judicieux de parler de densification*) doit se faire au sein du périmètre, sans extension possible, du Secteur Déjà Urbanisé. C'est donc bien cette **notion de périmètre** qu'il faut prendre en compte, ainsi que **le potentiel de comblement des dents creuses, dans un groupement existant de plusieurs habitations**.

C'est ainsi qu'on peut répondre notamment à l'attente des PLUmés, mais aussi à l'un des principes posés par la loi ELAN à savoir la limitation de la consommation terrains agricoles et la densification.

Il nous paraît en effet plus logique, et de bon sens, de densifier ce qui peut l'être plutôt que de consommer la terre agricole autour des bourgs, comme on le constate un peu partout. *N'existerait-il qu'un modèle unique d'aménagement pour produire du logement ?*

Juin 2019

On nous opposera sans doute le mitage. Faux procès. Le mitage existe depuis toujours en Bretagne, c'est une des caractéristiques d'un mode de vie, d'un aménagement qui est très apprécié de nos visiteurs. Il caractérise, et façonne nos paysages. Sauf à vouloir supprimer les hameaux et lieu-dit, le mitage continuera à exister et la desserte en services publics aussi. Il est donc de bonne gestion que de densifier, pour "rentabiliser" ces services.

La loi Littoral est considérée comme une loi anti-mitage. Autant nous pouvons comprendre que l'on ne peut plus construire partout comme dans les années 60, autant il n'est pas soutenable et raisonnable de ne pas permettre la densification au sein des hameaux et lieu-dit. Le juge lui-même jusqu'en 2013 considérait qu'un projet situé dans un espace urbanisé ne constitue pas une extension d'urbanisation. (Voiure notamment TA de Rennes Pluneret N° 043782)

Les élus de GMVA (comme la plupart des élus) comprennent et soutiennent notre problématique, mais sont très prudents pour ne pas faire "*prendre aux communes des risques inconsidérés*". A l'évidence, si le seuil de 25 constructions est maintenu, nous n'aurons pas avancé d'un iota. Et pour les milliers spoliés ils n'auront d'autre choix que de saisir le juge pour indemnisation de leur préjudice par les communes. Déjà des actions individuelles sont en cours, ainsi qu'une étude pour une action de groupe. A ce propos nous attirons votre attention sur le fait que le SCOT reconnaît l'occupation illégale de terrains par des campeurs-caravaniers et propose des solutions (secteurs de repli et échanges). Cette occupation illégale a été autorisée à un moment, elle présente des similitudes avec la problématique des PLUmés dont le terrain a été classé en U, avant d'être déclassé. Pour les PLUmés le SCOT ne présente pas de solutions alternatives !

En conclusion nous demandons de :

- **De supprimer toute référence à un nombre d'habitations** pour qualifier un SDU
- D'identifier et lister en milieu rural, comme dans les communes littorales, les agglomérations, villages et SDU

La Bretagne et la très grande majorité de ses élus se sont mobilisées pour faire évoluer la loi, et redonner la main au législateur. La loi ELAN, malgré ses incertitudes, leur donne les moyens d'agir pour répondre aux attentes de milliers de petits propriétaires spoliés. Le Conseil d'Etat (décision n° 2018-772 DC du 15 novembre 2018) a jugé que la loi ELAN ne remet pas en cause la loi Littoral, les élus n'ont pas à choisir entre protection du littoral et loi ELAN. Ils devront répondre ou pas à leurs concitoyens, qui leur demandent de faire un choix politique.

Recevez, Madame la présidente nos salutations respectueuses.

Le Président,

François JEHANNO

De: Francois JEGO <francois.jego@orange.fr>
Envoyé: mardi 10 septembre 2019 18:36
À: enquete publique
Objet: Enquête Publique GMVA

Bonjour,

Je soutiens la requête des PLUmés du Morbihan.

Cordialement, F. Jégo

L'absence de virus dans ce courrier électronique a été vérifiée par le logiciel antivirus Avast.
<https://www.avast.com/antivirus>

This email was scanned by Bitdefender

De: Daniel Marsaly <daniel_marsaly@yahoo.fr>
Envoyé: mardi 10 septembre 2019 18:59
À: enquete publique
Objet: lettre Scot de GMVA
Pièces jointes: lettre Scot de GMVA.pdf

This email was scanned by Bitdefender

M. et M. Daniel Marsaly.
14 rue du. Mal. de Lattre de Tassigny
28400 Nogent-le-Rotrou

le: 10/09/2019

Résidence secondaire:
Kerfrédéric
50 rue Voltaire
56370 Sarzeau.

Aux membres de la commission d'enquête, SCOT de GMVA

tel: 06 87 38 81 58
daniel_marsaly@yahoo.fr

Nous possédons une petite maison et 1 terrain en héritage, et pour des questions de POS et de commodité nous avons acheté le terrain qui jouxte la partie sud de la maison. je n'ai pu agrandir et construire tout de suite et lors de la dernière mise à jour du PLU ma maison et son terrain a été classé en Nh et le terrain en TERRE AGRICOLE, ce terrain est trop petit pour être utilisé en agriculture.

Le Maire M. Lappartient interrogé sur ce changement de classement invoque le durcissement de " la loi littoral "

Je demande donc que soit rétabli le droit de constructibilité de parcelles touchant déjà une zone urbanisée alors que le juge considérait jusque les années passées que la densification dans les hameaux ou les lieux dits ne constituait pas une extension d'urbanisation au sens de la loi littoral.

c'est pour répondre à cette problématique que le législateur à travers la loi ELAN a créé un nouvel espace entre les constructions isolées et dispersées: le secteur Déjà Urbanisé. Il a laissé au niveau local SCOT et PLU de définir en tenant compte du contexte.

En conséquence, je demande au SCOT une application de bon sens du SDU c'est-à-dire qu'il ne fixe pas le nombre de constructions conformément à la loi ELAN.

Je vous prie d'agréer Messieurs mes sincères salutations.

Daniel Marsaly

De: Le Baron <gema56@orange.fr>
Envoyé: mardi 10 septembre 2019 20:52
À: enquete publique
Objet: Enquête publique

Je suis solidaire avec les plumés du morbihan, je suis contre le projet de 25 maisons pour construire dans les dents creuses, dans mon cas terrain constructible depuis 2001 superficie 750 m2 entre 4 maisons village de 16 maisons a 500 m d'une grande surface de 1,500 km du centre ville, dernier PLU tout le quartier en zone agricole y compris un lotissement récent, par contre les terre en dehors des habitations personne ne conteste ces terres qui sont exploitées

Envoyé de mon iPad

This email was scanned by Bitdefender

De: martine-clement@neuf.fr
Envoyé: mardi 10 septembre 2019 22:15
À: enquete publique
Objet: Tr:

----- mail transféré -----

Envoyé: lundi 9 septembre 2019 18:13

De : martine-clement@neuf.fr

A : enguetePublique@gmvagglo.bzh

Objet :

Bonjour.

Je soutiens dans sa totalité la requête des "Plumés du Morbihan".

Je suis bien évidemment concerné de par l'héritage d'un terrain sur la commune de Bréhuidic.

Mme SOUVESTE Martine

11 chemin Harimeia

ARBONNE 64210

This email was scanned by Bitdefender

De: martine-clement@neuf.fr
Envoyé: mardi 10 septembre 2019 22:14
À: enquete publique
Objet: Tr:

----- mail transféré -----

Envoyé: lundi 9 septembre 2019 18:48
De : martine-clement@neuf.fr
A : enquetepublique@gmvagglo.bzh
Objet : Tr:

Bonjour

Je renouvelle l'envoi de cette requête au nom de ma soeur, Mme Baghtchedjian Andrée qui ne maîtrise pas l'outil informatique.

----- mail transféré -----

Envoyé: lundi 9 septembre 2019 18:13
De : martine-clement@neuf.fr
A : enquetepublique@gmvagglo.bzh
Objet :

Bonjour.

Je soutiens dans sa totalité la requête des "Plumés du Morbihan".

Je suis bien évidemment concerné de part l'héritage d'un terrain sur la commune de Bréhuidic.

Mme BAGHTCHEDJIAN Andrée
19 rue de la République
BRY SUR MARNE 9410

This email was scanned by Bitdefender

De: Dominique GUICHARD <jefdomiguichard@gmail.com>
Envoyé: mercredi 11 septembre 2019 09:27
À: enquete publique

Nous soutenons la requête des PLUmés du morbihan.
Dominique Jean-François Guichard
Keropert 56400 Auray
Envoyé de mon iPhone

This email was scanned by Bitdefender

De: Courrier
Envoyé: mercredi 11 septembre 2019 09:44
À: logement
Cc: GESTAIN Mélanie; LABORDE Sandrine
Objet: TR: Enquête Publique GMVA



COURTOIS Cécile

Chargée d'accueil et d'information

Tél. +33(0)2 97 68 14 24 • Fax. +33(0)2 97 68 14 25

P.I.B.S 2 - 30 Rue Alfred Kastler - CS 70206 - 56006 Vannes Cedex

c.courtois@gmvagglo.bzh

golfedumorbihan-vannesagglomeration.bzh



De : georgytollec@aol.com [mailto:georgytollec@aol.com]

Envoyé : mercredi 11 septembre 2019 07:55

À : Courrier

Objet : Fwd: Enquête Publique GMVA

-----Original Message-----

From: georgytollec <georgytollec@aol.com>

To: enquetepublique <enquetepublique@gmvagglo.bzh>

Cc: lesplumesdumorbihan56 <lesplumesdumorbihan56@gmail.com>

Sent: Tue, Sep 10, 2019 4:56 am

Subject: Enquête Publique GMVA

Objet : Enquête Publique GMVA

M. Georgy TOLLEC
1 Village de Kerarff
56700 KERVIGNAC

à

Golfe du Morbihan - Vannes agglomération
Madame la Présidente de la Commission d'enquête unique SCoT et PDU
30 rue Alfred Kastler - PIBS II
CS 70206
56006 VANNES CEDEX

Madame,

Par la présente, veuillez enregistrer mon soutien à la requête déposée par les PLUmés du Morbihan.

Recevez, Madame, mes salutations respectueuses.

Georgy TOLLEC

This email was scanned by Bitdefender

Ce courrier électronique et toutes les pièces qui y sont jointes proviennent de Golfe du Morbihan - Vannes agglomération. Ils ont un caractère confidentiel et sont établis à l'usage exclusif de leur destinataire. Ce courrier ne constitue pas un document officiel. Toute divulgation, copie, modification totale ou partielle, communication ou utilisation non autorisée est illégale. Golfe du Morbihan - Vannes agglomération ne saurait être tenue pour responsable en cas d'altération, de déformation ou de falsification de ce courrier électronique.

De: Yves LALYS <yves.lalys@outlook.fr>
Envoyé: mercredi 11 septembre 2019 10:45
À: enquete publique
Cc: coordinationdesplumes@gmail.com; francois.jehanno@wanadoo.fr
Objet: Enquête publique du SCOT.

Madame, Monsieur,

Par ce mail, je soutiens personnellement la requête des PLUmés du Morbihan et demande qu'il n'y ait pas de nombre dans la définition des SDU.

Cordialement.

Y. LALYS

Obtenez [Outlook pour iOS](#)

This email was scanned by Bitdefender

De: Louis LE BLAY <leblay.louis@orange.fr>
Envoyé: mercredi 11 septembre 2019 15:06
À: enquete publique
Objet: soutien à plumés du Morbihan

Mesdames et Messieurs les enquêteurs , je vous fait part de ma totale adhésion à la démarche de M.M. Jéhanno et Gouzerh , dont il est inutile de rappeler le contenu puisque vous l'avez . Très respectueusement.

This email was scanned by Bitdefender

De: Philippe GALPY <ph.galpy@orange.fr>
Envoyé: mercredi 11 septembre 2019 16:09
À: enquete publique
Objet: Fwd: Enquête publique SCOT
Pièces jointes: SCOT COMMISSAIRE.docx; numer cadastre 001.jpg; position maison 001.jpg

A l'attention de Madame la Présidente de la commission d'enquête publique SCOT

This email was scanned by Bitdefender

Lotissement Le Numer - route d'Auray - LARMOR BADEN



Implantation de notre maison



Philippe GALPY
31 route d'Auray
56870 Larmor Baden

Larmor Baden, le 15 Septembre 2019

Madame la Présidente de la commission d'enquête publique
SCOT & PDU

Objet : enquête publique GMVA

Madame la Présidente,

Le SCOT soumis à enquête publique appelle de ma part plusieurs questions/remarques concernant les dents creuses.

- Pourquoi fixer un seuil de 25 constructions pour autoriser dans un secteur déjà urbanisé le comblement d'une dent creuse, laquelle repose sur une définition simple et sensée à savoir : " une dent creuse se définit par un espace d'une surface réduite, cerclée par le bâti sur au moins trois côtés" ?

La loi ELAN assouplit notamment les règles de construction dans les dents creuses en offrant la possibilité de densifier à l'intérieur d'un périmètre déjà urbanisé, sans qu'il soit fixé de nombre d'habitations. Il n'y a pas de consommation supplémentaire d'espace puisque le comblement de dent creuse ne constitue pas une extension d'urbanisation, mais une densification de l'enveloppe bâtie. Fixer un seuil est en contradiction avec l'esprit de la loi ELAN.

- Un espace naturel progressivement urbanisé n'est plus un espace naturel. Pourtant, dans l'établissement des PLU, on remarque que des zones naturelles sont classées en zones constructibles et que dans le même temps des terrains pouvant regrouper des dizaines d'habitations, et précédemment classés zone U, passent en zone N, sans justification cohérente et sans autre raison qu'une arithmétique ubuesque, puisque cela permet de prouver (!) aux Pouvoirs Publics qu' il n'y a pas de consommation supplémentaire d'espaces !!!!

- J'ai acquis en 1987 une maison sise sur un terrain de 2.000 m2 classé en Uba dans un secteur urbanisé parfaitement identifié, comportant à ce jour 38 maisons + 1 en cours de construction. Dans le PLU voté en 2018 l'ensemble de ce secteur urbanisé a été classé en zone naturelle pour les raisons évoquées ci-dessus (!).

L'implantation de ma construction est telle que je dispose de 2 parcelles d'une surface totale d'environ 1.500 m2 (cadastrées G 581 et 582) répondant parfaitement à la définition d'une dent creuse : surface réduite cerclée par le bâti sur 3 côtés, dans un secteur urbanisé (à l'intérieur de l'agglomération) et équipé de tous les réseaux (EDF, eau, téléphone, fibre optique, tout-à-l'égout) . Pourquoi ne pas autoriser la densification au moins partielle de ces parcelles, certes classées en N aujourd'hui, mais auparavant en U ? En quoi cela contreviendrait-il à l'esprit de la loi Elan ?

En fixant un seuil, nos élus de l'Agglomération contreviennent aux objectifs que beaucoup d'entre eux veulent appliquer dans leur commune dans le cadre des PLU (recherche de foncier disponible, objectif d'augmentation de population donc de constructions etc) .

En fixant un seuil, on est en droit de poser également la question de l'**EGALITE** des citoyens (administrés) face à une telle mesure.

Pour toutes ces raisons, et pour des questions d'équité et de bon sens, je vous demanderai de bien vouloir :

- faire supprimer toute référence de nombre d'habitations dans un SDU,
- d'émettre un avis favorable au comblement de dents creuses en zone N urbanisée.

Veuillez agréer, Madame la Présidente, l'expression de mes sentiments distingués.

P.GALPY

De: jean-louis.lalys@wanadoo.fr
Envoyé: jeudi 12 septembre 2019 12:06
À: enquete publique
Objet: Observation sur le SCOT du Pays de Vannes

Madame la Présidente,

Objet: Observation sur le SCOT du Pays de Vannes actuellement en enquête publique.

Par ce mail, je soutiens complètement la requête de l'association "les PLUmés du Morbihan" portant sur les SDU.

Je trouve aberrant d'incorporer la notion de nombre d'habitations à la définition d'un SDU.

En effet, chaque village présente un caractère spécifique et est donc un cas particulier.

Recevez, Madame la Présidente, mes salutations distinguées.

This email was scanned by Bitdefender

De: Marc ETESSE <marc.ettesse@free.fr>
Envoyé: jeudi 12 septembre 2019 15:27
À: enquete publique
Objet: SCOT enquête d'utilité publique

Bonjour,

j'ai été informée par les Plumés du 56 qu'une procédure d'enquête publique était en cours au niveau de GMVA

C'est le premier SCOT à prendre en compte la notion de Secteur Déjà Urbanisé issue de la loi ELAN. Il a fixé à 25 constructions la limite pour qualifier un SDU. Concrètement dans les lieu-dit et hameaux de **moins de 25 habitations** *il ne sera pas possible de combler une dent creuse*. Ce seuil de 25 est inacceptable,

En conséquence, je demande au SCOT une application de bon sens du SDU c'est à dire qu'il ne fixe pas de nombre de constructions, conformément à la loi ELAN.

Je vous prie de recevoir, Madame , Monsieur, mes salutations distinguées.

AM ETESSE
10, Manegolerne
56700 KERVIGNAC

This email was scanned by Bitdefender

De: Odile ROBINO <odile.robino@wanadoo.fr>
Envoyé: jeudi 12 septembre 2019 16:06
À: enquete publique
Objet: enquête unique SCoT et PDU

Mme ROBINO

Carnac le 12 septembre 2019

63, keriaval 56340 Carnac

à Madame la Présidente de la Commission d'enquête unique SCoT et PDU

30 rue Alfred Kastler PIBSI

56006 VANNES CEDEX

Je soutiens la requête des Plumés du Morbihan et m'associe à leur demande

"Madame la Présidente de la commission d'enquête SCOT, Notre association qui a compétence sur l'ensemble du Morbihan s'exprime légitimement sur l'enquête publique concernant le SCOT de GMVA. Cependant, nous nous exprimons également au nom des associations réunies au sein de la coordination des PLUmés de Bretagne, car nous sommes convaincus que ce SCOT fera jurisprudence pour les autres intercommunalités, en Bretagne et ailleurs, en ce qui concerne en particulier les critères qu'ont retenu les auteurs pour définir le Secteur Déjà Urbanisé. Nous exprimerons essentiellement sur ce point qui est un point de divergence profonde que nous avons déjà évoqué à deux reprises avec les élus de GMVA.

Tout d'abord, nous voudrions vous présenter brièvement le mouvement des PLUmés.

Les PLUmés sont de petits propriétaires qui ont acheté pour construire (parfois en s'endettant) ou ont hérité lors d'une succession, un terrain qui était constructible au PLU ou au POS. Certains d'entre eux sont en possession de CU qui ont été renouvelées, voire de permis de construire en vigueur ou annuler. La loi ALUR de 2014 a contraint les communes à mettre à jour leurs documents d'urbanisme. A cette occasion, des milliers de petits propriétaires en Bretagne ont perdu la constructibilité de leur terrain, ou ont vu leur jardin devenir une terre agricole, une zone naturelle.... Sans revenir sur les raisons qui ont conduit à cette situation et la responsabilité des uns et des autres, il convient de reconnaître que cette remise en cause est une véritable catastrophe avec les conséquences financières, familiales, humaines dont on n'a pas fini de mesurer les conséquences car on découvre chaque jour de nouveaux PLUmés.

C'est dans ce contexte qu'ont été créées les associations de PLUmés dont l'objectif est de permettre le retour à la constructibilité (sauf bien entendu pour des problèmes de sécurité ou d'intérêt public) de terrains qui l'étaient auparavant. Les actions menées par ces associations ont consisté à faire évoluer la loi, en place et lieu d'indemnisation. Pour ces gens concernés, leur terrain correspond à un projet de vie, avec une valeur souvent plus sentimentale qu'économique .

Plusieurs jugements ont condamné lourdement les communes à indemniser des propriétaires dont le terrain a été classé en U illégalement, au regard des règles en cours (loi littoral notamment). Potentiellement pour certaines communes (voire Bangor notamment) cela peut devenir une catastrophe économique, c'est pourquoi nous avons été très engagés dans la recherche d'une solution législative qui éviterait de se retourner contre les communes. Pour notre part, nous reconnaissons cette limite mais en même temps nous estimons avec d'autres juristes, que la loi telle qu'elle est écrite permet aux élus locaux de répondre aux attentes de leurs concitoyens. Elle leur donne des marges de manoeuvre. La notion de Secteur Déjà Urbanisé reste à inventer et c'est bien sur le terrain que l'on trouvera les bonnes réponses. Pour notre part nous ne pouvons accepter que les critères de qualification des SDU retiennent un nombre d'habitations. En effet, la loi ne le prévoit pas et surtout un seuil couperet n'a aucun sens. La loi n'a pas fixé de nombre, mais elle précise très clairement que l'extension d'urbanisation (il serait sans doute plus judicieux de parler de densification) doit se faire au sein du périmètre, sans extension possible, du Secteur Déjà Urbanisé. C'est donc bien cette notion de périmètre qu'il faut prendre en compte, ainsi que le potentiel de comblement des dents creuses, dans un groupement existant de plusieurs habitations . C'est ainsi qu'on peut

répondre notamment à l'attente des PLUmés, mais aussi à l'un des principes posés par la loi ELAN à savoir la limitation de la consommation terrains agricoles et la densification."

This email was scanned by Bitdefender

De: Amis de Saint Gildas <amisdesaintgildas@gmail.com>
Envoyé: samedi 14 septembre 2019 13:06
À: enquete publique
Cc: DETEIX Patrice; Bernard Dauban
Objet: Avis Association des Amis de Saint-Gildas et de la presqu'île de Rhuys sur le SCOT et PDU GMVA soumis à enquête conjointe
Pièces jointes: AvisAmisSaint-Gildas et
presqu'ilederhuysrevisionSCOTPDUGMVacommissairevfin.pdf; Annexe Avis
Objectifs DOOactionsPDUGMVAre3.xlsx

Bonjour Madame la Commissaire-Enquêtrice,

Comme convenu lors de notre entretien du 19 août, vous trouverez ci-joint les observations et l'avis de l'association des Amis de Saint-Gildas et de la presqu'île de Rhuys sur le SCOT et le PDU de Golfe du Morbihan Vannes Agglo soumis à enquête conjointe.

Bien cordialement,

Le Président
Nicolas Bour
+33684500790

This email was scanned by Bitdefender

Analyse Objectifs/Impacts/Ressources		Avis	Observations	Risques identifiés dans les différents domaines								
				Foncier	Logement	Voiries	Telecom	Eau	Energie	Economie	Environnement	Emploi
AXE 1 : ENGAGER UNE POLITIQUE CYCLABLE AMBITIEUSE												
1.1 CONCEVOIR ET METTRE EN ŒUVRE UN RESEAU DE PISTES CYCLABLES INTERCOMMUNALES	Réservé	La problématique identifiée de continuité cyclable est adaptée. Par contre l'objectif est totalement inadapté pour réduire de façon significative la part de la voiture (-35% à l'horizon 2050, donc -12% à l'horizon 229 et non 5% comme indiqué page27)				Critères identifiés mais indicateurs et valeurs manquantes et liste des discontinuités non identifiée dans le PDU						
1.2 INCITER FINANCIEREMENT LES COMMUNES AU DEVELOPPEMENT DE LEURS RESEAUX CYCLABLES COMMUNAUX	Réservé	Un plan intercommunal est nécessaire pour mettre en œuvre cet objectif et assurer notamment la suppression des discontinuités (pt 1.1). Le site de veloceo démontre cette discontinuité et est limité à Vannes. Application Velo sur tout le territoire de GMVA, donc pilotage GMVA				Pertinence du budget de 15M€ et répartition par territoire manquants						
1.3 COMMUNIQUER ET FAIRE CONNAITRE LE SCHEMA CYCLABLE	Favorable	Application Velo GMVA à mettre en œuvre sous pilotage GMVA. Développer les bourses à vélos (cf action Birvhuact)					Un site internet pour l'usage du vélo sur le territoire GMVA est à étudier					
1.4 POURSUIVRE ET DEVELOPPER LES SERVICES VELOS AUX USAGERS	Favorable	Globaliser la démarche avec une application multifonctions sur la totalité du périmètre GMVA (réseau, locations, bourse à vélos, événements, circuits touristiques, linéaire et pentes de point à point -cf application strava.com)										
AXE 2 : OPTIMISER LES TRANSPORTS COLLECTIFS URBAINS ET INTERURBAINS												
2.1 AMELIORER L'EFFICACITE DES TRANSPORTS COLLECTIFS PAR DES AMENAGEMENTS DE VOIRIE	Défavorable	Le transport sur bus en site propre n'est pas adapté aux contraintes du territoire de GMVA, ni aux densités urbaines du territoire. Il faut par contre leur donner une priorité aux ronds-points et aux carrefours				Règles de priorité à établir pour les TC sur la voirie existante (idem tramway)	Application TC à développer (voir intermodalité)					
2.2 RESOUDRE LES DYSFONCTIONNEMENTS DE LA PLACE DE LA LIBERATION	Réservé	Problème local pas situé au niveau des enjeux majeurs du PDU (Action à mettre en annexe)										
2.3 OPTIMISER L'OFFRE PERIURBAINE	Favorable	L'offre doit être élargie de façon massive pour les autres usagers que les scolaires et notamment au niveau territorial pour des trajets Centre Bourg/Centres commerciaux/Plages/Ports/..)				Etude d'impact à lancer rapidement et indicateurs à définir				Etude d'impact et gain socio-éco à établir	Etude d'impact et gain socio-éco à établir	Etude d'impact et gain socio-éco à établir
2.4 AMELIORER L'ATTRACTIVITE TARIFAIRE DES TRANSPORTS COLLECTIFS	Défavorable	Objectif inadapté. Le tarif actuel est très compétitif. Le problème c'est que l'offre n'est pas connue et qu'il n'y a pas d'application TC Intermodalité (voir Axe 3)										
2.5 ETUDIER LA POSSIBILITE DE DEVELOPPEMENT DES TRANSPORTS MARITIMES A L'ANNEE	Réservé	Enquête à faire avant toute étude pour vérifier pertinence et attentes de cette offre										
AXE 3 : ENCOURAGER ET POURSUIVRE LES ACTIONS EN FAVEUR DE L'INTERMODALITE												
3.1 CREER DES PARKINGS-RELAIS MUTUALISES AVEC DU COVOITURAGE EN ENTREE DE VILLE	Favorable	Doit être couplée avec une application TC qui permet de calculer le temps d'un point A à un point B du territoire de GMVA (cf appli RATP avec TC/Voiture Vélo/..)					Application TC/intermodalité à développer					
3.2 DEVELOPPER LA BILLETTIQUE INTEROPERABLE	Favorable	Oui, mais il faut aller tout de suite au-delà avec une application TC/intermodalité					Application TC/intermodalité à développer					
3.3 ENCOURAGER LA PRATIQUE DU COVOITURAGE	Réservé	Oui mais la question-clé est que les gens d'un territoire proche se connaissent et fassent cette auto-partage. Sinon très difficile de programmer en dehors du cadre des entreprises				Voies réservées pas réalistes à l'échelle du territoire de GMVA et des zones contraintes	Application TC/intermodalité à développer					
3.4 AMELIORER L'INTERMODALITE TC-VELO	Réservé	Oui, mais il faut impérativement embarquer les vélos (Plate-forme-remorque extérieure du bus ou zone réduite dans le bus - idem SNCF)car on s'en sert aussi à l'autre bout du trajet que ce soit pour le tourisme ou les trajets pendulaires si on veut réduire le poids de la voiture					Application TC/intermodalité à développer					
AXE 4 : METTRE EN PLACE UN PLAN DE MOBILITE TOURISTIQUE A L'ECHELLE DU TERRITOIRE												
4.1 ENVISAGER LE DEVELOPPEMENT DES NAVETTES MARITIMES TOURISTIQUES	Réservé	Ces navettes maritimes devraient faire l'objet d'une étude globale des déplacements entre les différents ports/jetées du Golfe, intégrant les opérateurs commerciaux. Il s'agit d'un enjeu d'intérêt général et pas uniquement commercial qui pourrait aussi être intégrée dans l'application TC/intermodalité					Application TC/intermodalité à développer					
4.2 DEVELOPPER UN SERVICE DE PARKINGS-RELAIS ET DE NAVETTES GRATUITES POUR LES COMMUNES LITTORALES	Réservé	A regrouper avec le 3.1 si on veut donner une lisibilité au citoyen				Réaliser les études de faisabilité et rendre gratuites les navettes au-delà de l'événementiel et de la période estivale (solution pour réduire l'habitude et l'usage de la voiture 12 mois sur 12)						
4.3 CONCEVOIR ET METTRE EN ŒUVRE UN SCHEMA CYCLABLE TOURISTIQUE POUR COMPLETER, LE CAS ECHEANT, LE RESEAU INTERCOMMUNAL	Réservé	Le découplage apparent de ces 2 fonctions est incompréhensible. La continuité doit être là pour tous si on veut qu'elle soit connue et utilisée (Voir proposition sous enjeu Voirie)				La totalité du territoire entre Vannes et Arzon devrait être un territoire d'expérimentation élargi pour s'attaquer sérieusement, d'une part à la congestion du D780 et d'autre part à la réduction des émissions et consommations énergétiques de la voiture 12 mois sur 12						
AXE 5 : COMMUNIQUER SUR LES MOBILITES ALTERNATIVES												
5.1 OUVRIR UN ESPACE DEDIE A LA MOBILITE POUR LE GRAND PUBLIC	Défavorable	La seule méthode utile est une application internet. Un tel espace doit être inclus, mais cdans une vision plus large au PDM					Application TC/intermodalité à développer					
5.2 POURSUIVRE LES ACTIONS ENGAGEES EN MATIERE DE PLANS DE DEPLACEMENTS D'ENTREPRISES	Favorable	Il s'agit depuis mai 2018 d'une obligation pour les entreprises de pmlus de 100 salariés. Les PDEI devraient être encouragés et l'application TC/Intemodalité pourrait avoir un espace réservé PDE (lieu majeur du covoiturage)					Application TC/intermodalité à développer					
AXE 6 : S'ENGAGER DANS L'INNOVATION												
6.1 ÊTRE COLLECTIVITE INITIATRICE SUR LES ENERGIES INNOVANTES (HYDROGENE)	Favorable	Oui, mais mutualiser à une large échelle (minimum Région) pour éviter dispersion, augmentation des coûts et pour obtenir les financements européens très importants dans ce domaine. Etude à lancer							Point à inclure dans le PCAET	Potentiel de développement économique à voir sur l'ensemble des véhicules (Bus, taxi, voiture, bateau,..)		Potentiel de création d'emplois
6.2 POURSUIVRE LE DEVELOPPEMENT DES VEHICULES MOINS POLLUANTS	Favorable	Oui, mais mutualiser à une large échelle (minimum Région) pour éviter dispersion, augmentation des coûts et pour obtenir les financements européens très importants dans ce domaine. Etude à lancer							Point à inclure dans le PCAET	Potentiel de développement économique à voir sur l'ensemble des véhicules (Bus, taxi, voiture, bateau,..)		Potentiel de création d'emplois
AXE 7 : MISE EN ŒUVRE DU PDU												
7.1 PILOTER ET EVALUER EN CONTINU LA MISE EN ŒUVRE DU PDU	Réservé	L'ensemble des objectifs précédents a fait l'objet d'un avis, mais il manque les incitations à la réduction de l'utilisation de la voiture ou à des voitures plus propres. Cela doit passer par une étude sur les usages de la voiture suivant les 12 mois de l'année et suivant les territoires. Ces différenciations sont essentielles car les contraintes en terme de congestion ou de consommations énergétiques ne sont pas identiques. Une information/démonstration sur les alternatives est également nécessaire.Il faut beaucoup plus de pédagogie sur ce sujet que ce qui apparait dans le PDU										

Les amis de Saint-Gildas et de la presqu'île de Rhuy

<https://www.amis-de-st-gildas.fr/>

Saint-Gildas de Rhuy, le 14 septembre 2019

Madame la Commissaire-Enquêtrice,

Je vous remercie pour l'échange que nous avons pu avoir lors de votre permanence du 19 août 2019 à la Mairie de Sarzeau, et comme convenu je vous transmets les observations et l'avis de l'Association des Amis de Saint-Gildas et de la Presqu'île de Rhuy sur le projet du SCOT GMVA (32 objectifs) et du PDU GMVA (21 actions) (ce courrier et 2 annexes)

Nous tenons à souligner également, ainsi que sur la double problématique d'une part de **la cohérence d'ensemble et de la hiérarchie des différents documents d'urbanisme** (SRADDET, SDTANM, SDAGE, Charte PNR, PCAET, SCOT, PLH, SMVM, PDU,PLU, Aménagement foncier,..) et d'autre part de **l'absence apparente**, dans les documents mis à l'enquête, de **données initiales sur les ressources de base du territoire et leur usage** (voiries et circulation, réseaux de télécommunication, eau et consommations, énergie et consommations, foncier,..).

En effet celles-ci sont la **base fondamentale pour définir la capacité d'accueil du territoire de GMVA** et donc de garantir la soutenabilité à moyen et long terme du scénario de croissance mis à l'enquête en termes de capacité de production de l'ensemble des services nécessaires pour toutes les populations du territoire (résidents permanents, résidents alternés, résidents secondaires, personnes de passage,...) notamment dans les zones touristiques soumises à une très forte saisonnalité.

Ce constat est d'autant plus inquiétant que des **observations similaires avaient déjà été transmises en 2011 et 2016** lors des avis de notre association sur le SCOT de la CCPR (voir Annexe 2). Il nous semble que la raison principale de ce constat est la focalisation quasi unique d'une croissance s'appuyant sur la valorisation résidentielle du foncier plutôt que **de s'assurer de la qualité de la vie des résidents**, de son maintien, voire de son amélioration, la vocation de l'association depuis sa création sur la presqu'île de Rhuy il y a 50 ans. Plusieurs SCOT d'agglomérations en France et en Bretagne ont d'ailleurs fixé cet objectif de qualité de la vie au même niveau que l'organisation du territoire et la maîtrise de l'urbanisation.

Nous avons constaté depuis 50 ans des **avancées indéniables sur la qualité de la vie des résidents** de la presqu'île de Rhuy (Accessibilité ferroviaire, transport collectif, voiries communales, réseaux d'assainissement, implantation de commerces, équipements culturels et sportifs,..).

Nous avons également mesuré les **risques que font porter à son territoire les évolutions climatiques, sa dépendance énergétique, la maîtrise de la ressource en eau, la faiblesse et les contraintes de son réseau de communication (voirie et réseau de télécommunication)** face à la forte croissance constatée durant les 30 dernières années et celles encore trop élevées prévues dans le scénario de croissance de la presqu'île de Rhuy pour les 20 prochaines années (près de 60% à Surzur, 40% au Tour du Parc, 30% pour Sarzeau et Saint-Armel, 15% pour Saint-Gildas de Rhuy et 10% pour Arzon).

Notre contribution portera sur un certain nombre d'observations générales et un avis sur les objectifs du SCOT et les actions du PDU à travers une **analyse de risques et d'impacts sur les principaux enjeux** de ces documents (Foncier, Voiries, Telecom, Eau, Energie, Economie, Emploi et Environnement) **en termes de ressources et d'usage supportables par le territoire et ses habitants dans la durée.**

1. Observations générales

Cohérence du scénario de croissance dans les documents d'urbanisme

Le SCOT (Objectifs de développement du territoire) et le PDU (Plan d'action d'une politique de déplacement) sont 2 pièces de niveau différent de l'articulation globale des documents d'urbanisme.

La conduite de cette enquête conjointe est intéressante pour assurer la cohérence entre la politique de déplacements et les objectifs de croissance du territoire, mais aurait également méritée sur le même principe (à 2 mois près) d'être conjointe avec le PLH arrêté le 27 juin 2019 et le PCAET arrêté le 25 avril 2019 sans que ces documents provisoires et leur contenu soient cités de façon explicite en référence dans l'enquête conjointe.

Pour la compréhension des citoyens sollicités durant cette enquête, **l'absence de présentation de cette articulation et des données de base** qui la sous-tendent est un obstacle à la compréhension et l'adhésion des citoyens et nous avons pu le constater lors de notre récente assemblée générale du 13 août 2019 où nous étions sollicités au même moment sur un document aval, le schéma d'aménagement foncier de la Commune de Saint-Gildas de Rhuy dont les orientations doivent bien sûr prendre en compte les objectifs du SCOT pour assurer la cohérence, voire la compatibilité

De façon pragmatique, la préparation d'un PLUi à l'échelle de GMVA serait l'opportunité de consolider et/ou actualiser ces données de base pour disposer d'indicateurs identifiés et suivis dans la durée sur l'ensemble de ces enjeux. Cette proposition faite lors de notre avis de 2016 a d'ailleurs été reprise dans l'évaluation de l'Autorité environnementale.

Absence de définition de la capacité d'accueil

Ce constat, également porté par plusieurs personnes publiques associées depuis plusieurs années, fragilise à l'origine l'ensemble des objectifs et des propositions d'actions associées dans les documents mis à l'enquête en raison de l'impossibilité de garantir globalement et localement sur le territoire de GMVA la disponibilité des ressources nécessaires.

Nous rappelons que cette définition est bien sûr obligatoire légalement en application de l'article L.121.1 du Code de l'Environnement, mais surtout essentielle d'un point de vue démocratique pour que les citoyens aient une vision éclairée de l'avenir qui leur est proposé.

Nous notons l'absence de dispositif du type « tableau de bord » sur une période donnée et à partir de différents « indicateurs par commune ». Certains « indicateurs » seront communs à toutes les communes mais pas obligatoirement tous, en un premier temps... GMVA fait la somme de ces indicateurs communs et anime les résultats en les communiquant. Ils permettent au conseil et à son président de piloter « réellement » GMVA. Ces indicateurs seront votés par les conseils des communes puis par celui de GMVA... Voté en Conseil Municipal ce dispositif aura le mérite de la transparence pour la période retenue, et engagera les Maires devant leurs électeurs...et devant GMVA...en respectant la différence mais en favorisant une certaine « émulation ».

2. Observations sur le projet de SCOT GMVA

Les observations sur le projet de SCOT sont synthétisées dans le tableau joint en Annexe 1 (Onglet N°1). Elles comportent un avis, des observations/recommandations liées à l'avis et une **analyse de risques et d'impacts sur les principaux enjeux** de ces documents (Foncier, Voiries, Telecom, Eau, Energie, Economie, Emploi et Environnement), notamment **en termes de ressources et d'usage supportables par le territoire et ses habitants dans la durée**.

Observations sur la quantification et les indicateurs du SCOT

Le SCOT doit permettre un suivi et notamment un bilan après plusieurs années et fournir un guide aux communes qui, le mettent en œuvre année après année.

L'absence de bilan des SCOT précédents (alors qu'une tentative de bilan est faite pour les PDU précédents) est un handicap majeur qui en fragilise les orientations puisque les repères (hors consommation foncière et logements) sont inexistants (ex : fréquentation des commerces, trafic sur les axes suivant les périodes,...). Indépendamment de la soutenabilité du scénario de croissance (Foncier/logement) car il n'y a pas de définition de la capacité d'accueil et des besoins de ressources supplémentaires) ,il rend surtout quasi-impossible les bilans à venir puisque les indicateurs ne sont pas définis (synthèse du diagnostic absente et manque d'études d'impact sur les ressources)

Observations sur la projection de croissance des constructions sur la période 2020-2035

En raison de l'absence d'indicateurs consolidés (les données se trouvent soit dans le diagnostic, soit dans le PLH, soit dans le DOO,...) un tableau de synthèse a été établi pour les communes jugées les plus sensibles par l'Association pour mesurer l'évaluation de la pression foncière, de la construction et l'impact en terme de population qui doit recevoir des services qui constituent l'essentiel de la qualité de la vie sur ces territoires. Ce tableau de synthèse est dans l'onglet N°2 de l'Annexe 1.

Préparation d'un PLUi GMVA

L'hypothèse d'un PLUi pour GMVA , orientation prise par le Parlement pour simplifier l'administration territoriale et donner une meilleure lisibilité aux citoyens, ne semble pas avoir été prise en compte par les auteurs de ce projet. Il est fortement suggéré que cette option soit analysée et incluse dans le SCOT pour que les recommandations et orientations du SCOT préparent effectivement cette simplification administrative attendue depuis longtemps.

Avis sur les 32 objectifs du SCOT

Globalement l'analyse conduit à un avis favorable sur 8 objectifs, un avis défavorable sur 9 objectifs et un avis réservé, voire très réservé sur 15 objectifs (voir détail Onglet N°1 Annexe 1)

En synthèse l'Association des Amis de Saint-Gildas et de la Presqu'île de Rhuys émet un avis défavorable sur le projet de SCOT soumis à l'enquête conjointe avec le PDU, notamment en raison du manque de modération sur la croissance des logements, en dépit du ralentissement du prélèvement foncier, et surtout en raison de l'absence de prise en compte des principaux enjeux de qualité de la vie et des indicateurs associés sur les ressources prélevées ne permettant de confirmer la soutenabilité dans la durée du scénario de croissance. Pour de nombreux objectifs, l'Association a fait des propositions pour la mise en œuvre (Voir Annexe 1), et notamment l'établissement d'un PLUi GMVA. Par ailleurs L'association émet le regret qu'une vision globale et synthétique n'ait pu émerger face aux enjeux croisés du PCAET et du PLH.

3. Observations sur le projet de PDU GMVA

Les observations sur le projet de PDU sont synthétisées dans le tableau joint en Annexe 1 (Onglet N°3). Elles comportent un avis, des observations/recommandations liées à l'avis et une **analyse de risques et d'impacts sur les principaux enjeux** de ces documents (Foncier, Voiries, Telecom, Eau, Energie, Economie, Emploi et Environnement), notamment **en termes de maitrise des circulations et potentiel de report modal sur les différentes parties du territoire.**

Observations sur la quantification et les indicateurs du PDU

Le PDU doit permettre un suivi et notamment un bilan après plusieurs années et fournir un guide aux communes qui, le mettent en œuvre année après année. L'absence de données sur les linéaires d'infrastructure, du nombre de trajets de TC des passagers*Km suivant les différents modes et T*Km pour les marchandises réduit le potentiel de suivi et de mise en œuvre des mesures proposées pour avoir une vision globale de l'évolution comme projeté en page 17. L'absence de ces indicateurs rend quasi-impossible les bilans à venir.

Avis sur les 21 mesures du PDU

Globalement l'analyse conduit à un avis favorable sur 8 mesures, un avis défavorable sur 3 mesures et un avis réservé sur 15 mesures (voir détail Onglet N°3 Annexe 1) .En synthèse l'Association des Amis de Saint-Gildas et de la Presqu'île de Rhuy s'exprime en avis favorable avec réserves sur le projet de PDU soumis à l'enquête conjointe avec le SCOT, et souhaite d'une part qu'un plan d'action et de suivi soit mis en place et communicable à tous les citoyens, et d'autre part que les outils de communication (notamment une application TC/Intermodalité) soient rapidement mis en œuvre pour que les mesures puissent prendre leur effet et réduisent la pression très forte actuellement de la voiture notamment sur les axes routiers principaux, et tout particulièrement la connexion entre Vannes et la presqu'île de Rhuy

En raison de l'avis défavorable émis sur le SCOT, ceci représente un risque additionnel (non évalué dans l'analyse du PDU) sur la soutenabilité des réseaux dans la durée

Conclusions générales de l'enquête conjointe SCOT/PDU GMVA

En synthèse l'Association des Amis de Saint-Gildas et de la Presqu'île de Rhuy s'exprime en avis défavorable sur le projet de SCOT et un avis favorable avec réserves sur le projet de PDU dans le cadre de l'enquête conjointe du SCOT et du PDU.

Par ailleurs l'Association souhaite qu'un PLUi GMVA soit rapidement mis en place pour disposer d'indicateurs précis et cohérents pour l'ensemble des communes et en cohérence avec la totalité des documents d'urbanisme communs, existants et en cours de finalisation, relatifs aux remboursements fonciers, au suivi des logements anciens et nouveaux, aux déplacements et axes de circulation notamment les circulations douces (vélo et chemins ruraux), aux usages de l'eau, aux réseaux de communications (GSM et fibre), au parc naturel du Golfe du Morbihan et au Schéma de Mise en valeur de la Mer.

Bien cordialement,

Le Président de l'Association des Amis de Saint-Gildas et de la presqu'île de Rhuy
Nicolas Bour

Annexe 2 : Avis sur le Rapport de présentation SCOT CCPR version arrêté du 8 janvier 2016

Ces commentaires spécifiques, en général les plus importants, doivent être complétés sur certaines thématiques par les observations et avis faits sur les 62 prescriptions du DOO. Par ailleurs, comme le rapport aborde certaines thématiques de façon diffuse et dans différents chapitres du rapport, comme l'ont aussi rappelé plusieurs PPA, des problèmes importants de cohérence et de lisibilité entachent de façon significative la lecture et la compréhension du rapport de présentation.

P14 Tableau de l'évolution démographique : Comme mentionné dans l'avis du préfet, l'absence de prise en compte de l'évolution de la population des résidences secondaires fausse très largement le raisonnement du SCOT qui doit prendre en compte pour l'évaluations des besoins, le calcul des ressources nécessaires et de la capacité d'accueil la totalité des habitants de la presqu'île. Ceci est d'autant plus nécessaire que le SCOT constate une augmentation forte de la durée de présence des résidents secondaires qui peut atteindre 8 mois par an. Pour les trois communes (Arzon, Saint-Gildas de Rhuys, Sarzeau) cela correspond à un minimum de 12925 personnes supplémentaires (sur la base des calculs de DGF 1, 1 hbt /résidence secondaire) soit 113% de la population principale et beaucoup plus si on comptait la fréquentation réelle (>1,1...)des résidences secondaires.

P19 Nombre moyen de personnes par ménages : Le nombre constaté durant la période est de 2 ménages par logement principal alors que le calcul du nombre de résidences principales (p225) est de 1,45 personnes par logement, ce qui revient à augmenter artificiellement de 38% le nombre de résidences principales nécessaires et donc biaiser les besoins sur une période de 18 ans.

P25 : Prospective pour la presqu'île de Rhuys : La croissance retenue pour la prospective à 18 ans conduit à un taux de croissance moyen annuel de 1,67%, alors que le constaté sur la période 2006-2011 est une tendance lourde de réduction à 1,1% après une pointe autour de 2% entre 1980 et 2005 (période d'urbanisation non maîtrisée). Les projections faites par l'association lors du SCOT initial étaient autour de 1% et ont été confirmées par les faits. Dans la réalité (données INSEE) les croissances ont été entre 2008 et 2013 de +0,7% à Sarzeau, +0,4% à Sant-Gildas de Rhuys, -0,5% à Arzon, de 2,2% à Le Tour du Par et 1,1% à St Armel **soit 0,65% par an pour la CCPR pour les 5 dernières années**. La croissance de 1,67% de la CCPR est très probablement irréaliste et ne pourrait être justifiée que par des actions majeures et très structurantes en faveur de l'emploi sur la presqu'île qui n'apparaissent pas dans les hypothèses du SCOT. Combinée avec la sous-estimation du nombre d'habitants par logement, cela conduit, si la croissance démographique n'est que 1% (soit 50% de plus que les 5 dernières années...), à une surestimation très forte de 180% du besoin en nombre de résidences principales à construire (1320 au lieu de 2376). Par ailleurs il est peu probable que la croissance des résidences secondaires continue sur le rythme des décennies précédentes, mais plutôt que des résidents secondaires deviendront des résidents principaux avec l'augmentation de la durée de vie de la population française (phénomène constaté à St Gildas de Rhuys depuis au moins 2 décennies). Par ailleurs les croissances de St Armel et du Tour du Parc reflètent des potentiels fonciers et une proximité de Vannes, alors que les taux de l'extrémité de la presqu'île reflètent l'éloignement de Vannes et la saturation de ces espaces. L'augmentation de près de 50% de la vacance en 5 ans devrait plutôt conduire à des réflexions sur la restructuration du bâti existant plutôt qu'une nouvelle consommation foncière (un bien qui ne peut se régénérer...)

P28 à 36 Approche socio-économique de l'armature urbaine. L'approche peut paraître très séduisante pour mesurer les enjeux de l'intégration de la CCPR au sein de l'agglomération de Vannes, mais la méthode « des matrices de Bertin » et surtout les indicateurs utilisés pour la mettre en œuvre semblent ésotériques, peu convaincants et rarement utilisés pour de tels exercices. Les résultats semblent surprenants quand ils conduisent à affirmer que le potentiel touristique de Sarzeau est 270% supérieur à celui d'Arzon et de

Sant-Gildas de Rhuys, ce qui semble en contradiction avec les implantations de résidence secondaire et les activités touristiques de la presqu'île

L'absence d'indication de la méthode de calcul de chacun des indicateurs depuis les indicateurs de population et d'emplois jusqu'à ceux sur les déplacements et le tourisme et les sources utilisés pour les calculer rend très opaque la méthode, même pour des spécialistes, et totalement incompréhensible pour le citoyen de la presqu'île. De même les méthodes d'addition (directe et sans pondération alors que les valeurs unitaires sont très différentes) des indicateurs et les seuils de classement en catégories de la page 35 créent un doute sérieux sur la fiabilité de la méthode et les résultats présentés.

P40 à 49 : Mobilité et déplacements : La structuration de ce chapitre, les thèmes abordés, l'absence de suivi et de présentation des indicateurs du PGD adopté en 2012 et tout simplement le poids de ce chapitre reflètent un manque d'analyse inquiétant sur un des critères les plus structurants de l'évolution d'un espace déjà saturé sur une période de 18 ans. Cette absence, à elle seule, pourrait justifier l'annulation du SCOT si le document n'était pas reprise de façon adaptée aux enjeux et aux contraintes d'une presqu'île. Il conviendrait en effet que les thématiques suivantes soient traitées de façon précise et prospective sous forme de scénarios et de propositions à partager ensuite avec Vannes Agglo et le département du Morbihan:

- a) Bilan quantifié suivant les périodes de l'année et sur une durée d'au moins des 20 dernières années (la période de prospective) des circulations, accidents et contraintes en s'appuyant sur les données des services de l'Etat et du département ;
- b) Scénarios d'offres de service pour réduire les besoins de déplacements ;
- c) Scénarios d'offres de transport en commun pour réduire l'usage de la voiture individuelle en s'inspirant d'expériences réussies pour des communes similaires en France et en Europe ;
- d) Développement des circulations douces et de l'éco-mobilité en période courante et période estivale (solutions différentes et complémentaires);
- e) Traitement spécifique, anticipé et systématique des événements et/ou période de pointe conduisant à des concentrations importantes sur la presqu'île ;
- f) Traitement dédié et intégré des échanges avec les îles avoisinantes ;
- g) Solutions de stationnement établies en lien avec les orientations de mobilité et pas « a priori » hors démarche structurée (sinon risque important d'erreurs sur les localisations des stationnements) ;
- h) Intégration dans cette démarche de la prise en compte d'une valorisation du PNR du Golfe du Morbihan qui renforcera les besoins et permettra de structurer les enjeux (PGD établi avant l'établissement de la charte du PNR)

Face aux enjeux de cette thématique pour garantir un développement harmonieux et durable de la presqu'île, de ses habitants et de ses entreprises, **un investissement spécifique en études et une reprise du PGD , en lien étroit avec le département, la CCI et les organismes professionnels est plus qu'une nécessité, c'est une exigence pour disposer d'une base solide pour la révision du SCOT.**

P81/91 Tourisme et activités nautiques : L'association partage très largement l'avis du Préfet qui considère que l'attractivité touristique de la presqu'île est largement sous-analysée dans le rapport de présentation , peu structurée dans le PADD et fait l'objet d'une faible prise en compte dans les prescriptions, notamment dans son lien avec le Parc naturel Régional du Golfe du Morbihan

L'association des Amis de Saint-Gildas et de la presqu'île de Rhuys s'étonne en plus du peu de caractérisation de l'identité de la presqu'île de Rhuys dans ses caractéristiques naturelles, culturelles, sociales, urbaines et architecturales qui en font un lieu unique, encore préservé et d'exception au sein du patrimoine breton. Elle a largement contribué, entre Golfe et Baie de Quiberon, au classement retenu du PNR du Golfe du Morbihan. Les contributions des 5 communes sont à la fois très différentes et très complémentaires pour créer une véritable identité reconnue de la presqu'île. L'étude réalisée durant l'été 2012 par l'association des Amis de Saint-Gildas à l'échelle de la commune de Saint-Gildas de Rhuys est jointe à titre d'exemple en Annexe 4 et présente une caractérisation de l'identité de saint-Gildas de Rhuys et de ses environs, et un certain nombre de recommandations (chap. 10) sur les volets attractivité touristique, mobilité, maîtrise de l'urbanisme, qui pourraient être reprises dans les orientations du SCOT si elle sont partagées par les autres communes

P152/157 Horizons et paysages : Cette section qui caractérise fortement l'identité de la presqu'île et son attractivité touristique est sous-analysée (5 pages...) et très peu caractérisée. On attendait, comme pour le bâti un travail de caractérisation des perspectives et de ces cônes de vues, une typologie pour ensuite les valoriser et les protéger dans le travail de prescription urbaine.

L'aspect normatif du SCOT permet de plus de fournir une cohérence dans l'appréciation au sein de chaque commune et de contribuer à fournir une image et une perception commune dans le cadre de la structuration du PNR du Golfe du Morbihan.

Il est recommandé de compléter substantiellement cette section qui ne peut en aucun cas se résumer à 2 perspectives simplistes de la page 154 et à une carte de flèches dont même le sens et l'orientation sont incompréhensibles, car non caractérisées. De même la grille des atouts et enjeux en page 157 est totalement incompréhensible, d'une faiblesse surprenante pour un tel document, dénuée de sens et contribue à déformer la réalité des qualités intrinsèques de la presqu'île.

Les principales pistes de caractérisation et de méthode, pour reprendre cette analyse sous la direction d'un paysagiste ou d'un architecte en lien avec la DREAL et la DRAC pourraient être les suivantes :

- a) Diagnostic et identification des perspectives (photos) en lien avec les territoires proches et lointains et les situations de fréquentations;
- b) Localisation de ces cônes de vues sur les circulations piétonnes (notamment chemins ruraux et côtiers) , à vélo et en voiture ;
- c) Hiérarchisation des enjeux naturels et urbains à partir des critères identifiés aux points a et b ;
- d) Définition des principes applicables dans les PLU pour valoriser et protéger les perspectives ;

Cet exercice représente un enjeu stratégique pour les communes de la presqu'île pour affirmer leur positionnement unique au sein du PNR et dans la fusion avec Vannes Agglo.

P159/162 : Caractérisation de l'usage et de l'artificialisation des espaces : Ces cartes intéressantes dans le principe ne permettent pas de comparer l'évolution depuis 30 ans pour poser un diagnostic et devraient, a minima reprendre les densités brutes à l'ha pour différencier les niveaux d'artificialisation au sein des communes et entre communes. De ce fait aucune analyse , ni constat ou orientation n'est tirée de ce rapport et ne fait pas l'objet d'orientations d'aménagement dans le PADD. Cela donne l'impression étonnante que « l'on ne veut pas savoir » ce qui s'est passé, pourquoi et comment inverser les tendances et que la seule solution est de « s'accrocher » aux densités recommandées dans la charte du PNR.

P176/182 : Ressources en eau potable : Ce chapitre se résume à 6 pages qui ne décrivent pas les enjeux structurants de consommation d'eau potable et qui comportent des erreurs de calcul grossières (prise en compte des abonnements des résidents secondaires sur 365 jours) conduisant avec une valeur de 80l/hbt/j sous-estimant de façon majeure les consommations réelles par Hbt*jour. En prenant 45 jours moyen d'occupation pour les résidences secondaires (3,5 hbt/residence) et 1,9 hbt/résidence principale sur 365 jours on arrive à des chiffres variant suivant les communes entre 145 et 195 l/hbt/jour, donc plutôt au-dessus des moyennes nationales

Il est donc nécessaire, contrairement aux conclusions du rapport de présenter une stratégie pour diminuer la pression sur la ressource qui vient de loin ; la carte de la page 179 est symptomatique de la faiblesse de la réflexion sur le sujet. Par ailleurs le taux de perte de 12% est très proche du taux maximum de perte fixé à 15% par l'ONEMA en 2014. Une stratégie complémentaire de ressource en eau serait de systématiser (voir imposer) sur les constructions neuves les systèmes de récupération d'eau de pluie (usage non alimentaire : nettoyage, WC, jardins,...) voire de réfléchir comment récupérer les eaux de ruissellement et de pluie pour les traiter ensuite. Plus de 62 millions de m3 d'eau sont tombés sur la presqu'île en 2015 et la consommation est de moins de 2% de ce volume. Pour Arzon la consommation représente près de 6% du volume d'eau tombé sur Arzon. La réduction des consommations et la récupération des eaux de pluie sont 2 pistes importantes, non mentionnées dans le rapport, pour réduire la pression sur cette ressource fragile et lointaine.

P183/184 : Ressources énergétiques : Ce chapitre réduit à 2 pages ne fournit aucune donnée sur la consommation de la presqu'île et quelques lignes de généralités sur les énergies renouvelables. Un tel constat est innacceptable face aux enjeux de transition énergétique et à la nécessaire mise en œuvre des politiques publiques. Une étude sérieuse du potentiel d'énergies renouvelables et notamment du potentiel d'énergie hydrolienne grâce aux cycles de remplissage du Golfe du Morbihan est à conduire en urgence avec le département et les opérateurs, d'autant que les solutions industrielles sont matures, testées et largement présentées lors de la COP 21 au niveau français et international.

P199/206 : Gestion des déchets : Ce chapitre est très succinct sur l'évolution des tonnages durant les dernières années, les plans de tri et de collectes et sur les actions de valorisation à l'échelle du territoire de Rhuys. Le chiffre de consommation par habitant et par an (calcul sur le même principe que pour l'eau) conduit à un volume élevé de 1393 kg/hbts/an (et non 964) soit 3,8 kg/pers/jour. Si l'évolution des production de déchets ménagers a baissé, ils ne représentent qu'une faible part des déchets globaux. Des actions de réduction des déchets (individuelles et collectives par exemple pour les marchés) pourraient faire baisser ce chiffre élevé. Les déchets provenant des activités nautiques (notamment les boues portuaires) ne semblent pas traités dans le rapport alors qu'ils posent une problématique majeure non résolue à ce jour et très sensible pour les habitants et les pêcheurs qui ont constaté la stérilisation d'une partie de Morbraz entre Houat et le Grand Mont suite aux dépôts des boues du port de la Trinité.

P213 : Une information sur l'évolution du niveau de la mer et son impact sur la presqu'île devrait être réalisée

P225/232 : Les fondements du projet ont été remis en cause dans l'analyse des hypothèses précédentes (croissance et répartition urbanisé/non urbanisé) et le projet doit être revu , ce qui conduit à un avis négatif sur le rapport ;

Analyse Objectifs/Impacts/Ressources	Avis	Observations	Risques identifiés dans les différents domaines									
			Orientation 1 - Développement équilibré et respectueux du territoire	Foncier	Logement	Voies	Telecom	Eau	Energie	Economie	Environnement	Emploi
Objectif 1.1 - Organiser et valoriser les complémentarités des 3 composantes principales de l'intercommunalité	Réservé	L'organisation proposée est pertinente, mais mériterait de mieux préciser les vocations de chaque territoire. En particulier la presqu'île de Rhys ne peut être réduite à Sarzeau vu la diversité des vocations et la complémentarité de ces communes, notamment vis-à-vis d'un ensemble majeur de GMVA : Le Golfe du Morbihan qui porte des valeurs patrimoniales et naturelles un peu oubliées dans cette organisation territoriale.	Les enjeux relatifs de ces 3 composantes (pourtant très contrastées) ne sont pas explicités alors qu'elles pourraient être un axe très structurant de la gestion des espaces			Les liens entre ces espaces et les densités de circulation sur les liaisons correspondantes ne sont pas explicités alors qu'il s'agit d'un des problèmes majeurs constaté dans le PDU	8.3 Voir commentaires sur l'objectif		Voir commentaire sur l'objectif 7.2 car il s'agit sûrement d'un sujet important de mutualisation entre ces territoires	Voir commentaire sur l'objectif 9.2 car il impacte la répartition des emplois entre ces différents centres		Idem Economie et usage des infrastructures et services de transport
Objectif 1.2 - Assurer un développement équilibré modérant la consommation foncière	Défavorable	L'objectif de consommation de 600 ha d'ici 2035 pour atteindre une population de 200 000 habs (+20%) , même si il est réduit par rapport à la décennie précédente, correspond à des croissances de logements de 25400 logements sur 15 ans soit une croissance de 24% sans que lui puisse s'assurer que l'ensemble des réseaux et des services associés puissent absorber durablement une telle croissance. Aucune indication n'est donnée sur la répartition entre résidences principales et résidences secondaires de cette croissance, ni de la répartition entre densification et extension alors qu'il s'agit de 2 enjeux majeurs de croissance et de maîtrise des ressources du territoire.	Le projet de consommations du foncier est d'une part totalement décorré de la capacité d'accueil du territoire et des données précises des projets nécessaires de service pour permettre cet accueil (voir également avis du préfet sur ce point). La croissance (voir objectif 2.1) est toujours concentrées sur 12 communes qui ont les fragilités les plus importantes			L'impact de cette croissance sur les voies (à part la question de la place de la République...) n'est pas analysé , notamment sur la capacité de la N165 et de la D780 dont les saturations sont de plus en plus importantes (aucune donnée dans le SCOT et même dans le PDU)!! sur ces 2 points durs)		Risque sur la consommation énergétique en raison du poids très élevé du transport dans la consommation du territoire	Les saturations routières sont un frein évident à l'attractivité des territoires, leur équilibre et le développement des emplois		Risque significatif sur le développement et la mobilité de l'emploi	
Objectif 1.3 - Une organisation territoriale qui privilégie les centralités locales	Très Réservé	Cette intention est révélée dans le SCOT, mais le scénario de croissance et les décisions budgétaires correspondantes dépendent d'une répartition des voix au sein de GMVA qui ne reflète pas cette intention, et donc fait peser un risque significatif sur sa mise en œuvre. Un rééquilibrage des objectifs et la mise en oeuvre opérationnelle des vocations des territoire au bénéfice de l'ensemble de la collectivité territoriale permettrait de réduire ce risque		La croissance de plus de 30% à Vannes pour une moyenne territoriale de 24% va à l'encontre de l'objectif de ces centralités locales et renforce la concentration des logements et des services sur la Commune de Vannes		Risque d'augmentation de la concentration des emplois (RN 165 et D 780)						Le scénario renforce la création des emplois sur Vannes et l'augmentation correspondante des déplacements
ORIENTATION 2 - PROMOUVOIR UNE OFFRE DE LOGEMENT EQUILIBRE ET UN URBANISME DURABLE												
Objectif 2.1 - Organiser la production de logements selon l'armature territoriale	Défavorable	Alors que les intentions de modérations apparaissent en divisant par 3 la consommation foncière, le graphe de la page 14 du DOO est en contradiction et conduit sur la période du SCOT à une croissance supérieure à la période 2009-2014 pour 7 communes de GMVA et à plus de 50% de croissance pour 12 communes dont les 6 de la presqu'île de Rhys				Absence d'étude d'impact sur les voies	Absence d'étude d'impact sur les telecom	Absence d'étude d'impact sur la ressource en eau / assainissements	Absence d'étude d'impact sur les besoins énergétiques	Absence d'étude d'impact sur les risques d'attractivité du territoire	Absence d'étude d'impact de la croissance sur faune/flore	Idem impact économie
Objectif 2.2 - Diversifier l'offre de logements	Réservé	Cette offre est essentielle pour garantir l'implantation durable de jeune ménages (au sein d'une croissance globale à revoir voir com 2.1), porteurs de la croissance de demain face au vieillissement de la population du territoire. Cependant elle ne peut pas être décorré d'une ambition économique et de création de valeur, qui est peu présente dans le SCOT (voir commentaire sur Orientation N°9)		Les politiques doivent se mettre en œuvre de façon ordonnée : création des emplois avant de construire des logements. La construction de logement crée des emplois temporaires, mais pas des emplois permanents.								Sans projet économique et création d'emplois cette ambition est illusoire
Objectif 2.3 - Mettre en oeuvre un urbanisme durable	Défavorable	Décalage manifeste entre un objectif louable et des taux de croissance de logement anormalement élevés et absence de répartition densification/extension suivant les pôles territoriaux et leur capacité d'accueil	Absence de répartition entre densification et extension et de trajectoire correspondante sur 15 ans			Voir Commentaire 2.1	Voir Commentaire 2.1	Voir Commentaire 2.1	Voir Commentaire 2.1	Voir Commentaire 2.1	Voir Commentaire 2.1	Voir Commentaire 2.1
ORIENTATION 3 - ORGANISER DES MOBILITES DURABLES												
Objectif 3.1 - Engager une politique cyclable et piétonne ambitieuse	Réservé	Même si cette offre a de nombreux mérites tant pour les déplacements quotidiens que durant les périodes de vacances, nous doutons que ce soit la solution à l'hypertrophie de la voirie (voir commentaires PDU). Par ailleurs absence de données (linéaire, séparation des flux et continuité du réseau existant) et de projection de développement linéaire, réduction des discontinuités, suppression des zones à risque multiflux	Evaluation à faire, notamment dans les plans d'aménagement foncier d'une part pour la continuité des voies vertes, et d'autre part pour assurer la séparation des flux comme c'est le cas dans les pays du Nord de l'Europe			Risque accidentogène de plus en plus fort suite à des situations multiflux (voiture, vélo, piéton) - Voir aussi commentaires PDU						
Objectif 3.2 - Optimiser les transports collectifs urbains et interurbains	Réservé	Les transports en communs sont concurrentiels, mais sont très mal connus (notamment des résidents non permanents). Des navettes entre les centre bourg, les zones commerciales et les plages (comme il en existe dans de nombreuses communes balnéaires en France) entre mai et novembre (fréquence suivant les périodes) seraient plus utiles que les navettes avec certains marchés hypertrophiés				Mettre en place un réseau de transport en commun (y compris ferroviaire pour réduire le trafic N165) qui prenne en compte les saisonnalités et caractéristiques des territoires (ex Presqu'île de Rhys) - Voir aussi commentaires PDU						
Objectif 3.3 - Développer le potentiel multimodal du territoire	Réservé	Inutile de développer l'intermodalité si cela conduit à renforcer la saturation actuelle de la presqu'île de Rhys.				Voir commentaires PDU				Voir commentaires PDU		Voir commentaires PDU
Objectif 3.4 - Organiser les mobilités touristiques	Favorable	Cette organisation doit être faite à une échelle intercommunale en prenant en compte l'ensemble des bénéficiaires (y compris trajets pendulaires entre les territoires qui pourraient être plus collectifs - Nous n'avons jamais vu la ligne 24 occupée par des Vannetais ou des Rennais qui allaient sur la presqu'île)				Voir commentaires PDU				Voir commentaires PDU		Voir commentaires PDU
ORIENTATION 4 - RENFORCER LA QUALIFICATION DE DESTINATION D'EXCEPTION PAR LA QUALITE DES AMENAGEMENTS ET DES PAYSAGES												
Objectif 4.1 - Mettre en valeur la richesse et la diversité paysagère qui fait du territoire une destination d'exception	Favorable	Idem 4.1				Un circuit de qualité de chemins ruraux et côtiers (piétons et vélos séparés) doit favoriser cette approche qui ne peut reposer que sur les circulations automobiles					Enjeu fort de valorisation de l'environnement et des trames bleues et vertes sur les cartes, mais pas dans la réalité signalétique du terrain	
Objectif 4.2 - Valoriser tous les patrimoines	Favorable	Idem 4.1				Idem 4.1					Idem 4.1	
Objectif 4.3 - Mettre en oeuvre des cadres de vie de qualité	Défavorable	Il est caricatural de résumer la qualité de la vie aux paysages. C'est d'abord la réduction de toutes les pollutions (bruit, visuelles, congestion, émissions, ...) et surtout la qualité des services offerts (déplacement, eau, énergie, telecom, ...)				Non traité comme enjeu de qualité de la vie	Non traité comme enjeu de qualité de la vie	Non traité comme enjeu de qualité de la vie	Non traité comme enjeu de qualité de la vie			
ORIENTATION 5 - TRADUIRE LOCALEMENT LES DISPOSITIONS DE LA LOI LITTORAL												
Objectif 5.1 - Conditions d'urbanisation des agglomérations, villages et secteurs déjà urbanisés	Défavorable	On commence par traiter l'extension avant la densification et on considère comme naturel de se développer en extension sur les axes de circulation ce qui renforce l'urbanisation d'un territoire qui au contraire (notamment dans les objectifs précédents) cherche à maintenir des pousmons verts et des zones de "respiration". Les conditions de densification (Evolution surface parcelle) en zone bourg et adjacent n'est pas traité, alors que c'est celui qui impacte le moins les services	L'approche proposée de densification des hameaux (p4/4/5 DOO) est très dangereuse car elle va augmenter significativement les transports (pas de commerces dans ces hameaux) et concerne de plus pour Saint-Gildas de Rhys et Sarzeau 21 hameaux sur les 55 identifiés sur GMVA situés dans des zones très fragiles en terme de réseau et services			Risque majeur pour les voies concernées par ces extensions						
Objectif 5.2 - Préserver des coupures d'urbanisation	Défavorable	La carte avec les 54 coupures n'indique pas la profondeur et largeur des coupures. Quelle est la signification vis-à-vis des PLU et d'un PLUi. Il n'y en a que 17 sur la presqu'île de Rhys (certains sur le Tour du Parc sont visiblement absents). Elle est corrélée avec les espaces remarquables, mais devrait être corrélée avec les circuits verts et les points saillants (cones de vue, monuments, sites mégalithiques, ...)	Incidence sur PLU à définir									
Objectif 5.3 - Conditions d'urbanisation des espaces proches du rivage	Favorable	Les limites de la carte de la page 52 devraient être repris dans tous les documents d'urbanisme et constitueraient un point important de définition du PLUi de GMVA et conduire à éviter des ambiguïtés avec la bande des 100m										
Objectif 5.4 - Ménager le littoral tout en accompagnant les usages qui le caractérisent	Favorable	nc										
ORIENTATION 6 - CONFORTER LES ESPACES AGRICOLES ET NATURELS AU COEUR DU PROJET												
Objectif 6.1 - Assurer une politique d'accompagnement des activités primaires	Réservé	Cet objectif est nécessaire, mais doit être élargie aux activités qui contribuent à réduire les circulations et à valoriser le territoire au-delà des activités agricoles. Une démarche spécifique devrait être entreprises avec la CCI	Les besoins fonciers et notamment la prise en compte au sein des schémas d'aménagement foncier doivent être explicités	Il manque une réflexion sur les aides à la personne en raison du vieillissement de la population de GMVA					Enjeu économique de cet objectif mal défini et pas quantifié. Définition d'indicateurs nécessaire			
Objectif 6.2 - Diffuser la biodiversité en s'appuyant sur la Trame Verte et Bleue	Favorable	Faire connaître avec une stratégie de communication/signaletique sur les trames bleues et vertes, notamment sur les chemins ruraux et côtiers (enjeu pédagogique)										
Objectif 6.3 - Renforcer la nature en ville	Favorable	Idem ci-dessus- Enjeu de communication										
Objectif 6.4 - Prévoir et anticiper les risques naturels et technologiques	Réservé	Ce chapitre doit inclure la prise en compte de tous les effets du changement climatique qui n'est pas limité aux risques d'inondation				Etude d'impact des changements climatiques à faire		Etude d'impact des changements climatiques à faire	Etude d'impact des changements climatiques à faire		Etude d'impact des changements climatiques à faire	
ORIENTATION 7 - SE DONNER LES MOYENS D'UNE EXEMPLARITE ENVIRONNEMENTALE ET ENERGETIQUE												
Objectif 7.1 - Assurer une politique qui anticipe les transitions énergétiques	Réservé	Aune ambition dans le PCAET non retranscrite dans le SCOT avec donc peu de probabilité de mise en oeuvre. Solutions hydroléennes de l'île Longue et Berder du PCAET non reprise dans le SCOT	Réserve de 25 ha dans le SCOT sans orientation sur les usages et les localisations						Absence d'orientations chiffrées sur les différentes ressources citées dans le PCAET (opposable au SCOT) et de projet de trajectoire face au potentiel élevé, et à une ambition très forte par rapport à la cible à 10 ans du PCAET	Impact potentiel à terme sur le logement et l'économie face aux orientations de la PPE au niveau national (50% d'énergies renouvelables à l'horizon 2035)		
Objectif 7.2 - Préservation et gestion des ressources	Défavorable	Les orientations ne garantissent pas la tenue des objectifs, notamment en raison de l'absence d'indicateurs sur les consommations des différentes ressources sur les évolutions passées et projections futures - Absence de données sur les ressources disponibles sur le territoire				L'accessibilité de certaines parties du territoire a vu une dégradation progressive durant les 20 dernières années, notamment durant les périodes de congé et les périodes estivales. La mixité des flux augmente le caractère accidentogène.		Absence d'indicateurs sur les consommations en eau et origine des ressources par secteur d'activité	Absence d'indicateurs sur les secteurs de consommations énergétiques et notamment sur les transports qui sont beaucoup plus élevés qu'en Bretagne, sur les évolutions passées et projections futures			
Objectif 7.3 - Une politique de valorisation des déchets	Défavorable	Quelques actions proposées (méthanisation, ...) mais absence de stratégie et de cibles chiffrées sur le recyclage des différentes catégories de déchets, enjeu majeur de la transition écologique fléchi dans la loi Notr et la loi en cours de discussion au Parlement sur l'économie circulaire								Une démarche volontariste sur l'économie circulaire bénéficierait doublement au territoire en termes de gestion des déchets et de création de valeur	Une gestion dynamique dans la durée des algues éviterait de subir l'été des arrivées massives et générerait une valeur ajoutée et des emplois sur le territoire	Potential de création d'emploi non mobilisé
ORIENTATION 8 - ACCOMPAGNER LES EVOLUTIONS DEMOGRAPHIQUES ET SOCIALES PAR LES EQUIPEMENTS ET SERVICES												
Objectif 8.1 - Permettre les grands projets d'équipements et de services	Réservé	Aucune orientation sur les équipements nécessaires et la consommation des 60 ha prévus page 80 du DOO	Mobilisation du foncier non spécifié							Liste d'équipements non exhaustive...		
Objectif 8.2 - Anticiper les équipements et services de proximité	Réservé	Absence d'études d'impact sur les besoins en services liés à la croissance des habitations				Absence d'études d'impact sur les besoins en services liés à la croissance des habitations	Absence d'études d'impact sur les besoins en services liés à la croissance des habitations	Absence d'études d'impact sur les besoins en services liés à la croissance des habitations	Absence d'études d'impact sur les besoins en services liés à la croissance des habitations			
Objectif 8.3 - Déployer les réseaux de communications électroniques	Défavorable	Sous-évaluation majeure de cet enjeu sur l'attractivité du territoire et son dynamisme économique - Politique minimaliste par GMVA				Enjeu majeur totalement sous-évalué dans le SCOT				Enjeu majeur totalement sous-évalué dans le SCOT		Enjeu majeur totalement sous-évalué dans le SCOT
ORIENTATION 9 - CONFORTER L'ATTRACTIVITE ECONOMIQUE AU SERVICE DE L'EQUILIBRE DU TERRITOIRE												
Objectif 9.1 - Animer les centralités par les économies	Réservé	Il faut d'abord mieux définir les vocations des "centralités" et leur rôle intercommunal. Cela contribuera aussi à renforcer la cohésion de GMVA et d'éviter la dilution de nombreuses communes								Vocations à définir		Etude d'impact sur les emplois potentiels à faire
Objectif 9.2 - Promouvoir le développement de l'économie productive	Favorable	Ces pistes sont intéressantes, mais manque d'orientation pour les projeter										Etude d'impact à faire. Indicateurs à établir
Objectif 9.3 - Développer les fonctions tertiaires et supérieures du pôle d'agglomération	Réservé	Les fonctions tertiaires de GMVA ne peuvent se réduire au PEM										
Objectif 9.4 - Optimiser le foncier économique dédié	Réservé	Objectif très générique qui n'est pas une orientation du SCOT	La cartographie des ZAE et leur potentiel/rayonnement doivent être ajoutés au DOO du SCOT									
Objectif 9.5 - Développer l'offre touristique « quatre saisons »	Réservé	Cette piste doit être travaillée, mais nécessite un travail de base sur la demande différenciée sur les 123 mois de l'année et suivant les territoires. Elle est beaucoup trop générique et ne permet pas un suivi et bilan du SCOT dans les années à venir										

Analyse des indicateurs d'artificialisation, de croissance des logements et de la population sur la période du SCOT (vs 2000-2015)

	Superficie commune (ha)	Surface artificialisée (ha 2017) p32 diagnostic	Pourcentage surface artificialisée 2017	Surface articielisée 2007-2017 p33 diagnostic	% Augmentation artificialisation (2007-2017)	Prévision artifiacilisation SCOT (2020-2035) p22	% Augmentation artifiacilisation SCOT (2020-2035)	Population permanente	Total Logements (Princ.+secondaire) 2015	Nombre résidence principales 2015	Nb occupants par résidence principale	Population totale Sc1 (1 hbt/an res. second)	Population totale Sc2 (1,5 hbt/an res sec)	Nombre résidence secondaires 2015	Taux de résidence secondaires	Croissance nombre total logements 2009-2014	Pourcentage augmentation 2000-2015s	Prévision augmentation logements SCOT (2020-2035)	Pourcentage augmentation construction SCOT par rapport à 2009-2014	Augmentation de population (Augm. Logements)	Pourcentage augmentation population
Vannes	3230	1560	48,3%	162,9	10,4%	30	1,9%	53 290	32 747	31 047	1,7	54 990	55 840	1 700	5%	2 084	6,4%	7 500	120,0%	15000	28,1%
Arzon	893	370	41,4%	7,6	2,1%	4	1,1%	2 095	6 216	1 316	1,6	6 995	9 445	4 900	79%	136	2,2%	450	110,3%	900	43,0%
Arradon	1849	420	22,7%	17,1	4,1%	11	2,6%	5 413	3 243	2 643	2,0	6 013	6 313	600	19%	227	7,0%	750	110,1%	1500	27,7%
Tour du Parc	930	190	20,4%	11,2	5,9%	6	3,2%	1 233	1 056	686	1,8	1 603	1 788	370	35%	101	9,6%	330	108,9%	660	53,5%
Theix	4713	570	12,1%	35,4	6,2%	18	3,2%	7 907	3 564	3 414	2,3	8 057	8 132	150	4%	335	9,4%	1 050	104,5%	2100	26,6%
Le Hezo	489	60	12,3%	4,5	7,5%	2	3,3%	782	429	309	2,5	902	962	120	28%	25	5,8%	75	100,0%	150	19,2%
Surzur	5729	380	6,6%	34,2	9,0%	18	4,7%	4 224	1 979	1 799	2,3	4 404	4 494	180	9%	297	15,0%	870	97,6%	1740	41,2%
Sarzeau	6023	1180	19,6%	77,9	6,6%	16	1,4%	7 825	10 354	4 154	1,9	14 025	17 125	6 200	60%	837	8,1%	2 175	86,6%	4350	55,6%
Saint Armel	795	110	13,8%	5,6	5,1%	2	1,8%	894	729	529	1,7	1 094	1 194	200	27%	58	8,0%	150	86,2%	300	33,6%
Saint-Gildas de Rhuys	1528	400	26,2%	14,7	3,7%	3	0,8%	1 694	3 464	1 064	1,6	4 094	5 294	2 400	69%	170	4,9%	375	73,5%	750	44,3%
Larmor Baden	393	120	30,5%	1,4	1,2%	3	2,5%	907	999	499	1,8	1 407	1 657	500	50%	94	9,4%	180	63,8%	360	39,7%
Séné	1994	460	23,1%	28,0	6,1%	17	3,7%	8 943	5 005	4 605	1,9	9 343	9 543	400	8%	657	13,1%	1 125	57,1%	2250	25,2%
Ile aux Moines	320	130	40,6%	2,9	2,2%	1	0,8%	600	1 184	384	1,6	1 400	1 800	800	68%	63	5,3%	75	39,7%	150	25,0%
Tot. Echantillon	28886	5950	20,6%	403,4	6,8%	131	2,2%	95 807	70 969	52 449	1,8	114 327	123 587	18 520	26%	5 084	7,2%	15 105	99,0%	30 210	31,5%
Tot GMVA	80700	10440	12,9%	901,4	8,6%	354	3,4%	165 760	103 760						20%						
Pourcentage échantillon	35,8%	57,0%		44,8%		37,0%		57,8%	68,4%												0

De: Joel PANCIROLI <joel.panciroli@wanadoo.fr>
Envoyé: samedi 14 septembre 2019 15:24
À: enquete publique
Objet: Enquête publique SCOT GMVA
Pièces jointes: 001 (2).jpg

This email was scanned by Bitdefender

Mr. PANCIROLI

3,Rue Constantin Le Priol

56150 BAUD

Madame la Présidente de la Commission d'enquête unique SCOT et PDU
Golfe du Morbihan Vannes agglomération
30 rue Alfred Kastler PIBS
CS 70206
56006 VANNES CEDEX

Madame,

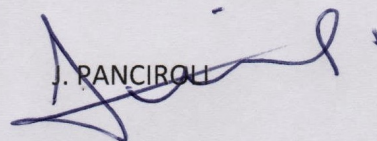
Je suis propriétaire d'un terrain à Groix, viabilisé raccordé EDF et assainissement, entouré d'habitations qui m'a été vendu et taxé comme officiellement constructible et devenu inconstructible par les pérégrinations des lois littoral et Allur qui ont amenées à son classement en zone agricole mais dont aucun agriculteur ne veut , car impossible à exploiter au milieu d'habitations, surtout avec le durcissement des règlements d'épandage de pesticides !

C'est pourquoi, bien que pas directement concerné par le SCOT de l'agglomération de Vannes je vous demande, pour celui-ci, une prise en compte de l'esprit de la loi ELAN qui consiste à revenir à une protection raisonnable et efficace de la nature en comblant des dents creuses, ce qui épargnera l'utilisation de nouvelles surfaces (souvent agricoles) pour construire.

Dans cet esprit et dans son texte il n'a jamais été question de limiter cette loi à des zones comportant un nombre déterminé d'habitations comme le projet de SCOT de l'agglomération de Vannes.

En conséquence je demande au SCOT de GMVA une application de SDU qui ne fixe pas de nombre de constructions, conformément à la loi ELAN.

Veuillez croire, Madame la Présidente, à mes salutations distinguées.


J. PANCIROLI

De: Annick Birien <annickbirien@orange.fr>
Envoyé: dimanche 15 septembre 2019 08:17
À: enquete publique
Objet: enquete pubique

- [VINCI](#)

Madame la présidente,

J'apporte mon soutien à la requête des Plumés du Morbihan pour qu'il n'y est pas de nombre dans la définition des SDU. Mes sentiments respectueux.

Annick Birien

This email was scanned by Bitdefender

De: bonno.claude@bbox.fr
Envoyé: lundi 16 septembre 2019 10:07
À: enquete publique
Objet: requete

envoi de : Bonno Annie et Cl aude
41 rue abbe philippe le gall
56400 AURAY

Nous soutenons la requête des plumés du Morbihan, a savoir qu'il n'y ait pas de nombre dans la définition des SDU en aucun cas, il n'y a aucun chiffre dans la loi ELAN

La constructibilité des petites parcelles entourées de maisons et en bordure de voie, est une question de bon sens. Elles n'intéressent pas les agriculteurs qui ont maintenant de gros engins, ça deviendra des friches.

En attendant notre terrain est invendable et nous avons besoin d'argent, en retraite et avec des problèmes de santé

des plumés en colère

This email was scanned by Bitdefender

**Demande de classification en « constructible » du terrain cadastré n°324 - section AL
situé sur la commune du Tour du Parc**

Etant fils de la propriétaire du terrain cadastré n° 324 section AL situé sur la commune du Tour du Parc, je demande qu'il soit classé en « constructible ». C'est en effet ainsi que l'a évalué le notaire lors du partage des biens à l'occasion de la succession qui en a rendu ma mère propriétaire.

De nombreux arguments plaident en faveur de ce classement :

- Il existe déjà un bâtiment sur ce terrain (garage avec petite pièce de rangement)
- Il se situe dans une zone déjà urbanisée
- Il n'est pas à proximité du rivage puisque des maisons sont construites entre lui et le rivage aussi bien devant que derrière
- Il est d'une superficie suffisante pour ne pas créer une urbanisation trop dense.

Merci de bien vouloir tenir compte de ces observations et de donner une suite favorable à cette demande qui pour moi revêt une importance certaine.

Thomas Gourrierc
1 impasse des Ajoncs
56370 Le Tour du Parc

Fait à Le Tour du Parc le 30 août 2019



Demande de classification en « constructible » du terrain cadastré n° 324 section AL situé sur la commune du Tour du Parc

Etant propriétaire du terrain cadastré n° 324 section AL situé sur la commune du Tour du Parc, je demande qu'il soit classé en constructible. C'est en effet ainsi que l'a évalué le notaire lors du partage des biens à l'occasion de la succession qui m'en a rendu propriétaire.

De nombreux arguments plaident en faveur de ce classement :

- Il existe déjà un bâtiment sur ce terrain (garage avec petite pièce de rangement)
- Il se situe dans une zone déjà urbanisée
- Il n'est pas à proximité du rivage puisque des maisons sont construites entre lui et le rivage aussi bien devant que derrière
- Il est d'une superficie suffisante pour ne pas créer une urbanisation trop dense.

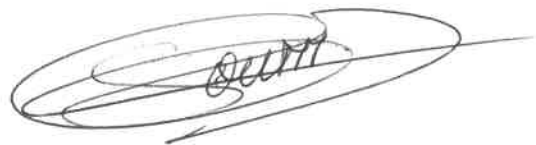
Je vous serais très obligée de bien vouloir tenir compte de ces observations et de donner une suite favorable à ma demande

Sylvaine Danic Gourrierc

1 impasse des Ajoncs

56370 Le Tour du Parc

Fait à le Tour du Parc le 30 août 2019



**Demande de classification en « constructible » du terrain cadastré n°324 - section AL
situé sur la commune du Tour du Parc**

Etant fils de la propriétaire du terrain cadastré n° 324 section AL situé sur la commune du Tour du Parc, je demande qu'il soit classé en « constructible ». C'est en effet ainsi que l'a évalué le notaire lors du partage des biens à l'occasion de la succession qui en a rendu ma mère propriétaire.

De nombreux arguments plaident en faveur de ce classement :

- Il existe déjà un bâtiment sur ce terrain (garage avec petite pièce de rangement)
- Il se situe dans une zone déjà urbanisée
- Il n'est pas à proximité du rivage puisque des maisons sont construites entre lui et le rivage aussi bien devant que derrière
- Il est d'une superficie suffisante pour ne pas créer une urbanisation trop dense.

Merci de bien vouloir tenir compte de ces observations et de donner une suite favorable à cette demande qui pour moi revêt une importance certaine.

Guillaume Gourrierc

7 rue Marie Le Franc
56370 Le Tour du parc

Fait à Le Tour du Parc le 26.08.2019



**Demande de classification en « constructible » du terrain cadastré n°324 - section AL
situé sur la commune du Tour du Parc**

Etant fils de la propriétaire du terrain cadastré n° 324 section AL situé sur la commune du Tour du Parc, je demande qu'il soit classé en « constructible ». C'est en effet ainsi que l'a évalué le notaire lors du partage des biens à l'occasion de la succession qui en a rendu ma mère propriétaire.

De nombreux arguments plaident en faveur de ce classement :

- Il existe déjà un bâtiment sur ce terrain (garage avec petite pièce de rangement)
- Il se situe dans une zone déjà urbanisée
- Il n'est pas à proximité du rivage puisque des maisons sont construites entre lui et le rivage aussi bien devant que derrière
- Il est d'une superficie suffisante pour ne pas créer une urbanisation trop dense.

Merci de bien vouloir tenir compte de ces observations et de donner une suite favorable à cette demande qui pour moi revêt une importance certaine.

Guillaume Gourrierc

7 rue Marie Le Franc
56370 Le Tour du parc

Fait à Le Tour du Parc le 26.08.2019



Mme Guérin Dominique – nom d'usage Lamothe
6 rue Taclet 75020 Paris
0642594458
dolg@outlook.fr

à Paris, le 01/09/2019

Propriétaire du terrain section AN parcelle 87 au Tour du Parc.
87 impasse des Genêts.
Acheté constructible Ub par acte notarié le 3 mars 1981
déclassé en zonage 1 AUb1 par le PLU du 12 juillet 2013



à Madame la Présidente de la Commission d'enquête unique
SCoT et PDU
Golfe du Morbihan - Vannes agglomération
Parc d'Innovation Bretagne Sud II
30 rue Alfred Kastler - CS 70206
56006 Vannes cedex

	AS	
	Exe	Info
Président		
Secrétariat Pdt		
DGE		
SG-Instances		
Ressources		
Env-Aménagt		
Attractivité-Dév		
Serv. population		

Objet : Spoliation à cause du déclassement PLU

J'avais acheté en 1981 une parcelle de terrain constructible jouxtant la maison de ma grand-mère, Mme Goursaud (parcelle 152 a). J'ai passé chez ma grand-mère de nombreuses vacances avec ma fille que j'élevais seule. Cette maison a ensuite appartenu à ma mère et à sa sœur qui l'ont vendue avant de mourir toutes deux. Je voulais alors faire construire pour remplacer cette maison vendue. Mais, fille unique, j'ai été fort occupée par la fin de vie de mon père en 2012, de ma mère et de sa sœur en 2015 et n'ai pas eu connaissance de l'enquête d'utilité publique menée avant le nouveau PLU de 2013.

Maintenant que je suis davantage disponible j'aurais voulu construire ou vendre. Rien n'est plus possible car il faut désormais que je le fasse en « opération groupée ». Ce qui est impossible :

Ma parcelle de 1693 m² est entourée de maisons individuelles et touche par un côté seulement aux autres parcelles de la zone 1AUb1. Je suis à l'extrémité de cette zone nouvellement créée. Les autres parcelles qui me suivent sont dans une situation tout à fait différente de la mienne car se sont des fonds de jardin tandis que moi je n'ai encore aucune habitation. Il y a pourtant sur mon terrain un compteur d'eau dont je me suis servi pendant plusieurs années avant de le faire arrêter et surtout j'ai toujours eu un accès par l'impasse des Genêts ce que les autres terrains mis en zone 1AUb1 n'ont pas.

De l'autre côté de l'impasse il semblerait que le propriétaire de l'hôtel *La Croix du Sud* ait obtenu lui, non pas de faire des logements sociaux, mais d'étendre les maisonnettes de son hôtel.

J'ai pourtant essayé de proposer mon terrain à des aménageurs qui ne peuvent rien en faire à cause de cet isolement. La mairie ne veut pas me le racheter, du reste je ne suis même pas électricienne et pas informée. Je ne peux rien faire, ni vendre ni construire.

Je me débats toute seule et sans conseil face à cette injustice. J'espère que vous pourrez m'aider. Le PLU ne pourrait-il être révisé ? La nouvelle zone 1 Aub1 reculée d'une seule parcelle ! Et que je revienne dans la zone constructible Ub.

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de mes sentiments respectueux.

Mme Lamothe Dominique.



De: Brangoulo Jacques <jacques.brangoulo@orange.fr>
Envoyé: lundi 16 septembre 2019 13:49
À: enquete publique
Objet: Enquête SCOT et PDU de GMVA
Pièces jointes: Courrier SCOT GMVA.pdf

Bonjour,

Veillez prendre en compte le courrier ci-joint exprimant l'opinion des PLUMES de Cohars-Carnoet 29360

Cordialement.

Jacques Brangoulo

This email was scanned by Bitdefender

De M^r Jacques BRANGOULO
Vice-Président des PLUMES de Clohars-Carnoët
KERRUNE
29360 Clohars-Carnoët

16 Septembre 2013

à M^{me} La présidente de la Commission d'enquête SCOT et PDU
30 rue Alfred Kastler
CS 70206
56006 VANNES CEDEX

Conc.: Enquête SCOT-PDU

Madame,

La loi ELAN, votée en Novembre dernier, offre la possibilité au travers du SCOT, de remédier aux anomalies apparues lors de l'élaboration des PLU, en ce qui concerne la non-constructibilité des "dents creuses" à l'intérieur des villages et hameaux. Le seuil de 25 habitations est inacceptable dans un document qui se veut pérenne. Un seuil couperet n'a aucun sens car le risque de contentieux n'est pas négligeable. Nous soutenons ainsi l'action de l'association des PLUMES du Morbihan.

Il nous semble plus logique que la constructibilité d'une "dent creuse" prenne en considération son intégration dans l'environnement, sa structuration par des voies de circulation et la proximité des réseaux publics (eau, électricité, assainissement, collecte des déchets)

Je vous prie de recevoir, Madame, mes respectueuses salutations

Jacques BRANGOULO



De: Peguenet Philippe <philippe.peguenet@orange.fr>
Envoyé: lundi 16 septembre 2019 18:12
À: enquete publique
Objet: Définition des secteurs déjà urbanisés dans le Scot
Pièces jointes: 20190905-GMVA-Enquete publique.pdf

Madame la présidente,

Je vous fais part de ma réclamation concernant la définition des secteurs déjà urbanisés dans le SCOT et vous demande de supprimer toute référence à un nombre d'habitations pour qualifier un SDU. Je soutiens la démarche de l'association "Les PLUmés du Morbihan " qui vous a adressé une requête dans ce sens.

Merci de prendre en considération ma demande.

M et Mme PEGUENET Philippe et Marie-Claude.

This email was scanned by Bitdefender



Kervignac le 6 septembre 2019

Golfe du Morbihan - Vannes agglomération
Madame la Présidente de la Commission d'enquête unique SCOT et PDU
30 rue Alfred Kastler - PIBS II
CS 70206
56006 VANNES CEDEX

Objet : Enquête Publique GMVA

Madame la Présidente de la commission d'enquête SCOT,

Notre association qui a compétence sur l'ensemble du Morbihan s'exprime légitimement sur l'enquête publique concernant le SCOT de GMVA. Cependant, nous nous exprimons également au nom des associations réunies au sein de la coordination des PLUmés de Bretagne, car nous sommes convaincus que ce SCOT fera jurisprudence pour les autres intercommunalités, en Bretagne et ailleurs, en ce qui concerne en particulier les critères qu'ont retenu les auteurs pour définir le Secteur Déjà Urbanisé. Nous exprimerons essentiellement sur ce point qui est un point de divergence profonde que nous avons déjà évoqué à deux reprises avec les élus de GMVA.

Tout d'abord, nous voudrions vous présenter brièvement le mouvement des PLUmés. Les PLUmés sont de petits propriétaires qui ont acheté pour construire (parfois en s'endettant) ou ont hérité lors d'une succession, un terrain qui était constructible au PLU ou au POS. Certains d'entre eux sont en possession de CU qui ont été renouvelées, voire de permis de construire en vigueur ou annuler.

La loi ALUR de 2014 a contraint les communes à mettre à jour leurs documents d'urbanisme. A cette occasion, des milliers de petits propriétaires en Bretagne ont perdu la constructibilité de leur terrain, ou ont vu leur jardin devenir une terre agricole, une zone naturelle.... Sans revenir sur les raisons qui ont conduit à cette situation et la responsabilité des uns et des autres, il convient de reconnaître que cette remise en cause est une véritable catastrophe avec les conséquences financières, familiales, humaines dont on n'a pas fini de mesurer les conséquences car on découvre chaque jour de nouveaux PLUmés.

C'est dans ce contexte qu'ont été créées les associations de PLUmés dont l'objectif est de permettre le retour à la constructibilité (sauf bien entendu pour des problèmes de sécurité ou d'intérêt public) de terrains qui l'étaient auparavant. Les actions menées par ces associations ont consisté à faire évoluer la loi, en place et lieu d'indemnisation. Pour ces gens concernés, leur terrain correspond à un projet de vie, avec une valeur souvent plus sentimentale qu'économique.

Plusieurs jugements ont condamné lourdement les communes à indemniser des propriétaires dont le terrain a été classé en U illégalement, au regard des règles en cours (loi littoral notamment). Potentiellement pour certaines communes (voire Bangor notamment) cela peut devenir une catastrophe économique, c'est pourquoi nous avons été très engagés dans la recherche d'une solution législative qui éviterait de se retourner contre les communes.

Juin 2019

@CAA_Nantes confirme la condamnation des communes finistériennes de Landunvez et Moëlan-Sur-Mer à verser respectivement 273.000 € et 241.046 € à des acheteurs à la suite du classement en U de terrains qui ne pouvaient être construits au regard de la loi littoral (L 121-8 CU)..

Juin 2018

Loi Littoral. La facture salée de Bangor inquiète les communes concernées

La loi ELAN, à laquelle nous avons beaucoup contribué, doit répondre à cette attente. C'est l'aboutissement d'une longue démarche ponctuée de beaucoup d'embûches.

Si l'objectif de la loi ELAN est bien de répondre à cette attente de bon sens nous sommes bien conscients qu'elle a ses limites dans la mesure où son écriture pose problème. Pour certains juristes elle sera inévitablement source de contentieux.

Tweet O. Lozachmeur

@droit_littoral O. Lozachmeur @droit_littoral · 17 oct. 2018



Ce midi, impossible pour 5 "habitués" de la loi littoral de s'accorder sur une lecture commune de la nouvelle version de l'article L 121-8 du CU issue de la loi ELAN. Comblent les dents creuses sera bien compliqué.... Amis avocats, dites merci au législateur, vous aurez du travail

Pour notre part, nous reconnaissons cette limite mais en même temps nous estimons avec d'autres juristes, que la loi telle qu'elle est écrite permet aux élus locaux de répondre aux attentes de leurs concitoyens. Elle leur donne des marges de manœuvre. La notion de Secteur Déjà Urbanisé reste à inventer et c'est bien sur le terrain que l'on trouvera les bonnes réponses. Pour notre part nous **ne pouvons accepter que les critères de qualification des SDU retiennent un nombre d'habitations**. En effet, la loi ne le prévoit pas et surtout un seuil couperet n'a aucun sens. La loi n'a pas fixé de nombre, mais elle précise très clairement que l'extension d'urbanisation (*il serait sans doute plus judicieux de parler de densification*) doit se faire au sein du périmètre, sans extension possible, du Secteur Déjà Urbanisé. C'est donc bien cette **notion de périmètre** qu'il faut prendre en compte, ainsi que **le potentiel de comblement des dents creuses, dans un groupement existant de plusieurs habitations**.

C'est ainsi qu'on peut répondre notamment à l'attente des PLUmés, mais aussi à l'un des principes posés par la loi ELAN à savoir la limitation de la consommation terrains agricoles et la densification.

Il nous paraît en effet plus logique, et de bon sens, de densifier ce qui peut l'être plutôt que de consommer la terre agricole autour des bourgs, comme on le constate un peu partout. *N'existerait-il qu'un modèle unique d'aménagement pour produire du logement ?*

Juin 2019

On nous opposera sans doute le mitage. Faux procès. Le mitage existe depuis toujours en Bretagne, c'est une des caractéristiques d'un mode de vie, d'un aménagement qui est très apprécié de nos visiteurs. Il caractérise, et façonne nos paysages. Sauf à vouloir supprimer les hameaux et lieu-dit, le mitage continuera à exister et la desserte en services publics aussi. Il est donc de bonne gestion que de densifier, pour "rentabiliser" ces services.

La loi Littoral est considérée comme une loi anti-mitage. Autant nous pouvons comprendre que l'on ne peut plus construire partout comme dans les années 60, autant il n'est pas soutenable et raisonnable de ne pas permettre la densification au sein des hameaux et lieu-dit. Le juge lui-même jusqu'en 2013 considérait qu'un projet situé dans un espace urbanisé ne constitue pas une extension d'urbanisation. (Voiie notamment TA de Rennes Pluneret N° 043782)

Les élus de GMVA (comme la plupart des élus) comprennent et soutiennent notre problématique, mais sont très prudents pour ne pas faire "*prendre aux communes des risques inconsidérés*". A l'évidence, si le seuil de 25 constructions est maintenu, nous n'aurons pas avancé d'un iota. Et pour les milliers spoliés ils n'auront d'autre choix que de saisir le juge pour indemnisation de leur préjudice par les communes. Déjà des actions individuelles sont en cours, ainsi qu'une étude pour une action de groupe. A ce propos nous attirons votre attention sur le fait que le SCOT reconnaît l'occupation illégale de terrains par des campeurs-caravaniers et propose des solutions (secteurs de repli et échanges). Cette occupation illégale a été autorisée à un moment, elle présente des similitudes avec la problématique des PLUmés dont le terrain a été classé en U, avant d'être déclassé. Pour les PLUmés le SCOT ne présente pas de solutions alternatives !

En conclusion nous demandons de :

- **De supprimer toute référence à un nombre d'habitations** pour qualifier un SDU
- D'identifier et lister en milieu rural, comme dans les communes littorales, les agglomérations, villages et SDU

La Bretagne et la très grande majorité de ses élus se sont mobilisées pour faire évoluer la loi, et redonner la main au législateur. La loi ELAN, malgré ses incertitudes, leur donne les moyens d'agir pour répondre aux attentes de milliers de petits propriétaires spoliés. Le Conseil d'Etat (décision n° 2018-772 DC du 15 novembre 2018) a jugé que la loi ELAN ne remet pas en cause la loi Littoral, les élus n'ont pas à choisir entre protection du littoral et loi ELAN. Ils devront répondre ou pas à leurs concitoyens, qui leur demandent de faire un choix politique.

Recevez, Madame la présidente nos salutations respectueuses.

Le Président,

François JEHANNO

De: MRYJR <mryjr2006@orange.fr>
Envoyé: lundi 16 septembre 2019 21:26
À: enquete publique
Objet: soutien aux plumés du morbihan
Pièces jointes: lettre PLUmes Morbihan.pdf

je suis dans ce cas des dents creuses spoliées par une réglementation inique.

Jacques MAURY

Le Bois Grand
15130 VEZAC

This email was scanned by Bitdefender



Kervignac le 6 septembre 2019

Golfe du Morbihan - Vannes agglomération
Madame la Présidente de la Commission d'enquête unique SCOT et PDU
30 rue Alfred Kastler - PIBS II
CS 70206
56006 VANNES CEDEX

Objet : Enquête Publique GMVA

Madame la Présidente de la commission d'enquête SCOT,

Notre association qui a compétence sur l'ensemble du Morbihan s'exprime légitimement sur l'enquête publique concernant le SCOT de GMVA. Cependant, nous nous exprimons également au nom des associations réunies au sein de la coordination des PLUmés de Bretagne, car nous sommes convaincus que ce SCOT fera jurisprudence pour les autres intercommunalités, en Bretagne et ailleurs, en ce qui concerne en particulier les critères qu'ont retenu les auteurs pour définir le Secteur Déjà Urbanisé. Nous exprimerons essentiellement sur ce point qui est un point de divergence profonde que nous avons déjà évoqué à deux reprises avec les élus de GMVA.

Tout d'abord, nous voudrions vous présenter brièvement le mouvement des PLUmés. Les PLUmés sont de petits propriétaires qui ont acheté pour construire (parfois en s'endettant) ou ont hérité lors d'une succession, un terrain qui était constructible au PLU ou au POS. Certains d'entre eux sont en possession de CU qui ont été renouvelées, voire de permis de construire en vigueur ou annuler.

La loi ALUR de 2014 a contraint les communes à mettre à jour leurs documents d'urbanisme. A cette occasion, des milliers de petits propriétaires en Bretagne ont perdu la constructibilité de leur terrain, ou ont vu leur jardin devenir une terre agricole, une zone naturelle.... Sans revenir sur les raisons qui ont conduit à cette situation et la responsabilité des uns et des autres, il convient de reconnaître que cette remise en cause est une véritable catastrophe avec les conséquences financières, familiales, humaines dont on n'a pas fini de mesurer les conséquences car on découvre chaque jour de nouveaux PLUmés.

C'est dans ce contexte qu'ont été créées les associations de PLUmés dont l'objectif est de permettre le retour à la constructibilité (sauf bien entendu pour des problèmes de sécurité ou d'intérêt public) de terrains qui l'étaient auparavant. Les actions menées par ces associations ont consisté à faire évoluer la loi, en place et lieu d'indemnisation. Pour ces gens concernés, leur terrain correspond à un projet de vie, avec une valeur souvent plus sentimentale qu'économique.

Plusieurs jugements ont condamné lourdement les communes à indemniser des propriétaires dont le terrain a été classé en U illégalement, au regard des règles en cours (loi littoral notamment). Potentiellement pour certaines communes (voire Bangor notamment) cela peut devenir une catastrophe économique, c'est pourquoi nous avons été très engagés dans la recherche d'une solution législative qui éviterait de se retourner contre les communes.

Juin 2019

@CAA_Nantes confirme la condamnation des communes finistériennes de Landunvez et Moëlan-Sur-Mer à verser respectivement 273.000 € et 241.046 € à des acheteurs à la suite du classement en U de terrains qui ne pouvaient être construits au regard de la loi littoral (L 121-8 CU)..

Juin 2018

Loi Littoral. La facture salée de Bangor inquiète les communes concernées

La loi ELAN, à laquelle nous avons beaucoup contribué, doit répondre à cette attente. C'est l'aboutissement d'une longue démarche ponctuée de beaucoup d'embûches.

Si l'objectif de la loi ELAN est bien de répondre à cette attente de bon sens nous sommes bien conscients qu'elle a ses limites dans la mesure où son écriture pose problème. Pour certains juristes elle sera inévitablement source de contentieux.

Tweet O. Lozachmeur

@droit_littoral O. Lozachmeur @droit_littoral · 17 oct. 2018



Ce midi, impossible pour 5 "habitués" de la loi littoral de s'accorder sur une lecture commune de la nouvelle version de l'article L 121-8 du CU issue de la loi ELAN. Comblés les dents creuses sera bien compliqué.... Amis avocats, dites merci au législateur, vous aurez du travail

Pour notre part, nous reconnaissons cette limite mais en même temps nous estimons avec d'autres juristes, que la loi telle qu'elle est écrite permet aux élus locaux de répondre aux attentes de leurs concitoyens. Elle leur donne des marges de manœuvre. La notion de Secteur Déjà Urbanisé reste à inventer et c'est bien sur le terrain que l'on trouvera les bonnes réponses. Pour notre part nous **ne pouvons accepter que les critères de qualification des SDU retiennent un nombre d'habitations**. En effet, la loi ne le prévoit pas et surtout un seuil couperet n'a aucun sens. La loi n'a pas fixé de nombre, mais elle précise très clairement que l'extension d'urbanisation (*il serait sans doute plus judicieux de parler de densification*) doit se faire au sein du périmètre, sans extension possible, du Secteur Déjà Urbanisé. C'est donc bien cette **notion de périmètre** qu'il faut prendre en compte, ainsi que **le potentiel de comblement des dents creuses, dans un groupement existant de plusieurs habitations**.

C'est ainsi qu'on peut répondre notamment à l'attente des PLUmés, mais aussi à l'un des principes posés par la loi ELAN à savoir la limitation de la consommation terrains agricoles et la densification.

Il nous paraît en effet plus logique, et de bon sens, de densifier ce qui peut l'être plutôt que de consommer la terre agricole autour des bourgs, comme on le constate un peu partout. *N'existerait-il qu'un modèle unique d'aménagement pour produire du logement ?*

Juin 2019

On nous opposera sans doute le mitage. Faux procès. Le mitage existe depuis toujours en Bretagne, c'est une des caractéristiques d'un mode de vie, d'un aménagement qui est très apprécié de nos visiteurs. Il caractérise, et façonne nos paysages. Sauf à vouloir supprimer les hameaux et lieu-dit, le mitage continuera à exister et la desserte en services publics aussi. Il est donc de bonne gestion que de densifier, pour "rentabiliser" ces services.

La loi Littoral est considérée comme une loi anti-mitage. Autant nous pouvons comprendre que l'on ne peut plus construire partout comme dans les années 60, autant il n'est pas soutenable et raisonnable de ne pas permettre la densification au sein des hameaux et lieu-dit. Le juge lui-même jusqu'en 2013 considérait qu'un projet situé dans un espace urbanisé ne constitue pas une extension d'urbanisation. (Voiure notamment TA de Rennes Pluneret N° 043782)

Les élus de GMVA (comme la plupart des élus) comprennent et soutiennent notre problématique, mais sont très prudents pour ne pas faire "*prendre aux communes des risques inconsidérés*". A l'évidence, si le seuil de 25 constructions est maintenu, nous n'aurons pas avancé d'un iota. Et pour les milliers spoliés ils n'auront d'autre choix que de saisir le juge pour indemnisation de leur préjudice par les communes. Déjà des actions individuelles sont en cours, ainsi qu'une étude pour une action de groupe. A ce propos nous attirons votre attention sur le fait que le SCOT reconnaît l'occupation illégale de terrains par des campeurs-caravaniers et propose des solutions (secteurs de repli et échanges). Cette occupation illégale a été autorisée à un moment, elle présente des similitudes avec la problématique des PLUmés dont le terrain a été classé en U, avant d'être déclassé. Pour les PLUmés le SCOT ne présente pas de solutions alternatives !

En conclusion nous demandons de :

- **De supprimer toute référence à un nombre d'habitations** pour qualifier un SDU
- D'identifier et lister en milieu rural, comme dans les communes littorales, les agglomérations, villages et SDU

La Bretagne et la très grande majorité de ses élus se sont mobilisées pour faire évoluer la loi, et redonner la main au législateur. La loi ELAN, malgré ses incertitudes, leur donne les moyens d'agir pour répondre aux attentes de milliers de petits propriétaires spoliés. Le Conseil d'Etat (décision n° 2018-772 DC du 15 novembre 2018) a jugé que la loi ELAN ne remet pas en cause la loi Littoral, les élus n'ont pas à choisir entre protection du littoral et loi ELAN. Ils devront répondre ou pas à leurs concitoyens, qui leur demandent de faire un choix politique.

Recevez, Madame la présidente nos salutations respectueuses.

Le Président,

François JEHANNO

De: Association Les PLUmés de Moëlan-sur-mer
<lesplumesdemoelansurmer@gmail.com>
Envoyé: lundi 16 septembre 2019 21:37
À: enquete publique; lesplumesdumorbihan56@gmail.com; PLUmés Coordination
Cc: plui@quimperle-co.bzh; erwan.balanant@assemblee-nationale.fr
Objet: enquête publique GMVA. SDU loi ELAN. Courrier des plumesdumorbihan en pièce jointe.
Pièces jointes: 20190905-GMVA-Enquete publique.pdf

Madame la présidente de la commission d'enquête SCOT de Vannes Agglomération,
le schéma de cohérence territoriale détermine les critères d'identification des **secteurs déjà urbanisés** prévus à l'article 121-8 et en définit la localisation.
il doit tenir compte des paysages, de l'environnement, des particularités locales et de la capacité d'accueil du territoire ; ces dispositions de l'article L 121-3 du code de l'urbanisme ne font pas référence à un nombre quelconque d'habitations.
les personnes publiques ont décidé malgré tout d'en faire un critère pour les SDU.
Ainsi 20 habitations pour le scot du pays de brest, 25 pour GMVA, 30 pour Lannion Tregor Communauté.
L'égalité devant la Loi est mise à mal. De coûteux contentieux suivront probablement.
Les particularités locales sont par contre prévues par la Loi pour l'identification des SDU :
nos particularités bretonnes ont été voulues par nos générations précédentes pour un mode de vie exemplaire loin des quartiers périphériques des villes.
elles consistent en un regroupement d'habitations sans nombre défini.

Instaurer le nombre d'habitations comme un critère d'identification des SDU va à l'encontre de la prise en compte des particularités locales voulues par le législateur(notre député est en copie de ce message).
les PLUmés de Moëlan sur mer s'associent aux PLUmés du Morbihan pour demander le retrait de l'article controversé du scot de votre territoire.
cordialement

le bureau de l'association des PLUmés de moëlan sur mer.

This email was scanned by Bitdefender



Kervignac le 6 septembre 2019

Golfe du Morbihan - Vannes agglomération
Madame la Présidente de la Commission d'enquête unique SCOT et PDU
30 rue Alfred Kastler - PIBS II
CS 70206
56006 VANNES CEDEX

Objet : Enquête Publique GMVA

Madame la Présidente de la commission d'enquête SCOT,

Notre association qui a compétence sur l'ensemble du Morbihan s'exprime légitimement sur l'enquête publique concernant le SCOT de GMVA. Cependant, nous nous exprimons également au nom des associations réunies au sein de la coordination des PLUmés de Bretagne, car nous sommes convaincus que ce SCOT fera jurisprudence pour les autres intercommunalités, en Bretagne et ailleurs, en ce qui concerne en particulier les critères qu'ont retenu les auteurs pour définir le Secteur Déjà Urbanisé. Nous exprimerons essentiellement sur ce point qui est un point de divergence profonde que nous avons déjà évoqué à deux reprises avec les élus de GMVA.

Tout d'abord, nous voudrions vous présenter brièvement le mouvement des PLUmés. Les PLUmés sont de petits propriétaires qui ont acheté pour construire (parfois en s'endettant) ou ont hérité lors d'une succession, un terrain qui était constructible au PLU ou au POS. Certains d'entre eux sont en possession de CU qui ont été renouvelées, voire de permis de construire en vigueur ou annuler.

La loi ALUR de 2014 a contraint les communes à mettre à jour leurs documents d'urbanisme. A cette occasion, des milliers de petits propriétaires en Bretagne ont perdu la constructibilité de leur terrain, ou ont vu leur jardin devenir une terre agricole, une zone naturelle.... Sans revenir sur les raisons qui ont conduit à cette situation et la responsabilité des uns et des autres, il convient de reconnaître que cette remise en cause est une véritable catastrophe avec les conséquences financières, familiales, humaines dont on n'a pas fini de mesurer les conséquences car on découvre chaque jour de nouveaux PLUmés.

C'est dans ce contexte qu'ont été créées les associations de PLUmés dont l'objectif est de permettre le retour à la constructibilité (sauf bien entendu pour des problèmes de sécurité ou d'intérêt public) de terrains qui l'étaient auparavant. Les actions menées par ces associations ont consisté à faire évoluer la loi, en place et lieu d'indemnisation. Pour ces gens concernés, leur terrain correspond à un projet de vie, avec une valeur souvent plus sentimentale qu'économique.

Plusieurs jugements ont condamné lourdement les communes à indemniser des propriétaires dont le terrain a été classé en U illégalement, au regard des règles en cours (loi littoral notamment). Potentiellement pour certaines communes (voire Bangor notamment) cela peut devenir une catastrophe économique, c'est pourquoi nous avons été très engagés dans la recherche d'une solution législative qui éviterait de se retourner contre les communes.

Juin 2019

@CAA_Nantes confirme la condamnation des communes finistériennes de Landunvez et Moëlan-Sur-Mer à verser respectivement 273.000 € et 241.046 € à des acheteurs à la suite du classement en U de terrains qui ne pouvaient être construits au regard de la loi littoral (L 121-8 CU)..

Juin 2018

Loi Littoral. La facture salée de Bangor inquiète les communes concernées

La loi ELAN, à laquelle nous avons beaucoup contribué, doit répondre à cette attente. C'est l'aboutissement d'une longue démarche ponctuée de beaucoup d'embûches.

Si l'objectif de la loi ELAN est bien de répondre à cette attente de bon sens nous sommes bien conscients qu'elle a ses limites dans la mesure où son écriture pose problème. Pour certains juristes elle sera inévitablement source de contentieux.

Tweet O. Lozachmeur

@droit_littoral O. Lozachmeur @droit_littoral · 17 oct. 2018
Ce midi, impossible pour 5 "habitués" de la loi littoral de s'accorder sur une lecture commune de la nouvelle version de l'article L 121-8 du CU issue de la loi ELAN. Comblé les dents creuses sera bien compliqué.... Amis avocats, dites merci au législateur, vous aurez du travail

Pour notre part, nous reconnaissons cette limite mais en même temps nous estimons avec d'autres juristes, que la loi telle qu'elle est écrite permet aux élus locaux de répondre aux attentes de leurs concitoyens. Elle leur donne des marges de manœuvre. La notion de Secteur Déjà Urbanisé reste à inventer et c'est bien sur le terrain que l'on trouvera les bonnes réponses. Pour notre part nous **ne pouvons accepter que les critères de qualification des SDU retiennent un nombre d'habitations**. En effet, la loi ne le prévoit pas et surtout un seuil couperet n'a aucun sens. La loi n'a pas fixé de nombre, mais elle précise très clairement que l'extension d'urbanisation (*il serait sans doute plus judicieux de parler de densification*) doit se faire au sein du périmètre, sans extension possible, du Secteur Déjà Urbanisé. C'est donc bien cette **notion de périmètre** qu'il faut prendre en compte, ainsi que **le potentiel de comblement des dents creuses, dans un groupement existant de plusieurs habitations**.

C'est ainsi qu'on peut répondre notamment à l'attente des PLUmés, mais aussi à l'un des principes posés par la loi ELAN à savoir la limitation de la consommation terrains agricoles et la densification.

Il nous paraît en effet plus logique, et de bon sens, de densifier ce qui peut l'être plutôt que de consommer la terre agricole autour des bourgs, comme on le constate un peu partout. *N'existerait-il qu'un modèle unique d'aménagement pour produire du logement ?*

Juin 2019

On nous opposera sans doute le mitage. Faux procès. Le mitage existe depuis toujours en Bretagne, c'est une des caractéristiques d'un mode de vie, d'un aménagement qui est très apprécié de nos visiteurs. Il caractérise, et façonne nos paysages. Sauf à vouloir supprimer les hameaux et lieu-dit, le mitage continuera à exister et la desserte en services publics aussi. Il est donc de bonne gestion que de densifier, pour "rentabiliser" ces services.

La loi Littoral est considérée comme une loi anti-mitage. Autant nous pouvons comprendre que l'on ne peut plus construire partout comme dans les années 60, autant il n'est pas soutenable et raisonnable de ne pas permettre la densification au sein des hameaux et lieu-dit. Le juge lui-même jusqu'en 2013 considérait qu'un projet situé dans un espace urbanisé ne constitue pas une extension d'urbanisation. (Voiie notamment TA de Rennes Pluneret N° 043782)

Les élus de GMVA (comme la plupart des élus) comprennent et soutiennent notre problématique, mais sont très prudents pour ne pas faire "*prendre aux communes des risques inconsidérés*". A l'évidence, si le seuil de 25 constructions est maintenu, nous n'aurons pas avancé d'un iota. Et pour les milliers spoliés ils n'auront d'autre choix que de saisir le juge pour indemnisation de leur préjudice par les communes. Déjà des actions individuelles sont en cours, ainsi qu'une étude pour une action de groupe. A ce propos nous attirons votre attention sur le fait que le SCOT reconnaît l'occupation illégale de terrains par des campeurs-caravaniers et propose des solutions (secteurs de repli et échanges). Cette occupation illégale a été autorisée à un moment, elle présente des similitudes avec la problématique des PLUmés dont le terrain a été classé en U, avant d'être déclassé. Pour les PLUmés le SCOT ne présente pas de solutions alternatives !

En conclusion nous demandons de :

- **De supprimer toute référence à un nombre d'habitations** pour qualifier un SDU
- D'identifier et lister en milieu rural, comme dans les communes littorales, les agglomérations, villages et SDU

La Bretagne et la très grande majorité de ses élus se sont mobilisées pour faire évoluer la loi, et redonner la main au législateur. La loi ELAN, malgré ses incertitudes, leur donne les moyens d'agir pour répondre aux attentes de milliers de petits propriétaires spoliés. Le Conseil d'Etat (décision n° 2018-772 DC du 15 novembre 2018) a jugé que la loi ELAN ne remet pas en cause la loi Littoral, les élus n'ont pas à choisir entre protection du littoral et loi ELAN. Ils devront répondre ou pas à leurs concitoyens, qui leur demandent de faire un choix politique.

Recevez, Madame la présidente nos salutations respectueuses.

Le Président,

François JEHANNO

De: les PLUmés du morbihan <lesplumesdumorbihan56@gmail.com>
Envoyé: lundi 16 septembre 2019 22:24
À: Association Les PLUmés de Moëlan-sur-mer
Cc: enquete publique; PLUmés Coordination; plui@quimperle-co.bzh; erwan.balanant@assemblee-nationale.fr
Objet: Re: enquête publique GMVA. SDU loi ELAN. Courrier des plumesdumorbihan en pièce jointe.

Merci pour ces précisions.

François Jehanno Président des PLUmés du Morbihan

Le lun. 16 sept. 2019 à 21:36, Association Les PLUmés de Moëlan-sur-mer

<lesplumesdemoelansurmer@gmail.com> a écrit :

Madame la présidente de la commission d'enquête SCOT de Vannes Agglomération, le schéma de cohérence territoriale détermine les critères d'identification des **secteurs déjà urbanisés** prévus à l'article 121-8 et en définit la localisation. il doit tenir compte des paysages, de l'environnement, des particularités locales et de la capacité d'accueil du territoire ; ces dispositions de l'article L 121-3 du code de l'urbanisme ne font pas référence à un nombre quelconque d'habitations. les personnes publiques ont décidé malgré tout d'en faire un critère pour les SDU. Ainsi 20 habitations pour le scot du pays de brest, 25 pour GMVA, 30 pour Lannion Tregor Communauté. L'égalité devant la Loi est mise à mal. De coûteux contentieux suivront probablement. Les particularités locales sont par contre prévues par la Loi pour l'identification des SDU : nos particularités bretonnes ont été voulues par nos générations précédentes pour un mode de vie exemplaire loin des quartiers périphériques des villes. elles consistent en un regroupement d'habitations sans nombre défini.

Instaurer le nombre d'habitations comme un critère d'identification des SDU va à l'encontre de la prise en compte des particularités locales voulues par le législateur(notre député est en copie de ce message). les PLUmés de Moëlan sur mer s'associent aux PLUmés du Morbihan pour demander le retrait de l'article controversé du scot de votre territoire.
cordialement

le bureau de l'association des PLUmés de moëlan sur mer.

--

François JEHANNO
Président des Plumés du Morbihan
02 97 24 67 93 - 06 82 37 04 95
francois.jehanno@wanadoo.fr

This email was scanned by Bitdefender

De: Georges PEYSSONNERIE <georges.peyssonnerie@orange.fr>
Envoyé: lundi 16 septembre 2019 22:56
À: enquete publique
Objet: requete a l'enquete publique

Aux membres de la commission d'enquête SCOT de GMV

M,M,

Dans le cadre de cette commission d'enquête,

(Avec entre autres les PLUmes de crozon 29eux ici aussi, confrontes au même contexte !)

Je viens en soutien :

Aux propriétaires de "terrain réputé à bâtir" qui ne serait plus constructible,

si était retenu le chiffre proposé, de 25 maison minimum (Alors que la loi ne précise aucun chiffre)

pour critère de densité en habitat existant, permettant de construire sur un terrain en dent creuse !

Car ce serait aller contre la loi ELAN LITTORAL récemment modifiée fin 2018 (suite aux remontées de terrain des élus !) justement pour éviter un gel généralisé de millions de terrains dans cette situation, ceci, provoquant une désertification des campagnes, désastreuse pour l'économie, pour l'activité "du secteur de la construction" le seul encore vivant et présent sur l'ensemble du territoire !

Conséquence de cette doctrine, une "chute du nombre des constructions" faute de terrain constructibles (sans prendre sur les terres agricoles !) Chute des logements, de l'emploi, et corollaire chute des rentrées fiscales taxes TVA, HABITATION, FONCIER, AMENAGEMENT, ASSAINISSEMENT, DECHETS et consommables: eau, edf, gaz, telephone, tv, et, etc, etc !

Et aussi, moins d'habitants faute de logements: donc pertes de classes, d'écoles et dotations allant de paire, etc !

Et encore qui voudrait investir dans un terrain à bâtir en Bretagne, qui ne le serait plus le lendemain?

Surtout cette proposition irait à " l'encontre de la volonté du Président de la République" qui a déclaré à plusieurs reprises la nécessité de combler les dents creuses, de construire dans les dents creuses: ,

A fin d'éradiquer le dramatique "problème du manque de logement de la FRANCE" !

Un aspect à ne pas négliger, en ces temps de tension, la colère qui monte au fur et à mesure que les gens découvrent que leur propriété leur terrain réputé à bâtir ne le serait plus, leur apportant de graves préjudices morales, financiers !

De plus ils auraient obligation de l'entretenir tailler les haies tondre, débroussailler ! faute de quoi ils seraient verbalisés !

Aussi certains ont lancé des procédures au tribunal administratif, avec demande d'indemnisation !

Je vous prie donc de ne pas mentionner de chiffre ici (ce serait la voie de la raison)
et le respect des lois votées par les élus de la République !

M,M, Avec mes sentiments les meilleurs

This email was scanned by Bitdefender

De: bonno.claude@bbox.fr
Envoyé: mardi 17 septembre 2019 09:49
À: enquete publique
Objet: requête

envoi de: Dano ludovic et isabelle
kersily plouharnel

Nous soutenons la requête des plumés du morbihan ,c'est à dire pas de nombre dans la définition des SDU.Il n'y a aucun chiffre dans la loi ELAN.

Les terrains qui ont été constructibles doivent le restés ,car ces terrains ont été achetés au prix fort.

This email was scanned by Bitdefender

De: frederic castelnau <frederic1.castelnau@sfr.fr>
Envoyé: mardi 17 septembre 2019 09:56
À: enquete publique
Cc: Association LesPLUmes du Morbihan
Objet: SCOT du pays de Vannes

Bonjour Madame la présidente,

En tant que membre de l'association "Les PLUmés du Morbihan » et en tant que spolié (gravement) par le nouveau PLU de ma commune,
je soutiens la position de mon association qui est la suivante:

« Je demande au SCOT une application de bon sens
du SDU c'est à dire qu'il ne fixe pas de nombre de constructions,
conformément à la loi ELAN. »

Veillez recevoir mes meilleures salutations.

Frédéric Castelnau

This email was scanned by Bitdefender

De: yves.talhouet@sfr.fr
Envoyé: mardi 17 septembre 2019 14:32
À: enquete publique
Objet: Madame la Présidente de la Commission d'enquête unique SCot et PDU

. Observations concernant les projets de SCot et PDU :

La transition énergétique que nous impose le respect de ne pas dépasser de plus de 1,5 à 2 °C le réchauffement de notre planète est bien évoqué dans ces deux documents . Mais je pense que l'importance de tous les changements que va induire la dé-carbonisation de notre économie ne sont pas assez pris en compte .

Etat actuel : consommation de l' énergie en France , 70% d'origine fossile carbonée, 20% nucléaire, 5% hydraulique , 5% éolien et photovoltaïque . L'importance des énergies carbonées dans notre économie a une telle importance que notre façon de consommer doit prendre en compte :pour chaque kWh :sobriété , efficacité

Cette répartition donne 10 tonnes de CO₂ par habitant et par an , l'objectif étant de réduire ces émissions à 3 tonnes de CO₂ par habitant et par an entre 2020 et 2050., ce qui représente une diminution de l'ordre de 7 à 10% par an pour obtenir la neutralité carbone

Pour atteindre ces objectifs il paraît indispensable de diminuer notre consommation dans tous les domaines avec pour conséquence un impact important sur l'emploi

Un des levier important pour diminuer le transport des biens , donc diminuer l'impact carbone est ce qu'on appelle l'économie circulaire , pour cela définir pour chaque territoire agglomération , département, région les besoins de façon à adapter la production

PDU Axe 6 - 20 s'engager dans l'innovation : l'hydrogène . actuellement 95% de l'hydrogène consommé provient du vaporéformage d'énergies fossiles carbonées donc avec dégagement de CO₂ donc sans diminution des nos émissions de GES. La deuxième façon d'obtenir de l'hydrogène est l'électrolyse de l' eau. Cette technique est difficilement envisageable car son rendement de l'ordre de 25% ne prend pas en compte les critères de sobriété et d' efficacité . Je pense donc que avant de subventionner l'utilisation de l'hydrogène il est nécessaire de mettre au point une technique de production qui soit sans émission de CO₂ et avec une rentabilité acceptable

J'espère ne pas avoir été trop long dans ma explication, mais appréciant le travail réalisé dans ces deux documents , je pensais utile de donner ces précisions

Yves Talhouët 06 16 30 21 92

This email was scanned by Bitdefender

De: les PLUmés du morbihan <lesplumesdumorbihan56@gmail.com>
Envoyé: mardi 17 septembre 2019 14:49
À: frederic castelnau
Cc: enquete publique
Objet: Re: SCOT du pays de Vannes

Merci.

François Jehanno

Le mar. 17 sept. 2019 à 09:55, frederic castelnau <frederic1.castelnau@sfr.fr> a écrit :

Bonjour Madame la présidente,

En tant que membre de l'association "Les PLUmés du Morbihan » et en tant que spolié (gravement) par le nouveau PLU de ma commune,
je soutiens la position de mon association qui est la suivante:

« Je demande au SCOT une application de bon sens
du SDU c'est à dire qu'il ne fixe pas de nombre de constructions,
conformément à la loi ELAN. »

Veuillez recevoir mes meilleures salutations.

Frédéric Castelnau

--

François JEHANNO
Président des Plumés du Morbihan
02 97 24 67 93 - 06 82 37 04 95
francois.jehanno@wanadoo.fr

This email was scanned by Bitdefender

De: martine DESCARRIER <mdesca29@gmail.com>
Envoyé: mardi 17 septembre 2019 19:21
À: enquete publique

Bonjour,
Pour infos :

JE SOUTIENS LA REQUETE DES PLUmés DU MORBIHAN

bien cordialement
Mme DESCARRIER

This email was scanned by Bitdefender

De: myriam garniel <myriamgarniel@gmail.com>
Envoyé: mardi 17 septembre 2019 19:49
À: enquete publique
Objet: Scot vanes
Pièces jointes: scotmgarniel (1).docx

This email was scanned by Bitdefender

CLOHARS-CARNOET, le 18 septembre 2019

*Madame Myriam Garniel
Rue des Caseyeurs – ZA Keranna
29360 CLOHARS CARNOET*

à

**Mme la Présidente
de la Commission d'enquête SCOT-PDU
30 RUE Alfred Kastler
CS 70206
56006 VANNES CEDEX**

Madame,

La loi ELAN, votée en novembre dernier, offre la possibilité au travers du SCOT, de remédier aux anomalies apparues lors de l'élaboration des PLU, en ce qui concerne la non-constructibilité des « dents creuses » à l'intérieur des villages et hameaux. Le seuil de 25 habitations est inacceptable dans un document qui se veut pérenne. Un seuil couperet n'a aucun sens car le risque de contentieux n'est pas négligeable. Nous soutenons ainsi l'action de l'association des PLUmés du Morbihan.

Il nous semble plus logique la constructibilité d'une « dent creuse » prenne en considération son intégration dans l'environnement, sa structuration par des voies de circulation et la proximité des réseaux publics (eau, électricité, assainissement, collecte des déchets)

Je vous prie de recevoir, Madame, mes respectueuses salutations

Myriam Garniel

De: Guy AUBÉ <guy.aube29@gmail.com>
Envoyé: mardi 17 septembre 2019 19:56
À: enquete publique
Objet: Nbre habitation ds SDU

Liliane AUBÉ-LE MOING Guy AUBÉ 53 Bis rue des rabats 92160 ANTONY

Madame la présidente de la commission d'enquête SCOT de GMVA

Nous sommes des PLUmés à fort ancrage familial à Moëlan-sur-mer et sommes concernés par l'évolution des différents SCOT de Bretagne.

Nous vous demandons de ne pas inclure le critère du nombre d'habitations dans la définition d'un SDU.

Ce nombre nous paraît variable et propre à chaque SDU et non fixé pour l'ensemble des SDU du SCOT.

Le SDU ne concerne pas uniquement les hameaux ou lieu-dits.

En effet, comment définir un nombre d'habitation pour un habitat linéaire ?

Ce bâti linéaire peut relier un bâti périphérique à une centralité.

Une construction peut permettre de densifier ce bâti existant et renforcer la vie et l'attraction de la centralité.

D'éventuels acquéreurs sont déçus qu'une dent creuse ne puisse pas être vendue. Ils sont privés d'un cadre de vie qui est une particularité bretonne, car ils ne veulent pas avoir recours à des regroupements urbains source de promiscuité.

Il faut maintenir le niveau de population.

Ces terrains ne pouvant plus être exploités par les techniques de l'agriculture actuelle vont devenir des friches avec des risques d'incendie (même en Bretagne!)

Nous vous remercions, Madame, d'avoir pris le temps de lire et de réfléchir à nos propos.

De: Guy AUBÉ <guy.aube29@gmail.com>
Envoyé: mardi 17 septembre 2019 20:02
À: enquete publique
Objet: Nbre habitation ds SDU avec PJ
Pièces jointes: 20190905-GMVA-Enquete publique.pdf

Liliane AUBÉ-LE MOING Guy AUBÉ 53 Bis rue des rabats 92160 ANTONY

Madame la présidente de la commission d'enquête SCOT de GMVA

Nous sommes des PLUmés à fort ancrage familial à Moëlan-sur-mer et sommes concernés par l'évolution des différents SCOT de Bretagne.

Nous vous demandons de ne pas inclure le critère du nombre d'habitations dans la définition d'un SDU.

Ce nombre nous paraît variable et propre à chaque SDU et non fixé pour l'ensemble des SDU du SCOT.

Le SDU ne concerne pas uniquement les hameaux ou lieu-dits.

En effet, comment définir un nombre d'habitation pour un habitat linéaire ?

Ce bâti linéaire peut relier un bâti périphérique à une centralité.

Une construction peut permettre de densifier ce bâti existant et renforcer la vie et l'attraction de la centralité.

D'éventuels acquéreurs sont déçus qu'une dent creuse ne puisse pas être vendue. Ils sont privés d'un cadre de vie qui est une particularité bretonne, car ils ne veulent pas avoir recours à des regroupements urbains source de promiscuité.

Il faut maintenir le niveau de population.

Ces terrains ne pouvant plus être exploités par les techniques de l'agriculture actuelle vont devenir des friches avec des risques d'incendie (même en Bretagne!)

Nous vous remercions, Madame, d'avoir pris le temps de lire et de réfléchir à nos propos.



Kervignac le 6 septembre 2019

Golfe du Morbihan - Vannes agglomération
Madame la Présidente de la Commission d'enquête unique SCOT et PDU
30 rue Alfred Kastler - PIBS II
CS 70206
56006 VANNES CEDEX

Objet : Enquête Publique GMVA

Madame la Présidente de la commission d'enquête SCOT,

Notre association qui a compétence sur l'ensemble du Morbihan s'exprime légitimement sur l'enquête publique concernant le SCOT de GMVA. Cependant, nous nous exprimons également au nom des associations réunies au sein de la coordination des PLUmés de Bretagne, car nous sommes convaincus que ce SCOT fera jurisprudence pour les autres intercommunalités, en Bretagne et ailleurs, en ce qui concerne en particulier les critères qu'ont retenu les auteurs pour définir le Secteur Déjà Urbanisé. Nous exprimerons essentiellement sur ce point qui est un point de divergence profonde que nous avons déjà évoqué à deux reprises avec les élus de GMVA.

Tout d'abord, nous voudrions vous présenter brièvement le mouvement des PLUmés. Les PLUmés sont de petits propriétaires qui ont acheté pour construire (parfois en s'endettant) ou ont hérité lors d'une succession, un terrain qui était constructible au PLU ou au POS. Certains d'entre eux sont en possession de CU qui ont été renouvelées, voire de permis de construire en vigueur ou annuler.

La loi ALUR de 2014 a contraint les communes à mettre à jour leurs documents d'urbanisme. A cette occasion, des milliers de petits propriétaires en Bretagne ont perdu la constructibilité de leur terrain, ou ont vu leur jardin devenir une terre agricole, une zone naturelle.... Sans revenir sur les raisons qui ont conduit à cette situation et la responsabilité des uns et des autres, il convient de reconnaître que cette remise en cause est une véritable catastrophe avec les conséquences financières, familiales, humaines dont on n'a pas fini de mesurer les conséquences car on découvre chaque jour de nouveaux PLUmés.

C'est dans ce contexte qu'ont été créées les associations de PLUmés dont l'objectif est de permettre le retour à la constructibilité (sauf bien entendu pour des problèmes de sécurité ou d'intérêt public) de terrains qui l'étaient auparavant. Les actions menées par ces associations ont consisté à faire évoluer la loi, en place et lieu d'indemnisation. Pour ces gens concernés, leur terrain correspond à un projet de vie, avec une valeur souvent plus sentimentale qu'économique.

Plusieurs jugements ont condamné lourdement les communes à indemniser des propriétaires dont le terrain a été classé en U illégalement, au regard des règles en cours (loi littoral notamment). Potentiellement pour certaines communes (voire Bangor notamment) cela peut devenir une catastrophe économique, c'est pourquoi nous avons été très engagés dans la recherche d'une solution législative qui éviterait de se retourner contre les communes.

Juin 2019

@CAA_Nantes confirme la condamnation des communes finistériennes de Landunvez et Moëlan-Sur-Mer à verser respectivement 273.000 € et 241.046 € à des acheteurs à la suite du classement en U de terrains qui ne pouvaient être construits au regard de la loi littoral (L 121-8 CU)..

Juin 2018

Loi Littoral. La facture salée de Bangor inquiète les communes concernées

La loi ELAN, à laquelle nous avons beaucoup contribué, doit répondre à cette attente. C'est l'aboutissement d'une longue démarche ponctuée de beaucoup d'embûches.

Si l'objectif de la loi ELAN est bien de répondre à cette attente de bon sens nous sommes bien conscients qu'elle a ses limites dans la mesure où son écriture pose problème. Pour certains juristes elle sera inévitablement source de contentieux.

Tweet O. Lozachmeur

@droit_littoral O. Lozachmeur @droit_littoral · 17 oct. 2018

Ce midi, impossible pour 5 "habitués" de la loi littoral de s'accorder sur une lecture commune de la nouvelle version de l'article L 121-8 du CU issue de la loi ELAN. Comblés les dents creuses sera bien compliqué.... Amis avocats, dites merci au législateur, vous aurez du travail

Pour notre part, nous reconnaissons cette limite mais en même temps nous estimons avec d'autres juristes, que la loi telle qu'elle est écrite permet aux élus locaux de répondre aux attentes de leurs concitoyens. Elle leur donne des marges de manœuvre. La notion de Secteur Déjà Urbanisé reste à inventer et c'est bien sur le terrain que l'on trouvera les bonnes réponses. Pour notre part nous **ne pouvons accepter que les critères de qualification des SDU retiennent un nombre d'habitations**. En effet, la loi ne le prévoit pas et surtout un seuil couperet n'a aucun sens. La loi n'a pas fixé de nombre, mais elle précise très clairement que l'extension d'urbanisation (*il serait sans doute plus judicieux de parler de densification*) doit se faire au sein du périmètre, sans extension possible, du Secteur Déjà Urbanisé. C'est donc bien cette **notion de périmètre** qu'il faut prendre en compte, ainsi que **le potentiel de comblement des dents creuses, dans un groupement existant de plusieurs habitations**.

C'est ainsi qu'on peut répondre notamment à l'attente des PLUmés, mais aussi à l'un des principes posés par la loi ELAN à savoir la limitation de la consommation terrains agricoles et la densification.

Il nous paraît en effet plus logique, et de bon sens, de densifier ce qui peut l'être plutôt que de consommer la terre agricole autour des bourgs, comme on le constate un peu partout. *N'existerait-il qu'un modèle unique d'aménagement pour produire du logement ?*

Juin 2019

On nous opposera sans doute le mitage. Faux procès. Le mitage existe depuis toujours en Bretagne, c'est une des caractéristiques d'un mode de vie, d'un aménagement qui est très apprécié de nos visiteurs. Il caractérise, et façonne nos paysages. Sauf à vouloir supprimer les hameaux et lieu-dit, le mitage continuera à exister et la desserte en services publics aussi. Il est donc de bonne gestion que de densifier, pour "rentabiliser" ces services.

La loi Littoral est considérée comme une loi anti-mitage. Autant nous pouvons comprendre que l'on ne peut plus construire partout comme dans les années 60, autant il n'est pas soutenable et raisonnable de ne pas permettre la densification au sein des hameaux et lieu-dit. Le juge lui-même jusqu'en 2013 considérait qu'un projet situé dans un espace urbanisé ne constitue pas une extension d'urbanisation. (Voiure notamment TA de Rennes Pluneret N° 043782)

Les élus de GMVA (comme la plupart des élus) comprennent et soutiennent notre problématique, mais sont très prudents pour ne pas faire "*prendre aux communes des risques inconsidérés*". A l'évidence, si le seuil de 25 constructions est maintenu, nous n'aurons pas avancé d'un iota. Et pour les milliers spoliés ils n'auront d'autre choix que de saisir le juge pour indemnisation de leur préjudice par les communes. Déjà des actions individuelles sont en cours, ainsi qu'une étude pour une action de groupe. A ce propos nous attirons votre attention sur le fait que le SCOT reconnaît l'occupation illégale de terrains par des campeurs-caravaniers et propose des solutions (secteurs de repli et échanges). Cette occupation illégale a été autorisée à un moment, elle présente des similitudes avec la problématique des PLUmés dont le terrain a été classé en U, avant d'être déclassé. Pour les PLUmés le SCOT ne présente pas de solutions alternatives !

En conclusion nous demandons de :

- **De supprimer toute référence à un nombre d'habitations** pour qualifier un SDU
- D'identifier et lister en milieu rural, comme dans les communes littorales, les agglomérations, villages et SDU

La Bretagne et la très grande majorité de ses élus se sont mobilisées pour faire évoluer la loi, et redonner la main au législateur. La loi ELAN, malgré ses incertitudes, leur donne les moyens d'agir pour répondre aux attentes de milliers de petits propriétaires spoliés. Le Conseil d'Etat (décision n° 2018-772 DC du 15 novembre 2018) a jugé que la loi ELAN ne remet pas en cause la loi Littoral, les élus n'ont pas à choisir entre protection du littoral et loi ELAN. Ils devront répondre ou pas à leurs concitoyens, qui leur demandent de faire un choix politique.

Recevez, Madame la présidente nos salutations respectueuses.

Le Président,

François JEHANNO

De: charles kermagoret <charles.kermagoret@sfr.fr>
Envoyé: mardi 17 septembre 2019 21:04
À: enquete publique
Objet: [SPAM]enquete publique SCOT
Pièces jointes: enquete publique.jpg

This email was scanned by Bitdefender

à

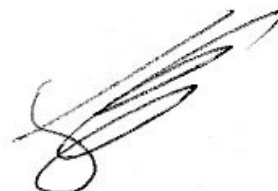
**Mme la Présidente
de la Commission d'enquête SCOT-PDU
30 RUE Alfred Kastler
CS 70206
56006 VANNES CEDEX**

Madame,

La loi ELAN, votée en novembre dernier, offre la possibilité au travers du SCOT, de remédier aux anomalies apparues lors de l'élaboration des PLU, en ce qui concerne la non-constructibilité des « dents creuses » à l'intérieur des villages et hameaux. Le seuil de 25 habitations est inacceptable dans un document qui se veut pérenne. Un seuil couperet n'a aucun sens car le risque de contentieux n'est pas négligeable. Nous soutenons ainsi l'action de l'association des PLUmés du Morbihan.

Il nous semble plus logique la constructibilité d'une « dent creuse » prenne en considération son intégration dans l'environnement, sa structuration par des voies de circulation et la proximité des réseaux publics (eau, électricité, assainissement, collecte des déchets)

Je vous prie de recevoir, Madame, mes respectueuses salutations



De: Claude <claudef56@orange.fr>
Envoyé: mercredi 18 septembre 2019 11:05
À: enquete publique
Objet: Observations sur le projet de PDU 2020-2029
Pièces jointes: PDU GMVA 2020-2029.pdf

Mesdames,

Veuillez trouver ci-joint nos observations.

Cordialement

Claude FUCHS, Président

FAPEGM

This email was scanned by Bitdefender

**FEDERATION D'ASSOCIATIONS DE PROTECTION DE
L'ENVIRONNEMENT
DU GOLFE DU MORBIHAN . FAPEGM
Bodad kevredigezhioù difennadeg endro ar Mor-Bihan**

agrée au titre de la protection de l'environnement
blog : <http://environnement-golfe-morbihan.fapegm.blogspot.com>
Siège social : Maison des Associations 31 rue G.Le Bartz 56000 Vannes

**PROJET DE PDU GMVA
Remarques à l'attention de Mesdames les commissaires enquêteurs**

Axes et bilan du PDU Vannes Agglomération 2011-2020:

Axe: Mieux articuler urbanisme et déplacements

On ne trouve pas dans le projet d'avancées significatives en matière de réflexions prospectives sur le développement de l'agglomération à long terme.

Axe: Renforcer les transports collectifs urbains

Certes l'offre de transport a été multipliée par deux et la fréquentation du réseau urbain du réseau urbain est passée de 6,5 à 10,7 millions de voyages par an. Seule la rue Joseph le Brix a été aménagée en couloir-bus. La fréquence des transports a été renforcée sans résultat appréciable sur la circulation intra muros. Parkings relais: un seul parking a été créé sur les 4 à 5 prévus.

Axe: Conforter l'intermodalité

- Il n'y a pas de suite concrète sur le développement de l'autopartage.
- Le projet de pôles d'échanges multimodal de la Gare SNCF traîne en longueur : les études se poursuivent jusqu'en 2022
- Le contrat d'axes est mis en oeuvre seulement sur les lignes Grand Champ/Vannes et Arzon/Vannes.

Axe: Engager une politique en faveur des modes doux

- Cet axe est difficile à mettre en oeuvre face aux limites de compétences de la Communauté d'Agglomération.
- Les mesures les plus stratégiques ont été faites de manière hétérogènes et non coordonnées par les différentes communes. Les discontinuités cyclables entre communes sont un frein majeur à la pratique du vélo.
- Prêts de vélo aux étudiants, vélos à assistance électrique en libre service, prise en compte du stationnement des vélos dans les PLU... ont été une réussite.

Axe: Maîtriser la circulation automobile

- Le projet de prolongement de la RD135 bis a été abandonné, on peut le regretter.
- Les études sur le réaménagement de l'échangeur du Liziec se prolongent trop.
- La mise en oeuvre de l'amélioration des voiries urbaines, est hétérogène et non coordonnée à cause des limites de compétences de la Communauté d'Agglomération.

Axe: Organiser le transport de marchandises et les livraisons

- Il n'y a pas de suites concrètes en matière de logistique urbaine.

Axe: Innover dans les transports

- Il n'y a pas de création par la Communauté d'Agglomération de structure spécifique dédiée à la valorisation dans les transports (innovation portée par les services compétents de la collectivité).

Axe: Sujets transversaux

Le PDU est peu prolifique sur cette thématique.

Les objectifs du PDU 2011-2020 Vannes Agglomération ont-ils été atteints?

Notre analyse:

Les résultats ne nous semblent pas à la hauteur des sommes investies.

Une seule réelle réussite: la fréquentation des transports urbains.

Le développement de l'usage du vélo n'est pas démontrable, ni quantifiable.

De nombreuses études sont sans suite, d'autres toujours en cours.

Cet échec est pour partie la conséquence des mésententes entre la Communauté et certaines communes; de celles de communes entre elles.

Volets et bilan du plan global de développement de la CC Presqu'île de Rhuys 2012-2020

Rappelons les volets de ce plan global de développement :

Volet: Développer les transports collectifs

-Développer la ligne Arzon/Vannes.

-Mettre en place un transport collectif local cohérent avec l'offre TC interurbaine.

-Faire de l'intermodalité une réalité.

- Renforcer les outils de développement du covoiturage et de l'autostop.

Volet: Modes doux

-Mettre en oeuvre un schéma cyclable cohérent, permettant une pratique utilitaire du vélo.

-Améliorer les conditions de stationnement et le jalonement pour les vélos.

-Faciliter et sécuriser les déplacements des piétons et personnes à mobilité réduite.

Actions transversales

-Articuler urbanisme, environnement, tourisme et déplacements.

-Définir les politiques de stationnement (été et hiver).

-Etablir un plan de communication annuel sur les déplacements.

-Mettre en place des outils de suivi et d'évaluation du PGD.

Les objectifs sont-ils atteints?

Le développement de la ligne Arzon/Vannes est un fait, mais encore largement insuffisant.

La mise en place d'un transport collectif local l'été est un succès à Arzon du fait de la faible étendue de cette ville, du nombre important de touristes et de la faible offre de place de stationnement en agglomération.

La mise en place d'un schéma cyclable cohérent ainsi que les conditions de stationnement des vélos sont plébiscitées, ils doivent se poursuivre.

La sécurisation des déplacements des piétons et personnes à mobilité réduite est la grande absente dans les villages.

Les politiques de stationnement en été permettent de le faciliter partiellement mais parfois avec des conséquences lourdes sur l'environnement (dunes de Suscinio, le Roaliguen...).

"Articuler urbanisme, environnement, tourisme et déplacements", c'est un échec cuisant, l'urbanisation est débridée, l'environnement est fortement dégradé 'dunes, estran, espaces sensibles piétinés, déchets le long des rivages et des chemins, confusion entre cendriers et plages, bruits continus élevés sur mer comme sur terre, non respect des règlements, centres de retraitements des eaux engorgés.

Déplacements: peut-on parler de déplacement lorsqu'on est immobilisé par la congestion prolongée des voies ?

Sarzeau/gare de Vannes: 1h50, St Jacques/ Kerollaire 55mn, bloqué 35 mn sur le parking de la plage de Suscinio du fait du non respect des règles de stationnement sur la route d'accès...

La ligne Arzon Vannes est très perturbée du fait de la circulation; les trains loupés sont nombreux (combien de cars sont arrivés avec un retard supérieur à 30 mn?).

***La Presqu'île de Quiberon a son tire-bouchons,
celle de Rhuys n'a que les bouchons***

Le plan d'actions 2020-2029

L'ambition de maîtrise des flux automobiles est portée par l'objectif de diviser par 2 la consommation énergétique des transports de personnes à l'horizon de 2050 (PCAET). Cette division ne peut pas résulter uniquement de la maîtrise des flux mais reposer également sur une interdiction à la vente des véhicules trop énergivores ou très polluants. Nous ne pouvons que souscrire à l'engagement sur les énergies innovantes cependant la production d'hydrogène est consommatrice d'énergie électrique; cette production ne peut actuellement pas être qualifiée de non polluante.

Nous souscrivons pleinement aux actions proposées mais elles sont insuffisantes pendant le rush de l'été, néanmoins certaines propositions méritent d'être améliorées.

Concernant la politique cyclable en centre ville nous proposons :

Augmenter le nombre de pistes, les sécuriser .

Ne pas créer de pistes partagées piétons cyclistes car elles sont génératrices de conflits et multiplient les risques d'accidents.

Communiquer et faire connaître le schéma cyclable:

C'est primordial, actuellement très peu de fléchages, des erreurs dans le plan touristique, des pistes existant depuis plusieurs années et n'y figurant pas.

Le PNR doit poursuivre l'aménagement d'itinéraires cyclables culturels.

Améliorer l'intermodalité TC-Vélo:

Tester l'embarquement des vélos aux heures de faible affluence.

Navettes touristiques maritimes:

Le tarif d'embarquement des vélos est élevé en direction de certaines îles, une amélioration de l'offre doit être étudiée.

Ouvrir un local dédié à la mobilité pour le grand public :

L'accueil des seuls services actuels est trop limité, l'adjonction de services complémentaires relatifs à la mobilité vélos (conseils ,vélo-école, trajets scolaires en vélos groupés et responsabilisés, petit entretien...) en liaison avec le milieu associatif est souhaitable.

Transports collectifs:

Augmenter la fréquence des rotations peut conduire à une meilleure fréquentation des lignes, la diminution de la rupture de service en début d'après midi et l'augmentation de l'amplitude horaire le soir doivent être testés sur les lignes les plus fréquentées (ligne 24...)

Ces transports sont déficients en période de forte activité touristique.

Développer le transport collectif local.

Ce transport doit s'effectuer sur des distances plus longues entre les centres villes, les destinations attirant le plus les touristes où la difficulté de stationner est importante.

Lors de la Fête du Golfe, la création de parkings ponctuels dès Sarzeau et la mise en place de navettes en direction d'Arzon éviterait la paralysie du réseau routier.

Transport ferroviaire.

La politique du tout TGV est terminée. La création par le Conseil Régional d'une desserte omnibus à fréquence élevée entre Auray et Questembert doit être étudiée.

De: clprima@free.fr
Envoyé: mercredi 18 septembre 2019 11:44
À: enquete publique
Objet: courrier enquête publique
Pièces jointes: Courrier enquête publique.pdf

Madame la Présidente,

Veuillez trouver ci-joint le courrier concernant l'enquête publique du SCOT-DPU du pays de Vannes.

Cordialement

Claudie PRIMA

This email was scanned by Bitdefender

CLOHARS-CARNOET, le 18 septembre 2019

Madame PRIMA Claudie
5 Allée Glenmor
293602 CLOHARS CARNOET

à

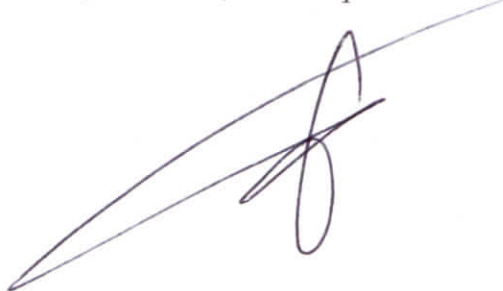
Mme la Présidente
de la Commission d'enquête SCOT-PDU
30 RUE Alfred Kastler
CS 70206
56006 VANNES CEDEX

Madame,

La loi ELAN, votée en novembre dernier, offre la possibilité au travers du SCOT, de remédier aux anomalies apparues lors de l'élaboration des PLU, en ce qui concerne la non-constructibilité des « dents creuses » à l'intérieur des villages et hameaux. Le seuil de 25 habitations est inacceptable dans un document qui se veut pérenne. Un seuil couperet n'a aucun sens car le risque de contentieux n'est pas négligeable. Nous soutenons ainsi l'action de l'association des PLUmés du Morbihan.

Il nous semble plus logique que la constructibilité d'une « dent creuse » prenne en considération son intégration dans l'environnement, sa structuration par des voies de circulation et la proximité des réseaux publics (eau, électricité, assainissement, collecte des déchets)

Je vous prie de recevoir, Madame, mes respectueuses salutations



De: sylviegauchery@cegetel.net
Envoyé: mercredi 18 septembre 2019 12:28
À: enquete publique
Cc: Loic Prima
Objet: Enquête publique du SCOT-PDU de Vannes 456006

Importance: Haute

Madame la Présidente de la Commission d'enquête,

La loi ELAN, votée en novembre dernier (2018), offre la possibilité au travers du SCOT, de remédier aux anomalies apparues lors de l'élaboration des PLU en ce qui concerne la non-constructibilité des "dents creuses" à l'intérieur des villages ou hameaux. Le seuil de 25 habitations est inacceptable dans un document qui se veut pérenne. Un seuil "couperet" n'a aucun sens car le risque de contentieux n'est pas négligeable. Nous soutenons ainsi l'action de l'association des PLUmés du Morbihan.

Il nous semble plus logique que la constructibilité d'une "dent creuse" prenne en considération son intégration dans l'environnement, sa structuration par des voies de circulation et la proximité des réseaux publics (eau, électricité, assainissement, collecte des déchets)

Je vous prie de recevoir, Madame la Présidente, mes sincères salutations

Sylvie GAUCHERY

Kervennou-Doëlan

29360 Clohars-Carnoët

Membre des PLUmés de Clohars-Carnoët

This email was scanned by Bitdefender

De M^r Jacques BRANGOULO
Vice-Président des PLUMES de Clohars-Carnoët
KERRUNE
29360 Clohars-Carnoët

16 septembre 2019

RP VAN 62 (C55)

à M^{me} La présidente de la Commission d'enquête SCOT et PDU

30 rue Alfred Kastler

CS 70206

56006 VANNES CEDEX

Conc.: Enquête SCOT-PDU

Nadame,

GOLFE DU MORBIHAN		
	AS Exe	Info/
Président		
Secrétariat Pdt		
DGS		
SG-Instances		
Ressources		
Env-Aménagt	X	
Attractivité-Dév		
Serv. population		

SEP. 2019

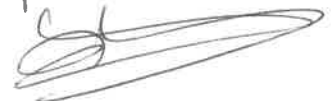
AGLOMERAT

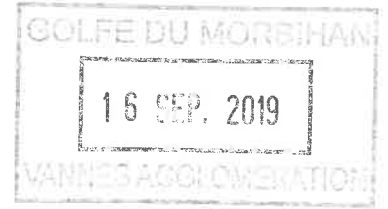
La loi Elan, votée en Novembre dernier, offre la possibilité au travers du SCOT, de remédier aux anomalies apparues lors de l'élaboration des PLU, en ce qui concerne la non-constructibilité des "dents creuses" à l'intérieur des villages et hameaux. Le seuil de 25 habitations est inacceptable dans un document qui se veut pérenne. Un seuil couperet n'a aucun sens car le risque de contentieux n'est pas négligeable. Nous soutenons ainsi l'action de l'association des PLUMES du Morbihan.

Il nous semble plus logique que la constructibilité d'une "dent creuse" prenne en considération son intégration dans l'environnement, sa structuration par des voies de circulation et la proximité des réseaux publics (eau, électricité, assainissement, collecte des déchets)

Je vous prie de recevoir, Nadame, mes respectueuses salutations

Jacques BRANGOULO





Monsieur Hervé germain
25 Rue de la An d'Avain
penne 56870 Baden

Objet: enquête publique

	AS	
	Exe	Info
Président		✓
Secrétariat Pdt		
DGS		✓
SG-Instances		
Ressources		
Env. Amén. et	✓	
Attractivité-Dév		
Serv. population		

golfe du Morbihan

Madame la présidente de la
commission d'enquête unique
SCOT et PDU.

Je soutiens la requête des plumés du
Morbihan.

Étant moi-même concerné par une dent
creuse, et où il ne peut avoir d'agriculteur
à cultiver ce terrain N° 172 p à Baden.

Recevez, Madame, mes salutations
distinguées.

Monsieur Hervé

Hervé

Juin 2019



Kervignac le 6 septembre 2019

Golfe du Morbihan - Vannes agglomération

Madame la Présidente de la Commission d'enquête unique SCoT et PDU

30 rue Alfred Kastler - PIBS II

CS 70206

56006 VANNES CEDEX

Objet : Enquête Publique GMVA

Madame la Présidente de la commission d'enquête SCOT,

Notre association qui a compétence sur l'ensemble du Morbihan s'exprime légitimement sur l'enquête publique concernant le SCOT de GMVA. Cependant, nous nous exprimons également au nom des associations réunies au sein de la coordination des PLUmés de Bretagne, car nous sommes convaincus que ce SCOT fera jurisprudence pour les autres intercommunalités, en Bretagne et ailleurs, en ce qui concerne en particulier les critères qu'ont retenu les auteurs pour définir le Secteur Déjà Urbanisé. Nous exprimerons essentiellement sur ce point qui est un point de divergence profonde que nous avons déjà évoqué à deux reprises avec les élus de GMVA.

Tout d'abord, nous voudrions vous présenter brièvement le mouvement des PLUmés. Les PLUmés sont de petits propriétaires qui ont acheté pour construire (parfois en s'endettant) ou ont hérité lors d'une succession, un terrain qui était constructible au PLU ou au POS. Certains d'entre eux sont en possession de CU qui ont été renouvelées, voire de permis de construire en vigueur ou annuler.

La loi ALUR de 2014 a contraint les communes à mettre à jour leurs documents d'urbanisme. A cette occasion, des milliers de petits propriétaires en Bretagne ont perdu la constructibilité de leur terrain, ou ont vu leur jardin devenir une terre agricole, une zone naturelle.... Sans revenir sur les raisons qui ont conduit à cette situation et la responsabilité des uns et des autres, il convient de reconnaître que cette remise en cause est une véritable catastrophe avec les conséquences financières, familiales, humaines dont on n'a pas fini de mesurer les conséquences car on découvre chaque jour de nouveaux PLUmés.

C'est dans ce contexte qu'ont été créées les associations de PLUmés dont l'objectif est de permettre le retour à la constructibilité (sauf bien entendu pour des problèmes de sécurité ou d'intérêt public) de terrains qui l'étaient auparavant. Les actions menées par ces associations ont consisté à faire évoluer la loi, en place et lieu d'indemnisation. Pour ces gens concernés, leur terrain correspond à un projet de vie, avec une valeur souvent plus sentimentale qu'économique.

Plusieurs jugements ont condamné lourdement les communes à indemniser des propriétaires dont le terrain a été classé en U illégalement, au regard des règles en cours (loi littoral notamment). Potentiellement pour certaines communes (voire Bangor notamment) cela peut devenir une catastrophe économique, c'est pourquoi nous avons été très engagés dans la recherche d'une solution législative qui éviterait de se retourner contre les communes.

Juin 2019

@CAA_Nantes confirme la condamnation des communes finistériennes de Landunvez et Moëlan-Sur-Mer à verser respectivement 273.000 € et 241.046 € à des acheteurs à la suite du classement en U de terrains qui ne pouvaient être construits au regard de la loi littoral (L 121-8 CU)..

Juin 2018

Loi Littoral. La facture salée de Bangor inquiète les communes concernées

La loi ELAN, à laquelle nous avons beaucoup contribué, doit répondre à cette attente. C'est l'aboutissement d'une longue démarche ponctuée de beaucoup d'embûches.

Si l'objectif de la loi ELAN est bien de répondre à cette attente de bon sens nous sommes bien conscients qu'elle a ses limites dans la mesure où son écriture pose problème. Pour certains juristes elle sera inévitablement source de contentieux.

Tweet O. Lozachmeur

@droit_littoral O. Lozachmeur @droit_littoral · 17 oct. 2018

Ce midi, impossible pour 5 "habitués" de la loi littoral de s'accorder sur une lecture commune de la nouvelle version de l'article L 121-8 du CU issue de la loi ELAN. Combler les dents creuses sera bien compliqué.... Amis avocats, dites merci au législateur, vous aurez du travail

Pour notre part, nous reconnaissons cette limite mais en même temps nous estimons avec d'autres juristes, que la loi telle qu'elle est écrite permet aux élus locaux de répondre aux attentes de leurs concitoyens. Elle leur donne des marges de manœuvre. La notion de Secteur Déjà Urbanisé reste à inventer et c'est bien sur le terrain que l'on trouvera les bonnes réponses. Pour notre part nous **ne pouvons accepter que les critères de qualification des SDU retiennent un nombre d'habitations**. En effet, la loi ne le prévoit pas et surtout un seuil couperet n'a aucun sens. La loi n'a pas fixé de nombre, mais elle précise très clairement que l'extension d'urbanisation (*il serait sans doute plus judicieux de parler de densification*) doit se faire au sein du périmètre, sans extension possible, du Secteur Déjà Urbanisé. C'est donc bien cette **notion de périmètre** qu'il faut prendre en compte, ainsi que le **potentiel de comblement des dents creuses, dans un groupement existant de plusieurs habitations**.

C'est ainsi qu'on peut répondre notamment à l'attente des PLUmés, mais aussi à l'un des principes posés par la loi ELAN à savoir la limitation de la consommation terrains agricoles et la densification.

Il nous paraît en effet plus logique, et de bon sens, de densifier ce qui peut l'être plutôt que de consommer la terre agricole autour des bourgs, comme on le constate un peu partout. *N'existerait-il qu'un modèle unique d'aménagement pour produire du logement ?*

Association " Les PLUmés du Morbihan " chez Mme Catherine Marthelot – Kermainguer 56700 KERVIGNAC
Page Facebook: Lesplumésdumorbihan56-Courriel: lesplumesdumorbihan56@gmail.com ☎0682370495

Juin 2019

On nous opposera sans doute le mitage. Faux procès. Le mitage existe depuis toujours en Bretagne, c'est une des caractéristiques d'un mode de vie, d'un aménagement qui est très apprécié de nos visiteurs. Il caractérise, et façonne nos paysages. Sauf à vouloir supprimer les hameaux et lieu-dit, le mitage continuera à exister et la desserte en services publics aussi. Il est donc de bonne gestion que de densifier, pour "rentabiliser" ces services.

La loi Littoral est considérée comme une loi anti-mitage. Autant nous pouvons comprendre que l'on ne peut plus construire partout comme dans les années 60, autant il n'est pas soutenable et raisonnable de ne pas permettre la densification au sein des hameaux et lieu-dit. Le juge lui-même jusqu'en 2013 considérait qu'un projet situé dans un espace urbanisé ne constitue pas une extension d'urbanisation. (Voire notamment TA de Rennes Pluneret N° 043782)

Les élus de GMVA (comme la plupart des élus) comprennent et soutiennent notre problématique, mais sont très prudents pour ne pas faire "*prendre aux communes des risques inconsidérés*". A l'évidence, si le seuil de 25 constructions est maintenu, nous n'aurons pas avancé d'un iota. Et pour les milliers spoliés ils n'auront d'autre choix que de saisir le juge pour indemnisation de leur préjudice par les communes. Déjà des actions individuelles sont en cours, ainsi qu'une étude pour une action de groupe. A ce propos nous attirons votre attention sur le fait que le SCOT reconnaît l'occupation illégale de terrains par des campeurs-caravaniers et propose des solutions (secteurs de repli et échanges). Cette occupation illégale a été autorisée à un moment, elle présente des similitudes avec la problématique des PLUmés dont le terrain a été classé en U, avant d'être déclassé. Pour les PLUmés le SCOT ne présente pas de solutions alternatives !

En conclusion nous demandons de :

- **De supprimer toute référence à un nombre d'habitations** pour qualifier un SDU
- D'identifier et lister en milieu rural, comme dans les communes littorales, les agglomérations, villages et SDU

La Bretagne et la très grande majorité de ses élus se sont mobilisées pour faire évoluer la loi, et redonner la main au législateur. La loi ELAN, malgré ses incertitudes, leur donne les moyens d'agir pour répondre aux attentes de milliers de petits propriétaires spoliés. Le Conseil d'Etat (décision n° 2018-772 DC du 15 novembre 2018) a jugé que la loi ELAN ne remet pas en cause la loi Littoral, les élus n'ont pas à choisir entre protection du littoral et loi ELAN. Ils devront répondre ou pas à leurs concitoyens, qui leur demandent de faire un choix politique.

Recevez, Madame la présidente nos salutations respectueuses.

Le Président,

François JEHANNO

De: Françoise Sorel <sorel.fa@orange.fr>
Envoyé: mercredi 18 septembre 2019 16:08
À: enquete publique
Objet: Contribution de l'Association DJET à l'enquête publique SCOT GVMA
Pièces jointes: SCOT Enquête publique.pdf

Nous nous permettons de vous envoyer notre contribution par mail, n'ayant pas eu de récipissé lors du dépôt de notre document sur le site de l'enquête publique.

Cordialement

Sylvie Rodriguez

Présidente de l'association DJET Saint Gildas de Rhuys

This email was scanned by Bitdefender

Projet de SCOT GMVA

Remarques à l'attention de Mesdames les commissaires enquêteurs

ASSOCIATION POUR UN DEVELOPPEMENT JUSTE ET EQUILIBRE DU TERRITOIRE A SAINT GILDAS DE RHUYS (Association DJET)

Signataires

Sylvie Rodriguez, Présidente

Françoise Sorel, Trésorière

Remarques préliminaires

- Les cartes sont illisibles pour le néophyte et le grand public.
En général, trop « globales », pas assez précises vu les échelles (en particulier DOO, Orientation 5, pages 41, 48) ; il devient impossible de les comparer avec celles des PLU.
- Un glossaire des sigles et acronymes manque pour une lecture plus aisée et compréhensive du dossier SCOT GMVA.
- Un texte est tronqué, incompréhensible dans le Rapport de présentation, livret 1, page 140.
- Un copié-collé grossier figure au DOO (pages 163 à 181) : le « document local d'urbanisme couvrant la commune de Baden » est répété pour chaque commune.
- Quelles sont les définitions des mots suivants :
Secteur de grande taille ; grande emprise ; parcelle de taille généreuse & grande parcelle ; petite dent creuse ?
- Quelle est la différence entre grange et bâtiment agricoles ?
- Le SCOT GMVA peut-il préciser la définition de cœur d'ilôt, dent creuse et dent creuse en cœur d'ilôt

Observations

Le SCOT GVMA - un projet stratégique pour l'aménagement durable du territoire - a été adopté lors du conseil communautaire du 25/04/2019 à l'unanimité par les 34 communes.

Nous espérons que les observations/propositions émises lors de l'Enquête Publique seront bien prises en compte.

- Les objectifs du DOO et les mesures du PADD ne sont optimisés qu'à moitié. (Livret 3, p.110). Les prescriptions règlementaires ne sont pas assez fortes puisque 50% d'interprétation dans les documents d'urbanisme ne dépend que de la volonté des élus

locaux et de leurs choix politiques. Les exceptions à la règle - la liberté de choix donnée aux élus communaux - peuvent être source d'inégalités pour les citoyens et de déséquilibre entre les communes du territoire.

L'évaluation de l'application des prescriptions est incomplète.

- **Secteur le Golfe et ses îles.**

Le secteur Golfe est pris en compte, encadré par la Charte du PNR.

Nous regrettons que la façade maritime côté Atlantique ne soit pas plus développée dans le SCOT GMVA, vu l'interaction terre-mer : l'attraction touristique très forte/la difficulté des déplacements en saison estivale/les parkings sur les dunes/l'érosion du trait de côte/les risques de submersion marine/l'impact de la pêche à pied/les ports/les activités conchylicoles... Des forces et des faiblesses à prendre en compte pour un développement durable.

- **PDU- Localisation des parkings des déplacements intermodaux. (Orientations 3.2)**

Une carte serait utile et souhaitable pour les situer.

- **Surfaces d'épandage agricole. (Livret 3 – Orientation 7.3 et DOO p. 56)**

Réduction des surfaces d'épandage. Nous demandons qu'elles soient identifiées et figurent sur les documents d'urbanisme.

- **Repli des « campeurs-caravaniers ».**

L'occupation des campeurs-caravaniers est illégale dans les espaces côtiers ; la pratique est source de pollution diffuse et a un impact fort sur les paysages. Au DOO (p. 50), il est écrit que « les secteurs de repli pourront être identifiés... ».

La règle devrait être plus forte et ne pas être source d'interprétation lors de leur traduction dans les PLU. La commune de Sarzeau en est un exemple réussi qui a nécessité plusieurs années. Le processus de repli des campeurs-caravaniers devrait être engagé au plus tôt, à Saint Gildas de Rhuy, commune dont le réaménagement foncier est en cours.

- **Application de la loi Littoral à Saint Gildas de Rhuy**

Les EPR au sens de la loi Littoral demandent une révision objective, par une approche géographique concrète et « à la parcelle » (DOO, p.48) avec une cartographie conséquente. La carte du SCOT GMVA n'est qu'indicative.

L'article L. 121-13 du code de l'urbanisme dispose que dans les espaces proches du rivage ou des rives des plans d'eau intérieurs, l'extension de l'urbanisation doit être limitée, et être justifiée et motivée dans le plan local d'urbanisme selon des critères liés à la configuration des lieux ou à l'accueil d'activités économiques exigeant la proximité immédiate de l'eau.

L'objectif est d'éviter une urbanisation linéaire le long du littoral et d'inciter à réaliser l'urbanisation nouvelle en zone rétro-littorale.

Afin de sécuriser juridiquement l'application de l'article L. 121-13, les espaces proches du rivage doivent être délimités dans les PLU. Le SCoT définira quant à lui

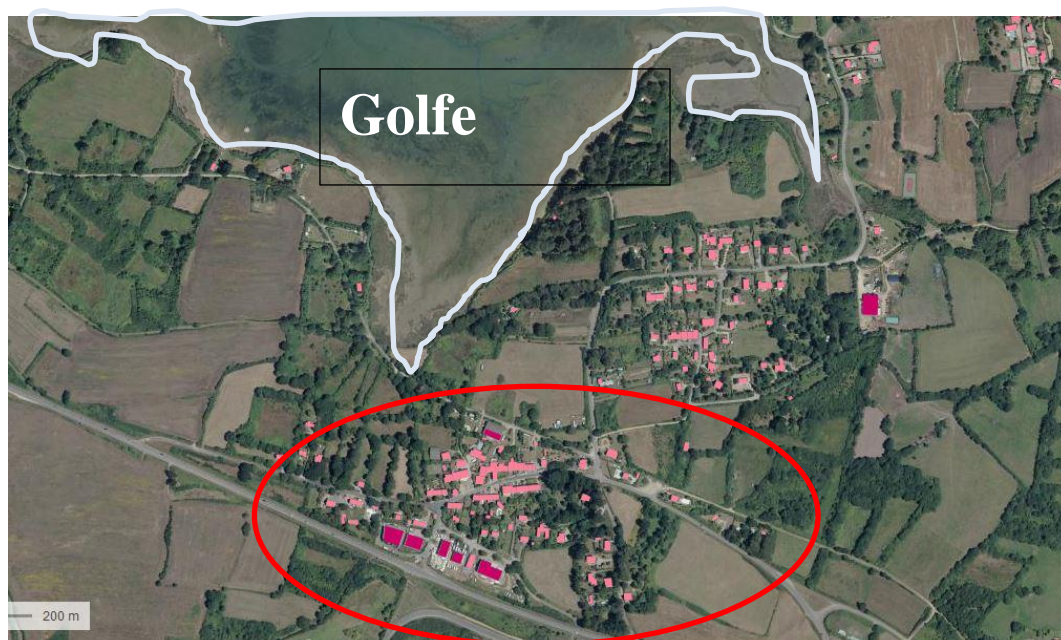
les critères de délimitation voire procèdera à une délimitation cartographique à une échelle plus large.

(source : littoral-et-urbanisme.qv4.dhup.dgaln@developpement-durable.gouv.fr)

Au PLU de Saint Gildas de Rhuys, la cartographie des EPR, très ancienne (2002), est floue, voire obsolète. Elle nécessite une révision urgente.

A Saint Gildas de Rhuys, Le Net devient village qui « peut uniquement faire l'objet d'une densification ou d'une extension limitée aux surfaces déjà inscrites dans les documents d'urbanisme en vigueur à la date d'approbation du Scot...n'ayant pas pour vocation d'étendre son urbanisation au dépend de l'agglomération » (DOO, p. 40 & objectif 1.3)

Vu la proximité des rives du Golfe et des risques littoraux, est-il vraiment juste et équitable que Le Net soit **déplacé en même temps** « **en dehors du périmètre des EPR** » ? (annonce du Maire, Conseil municipal du 23 mai 2019, p.20)



Identification des Secteurs Déjà Urbanisés (Loi ELAN) autres que village ou agglomération.

La loi ELAN ne fixe aucun nombre de bâtiments.

Or, le SCOT détermine certains critères très limitatifs : au moins 25 bâtiments....pour justifier d'un SDU.

Comment GMVA justifie-t-il cette position ?

Nous notons que le SCOT de GMVA, figeant pour de nombreuses années ce cadre de vie, fixe en priorité la densification des agglomérations et de leurs dents creuses (dents creuse en cœur d'îlot).

Nous espérons que cette priorité soit rapidement prise en compte dans les PLU des communes de l'agglomération.

Nous sommes en phase avec les objectifs du SCOT et du PADD qui cherchent à offrir une qualité de vie et un cadre de vie respectueux de l'environnement à l'ensemble de la population intergénérationnelle tant présente qu'à venir.

Sylvie Rodriguez, Présidente
Françoise Sorel, Trésorière

Lieu-dit Le Lirey – 56450 Theix - Noyalo

De: michele bara <michelebara@hotmail.com>
Envoyé: mercredi 18 septembre 2019 17:58
À: enquete publique
Objet: soutien aux plumesdumorbihan
Pièces jointes: 20190905-GMVA-Enquete publique (1).pdf

les PLUmés de Moelan sur mer dont je fais partie s'associent aux PLUmés du Morbihan pour demander le retrait de l'article controversé du scot de votre territoire.

Dans l'espoir que notre appui retiendra toute votre attention

Cordialement

Michèle Bara

This email was scanned by Bitdefender

Juin 2019



Kervignac le 6 septembre 2019

Golfe du Morbihan - Vannes agglomération
Madame la Présidente de la Commission d'enquête unique SCOT et PDU
30 rue Alfred Kastler - PIBS II
CS 70206
56006 VANNES CEDEX

Objet : Enquête Publique GMVA

Madame la Présidente de la commission d'enquête SCOT,

Notre association qui a compétence sur l'ensemble du Morbihan s'exprime légitimement sur l'enquête publique concernant le SCOT de GMVA. Cependant, nous nous exprimons également au nom des associations réunies au sein de la coordination des PLUmés de Bretagne, car nous sommes convaincus que ce SCOT fera jurisprudence pour les autres intercommunalités, en Bretagne et ailleurs, en ce qui concerne en particulier les critères qu'ont retenu les auteurs pour définir le Secteur Déjà Urbanisé. Nous exprimerons essentiellement sur ce point qui est un point de divergence profonde que nous avons déjà évoqué à deux reprises avec les élus de GMVA.

Tout d'abord, nous voudrions vous présenter brièvement le mouvement des PLUmés. Les PLUmés sont de petits propriétaires qui ont acheté pour construire (parfois en s'endettant) ou ont hérité lors d'une succession, un terrain qui était constructible au PLU ou au POS. Certains d'entre eux sont en possession de CU qui ont été renouvelées, voire de permis de construire en vigueur ou annuler.

La loi ALUR de 2014 a contraint les communes à mettre à jour leurs documents d'urbanisme. A cette occasion, des milliers de petits propriétaires en Bretagne ont perdu la constructibilité de leur terrain, ou ont vu leur jardin devenir une terre agricole, une zone naturelle.... Sans revenir sur les raisons qui ont conduit à cette situation et la responsabilité des uns et des autres, il convient de reconnaître que cette remise en cause est une véritable catastrophe avec les conséquences financières, familiales, humaines dont on n'a pas fini de mesurer les conséquences car on découvre chaque jour de nouveaux PLUmés.

C'est dans ce contexte qu'ont été créées les associations de PLUmés dont l'objectif est de permettre le retour à la constructibilité (sauf bien entendu pour des problèmes de sécurité ou d'intérêt public) de terrains qui l'étaient auparavant. Les actions menées par ces associations ont consisté à faire évoluer la loi, en place et lieu d'indemnisation. Pour ces gens concernés, leur terrain correspond à un projet de vie, avec une valeur souvent plus sentimentale qu'économique.

Plusieurs jugements ont condamné lourdement les communes à indemniser des propriétaires dont le terrain a été classé en U illégalement, au regard des règles en cours (loi littoral notamment). Potentiellement pour certaines communes (voire Bangor notamment) cela peut devenir une catastrophe économique, c'est pourquoi nous avons été très engagés dans la recherche d'une solution législative qui éviterait de se retourner contre les communes.

Juin 2019

@CAA_Nantes confirme la condamnation des communes finistériennes de Landunvez et Moëlan-Sur-Mer à verser respectivement 273.000 € et 241.046 € à des acheteurs à la suite du classement en U de terrains qui ne pouvaient être construits au regard de la loi littoral (L 121-8 CU)..

Juin 2018

Loi Littoral. La facture salée de Bangor inquiète les communes concernées

La loi ELAN, à laquelle nous avons beaucoup contribué, doit répondre à cette attente. C'est l'aboutissement d'une longue démarche ponctuée de beaucoup d'embûches.

Si l'objectif de la loi ELAN est bien de répondre à cette attente de bon sens nous sommes bien conscients qu'elle a ses limites dans la mesure où son écriture pose problème. Pour certains juristes elle sera inévitablement source de contentieux.

Tweet O. Lozachmeur

@droit_littoral O. Lozachmeur @droit_littoral · 17 oct. 2018



Ce midi, impossible pour 5 "habitués" de la loi littoral de s'accorder sur une lecture commune de la nouvelle version de l'article L 121-8 du CU issue de la loi ELAN. Comblé les dents creuses sera bien compliqué.... Amis avocats, dites merci au législateur, vous aurez du travail

Pour notre part, nous reconnaissons cette limite mais en même temps nous estimons avec d'autres juristes, que la loi telle qu'elle est écrite permet aux élus locaux de répondre aux attentes de leurs concitoyens. Elle leur donne des marges de manœuvre. La notion de Secteur Déjà Urbanisé reste à inventer et c'est bien sur le terrain que l'on trouvera les bonnes réponses. Pour notre part nous **ne pouvons accepter que les critères de qualification des SDU retiennent un nombre d'habitations**. En effet, la loi ne le prévoit pas et surtout un seuil couperet n'a aucun sens. La loi n'a pas fixé de nombre, mais elle précise très clairement que l'extension d'urbanisation (*il serait sans doute plus judicieux de parler de densification*) doit se faire au sein du périmètre, sans extension possible, du Secteur Déjà Urbanisé. C'est donc bien cette **notion de périmètre** qu'il faut prendre en compte, ainsi que le **potentiel de comblement des dents creuses, dans un groupement existant de plusieurs habitations**.

C'est ainsi qu'on peut répondre notamment à l'attente des PLUmés, mais aussi à l'un des principes posés par la loi ELAN à savoir la limitation de la consommation terrains agricoles et la densification.

Il nous paraît en effet plus logique, et de bon sens, de densifier ce qui peut l'être plutôt que de consommer la terre agricole autour des bourgs, comme on le constate un peu partout. *N'existerait-il qu'un modèle unique d'aménagement pour produire du logement ?*

Juin 2019

On nous opposera sans doute le mitage. Faux procès. Le mitage existe depuis toujours en Bretagne, c'est une des caractéristiques d'un mode de vie, d'un aménagement qui est très apprécié de nos visiteurs. Il caractérise, et façonne nos paysages. Sauf à vouloir supprimer les hameaux et lieu-dit, le mitage continuera à exister et la desserte en services publics aussi. Il est donc de bonne gestion que de densifier, pour "rentabiliser" ces services.

La loi Littoral est considérée comme une loi anti-mitage. Autant nous pouvons comprendre que l'on ne peut plus construire partout comme dans les années 60, autant il n'est pas soutenable et raisonnable de ne pas permettre la densification au sein des hameaux et lieu-dit. Le juge lui-même jusqu'en 2013 considérait qu'un projet situé dans un espace urbanisé ne constitue pas une extension d'urbanisation. (Voiure notamment TA de Rennes Pluneret N° 043782)

Les élus de GMVA (comme la plupart des élus) comprennent et soutiennent notre problématique, mais sont très prudents pour ne pas faire "*prendre aux communes des risques inconsidérés*". A l'évidence, si le seuil de 25 constructions est maintenu, nous n'aurons pas avancé d'un iota. Et pour les milliers spoliés ils n'auront d'autre choix que de saisir le juge pour indemnisation de leur préjudice par les communes. Déjà des actions individuelles sont en cours, ainsi qu'une étude pour une action de groupe. A ce propos nous attirons votre attention sur le fait que le SCOT reconnaît l'occupation illégale de terrains par des campeurs-caravaniers et propose des solutions (secteurs de repli et échanges). Cette occupation illégale a été autorisée à un moment, elle présente des similitudes avec la problématique des PLUmés dont le terrain a été classé en U, avant d'être déclassé. Pour les PLUmés le SCOT ne présente pas de solutions alternatives !

En conclusion nous demandons de :

- **De supprimer toute référence à un nombre d'habitations** pour qualifier un SDU
- D'identifier et lister en milieu rural, comme dans les communes littorales, les agglomérations, villages et SDU

La Bretagne et la très grande majorité de ses élus se sont mobilisées pour faire évoluer la loi, et redonner la main au législateur. La loi ELAN, malgré ses incertitudes, leur donne les moyens d'agir pour répondre aux attentes de milliers de petits propriétaires spoliés. Le Conseil d'Etat (décision n° 2018-772 DC du 15 novembre 2018) a jugé que la loi ELAN ne remet pas en cause la loi Littoral, les élus n'ont pas à choisir entre protection du littoral et loi ELAN. Ils devront répondre ou pas à leurs concitoyens, qui leur demandent de faire un choix politique.

Recevez, Madame la présidente nos salutations respectueuses.

Le Président,

François JEHANNO

De: Stephane ROUX <guillotin.roux@wanadoo.fr>
Envoyé: mercredi 18 septembre 2019 19:47
À: enquete publique

Bonjour

Je soutiens la requête des plumes du morbihan faite par courrier du 06/09/2019 à Madame la Présidente de la Commission d'enquête unique SCoT et PDU et demande que dans le SCOT les critères de qualification des SDU ne retiennent aucun nombre minimum d'habitations et je demande donc :

- De supprimer toute référence à un nombre d'habitations pour qualifier un SDU
- D'identifier et lister en milieu rural, comme dans les communes littorales, les agglomérations, villages et SDU

Je vous remercie

C.GUILLOTIN

This email was scanned by Bitdefender

De: bernard <bernard.dargent@akeonet.com>
Envoyé: mercredi 18 septembre 2019 22:54
À: enquete publique
Objet: ENQUETE PUBLIQUE SCOT et PLU

Aux membres de la commission d'enquête SCOT et PLU

Nous avons acheté un terrain constructible cadastré Section ZV n°242 d'une superficie de 11a 70 ca au lieu dit "KERGUELEN "

commune de BANGOR au coeur d'une zone résidentielle

Nous n'avons pu construire au moment de l'achat suite aux problèmes de santé du constructeur Mr.PADELEC.et Mme

Mon époux Bernard DARGENT est décédé le 9 Août 2017 . J'assume seule les 'problèmes'

Mon terrain était constructible et il ne l'est plus depuis la modification du PLU du hameau de Kerguelen

Mon terrain doit retrouver sa constructibilité sur toute sa superficie de 11a 70 ca

comme à l'origine lors de l'achat du terrain.

Je demande au SCOT une application de bon sens du SDU c'est-à-dire qu'il ne fixe pas de nombre de constructions

conformément à la loi ELAN

Je vous prie d'accepter mes salutations respectueuses

Madame DARGENT

PS : Je soutiens la requête des PLUmés du MORBIHAN

This email was scanned by Bitdefender

De: Daniel TARDIF <daniel.tardif890@orange.fr>
Envoyé: jeudi 19 septembre 2019 09:45
À: enquete publique
Objet: enquete plu-scott vanne
Pièces jointes: enquête Scot Vannes.odt

Madame La Présidente : concerné ..et vivant quotidiennement PLU , Urbanisation veuillez trouver ci- joint mon soutien au PLUMES du Morbihan .

Pourquoi toujours prétexter "ne pas vouloir gaspiller les **Terres Agricoles** " .. pour valider la non-constructibilité des **"dents creuses "**.

je vous invite personnellement à visiter l' Agglomération rennaise (Rennes vivre en Intelligence : selon leur **logo** !!!).

merci de votre retour et résultat de l'enquête " dite publique "

recevrez mes salutations

This email was scanned by Bitdefender

Mr Mme Daniel TARDIF
15 rue Diderot
35000 – RENNES

Madame la Présidente
de la Commission d'enquête SCOT-PD
30 rue Alfred Kastler CS 70206
56006 – VANNES cedex

Rennes , le 18 septembre 2019

Enquête Publique Pays de VANNES (56)

Madame ,

La Loi ELAN , votée en novembre dernier , offre la possibilité au travers du SCOT , de remédier aux anomalies apparues lors de l'élaboration des PLU , en ce qui concerne la non-constructibilité des « dents creuses » à l'intérieur des villages et hameaux .. Le seuil de 25 habitations est inacceptable dans un document qui se veut pérenne . Un seuil coupe-rete n'a aucun sens car le risque contentieux n'est pas négligeable . Nous soutenons ainsi l'action des Plumés du Morbihan .

Il nous semble plus logique et durable la constructibilité d'une « dent creuse » prenne en considération son intégration dans l'environnement , sa structuration par des voies de circulation et la proximité des réseaux publics (eau,électricité,assainissement, collectes de déchets

Veuillez Madame , , recevoir nos respectueuses salutations .

PS Étant cloharsien , nous subissons personnellement bien déjà cette anomalie (!) mais également Rennais depuis 40ans (!) ou les « dents creuses » sont systématiquement « HML ..isés) ,défigurant les quartiers pavillonnaires ,dévalorisant le privé !!! La ferme de 25ha ou j'ai vécu 20ans , en bordure de Forêt de Rennes, sise sur la Ceinture Verte à « préservée nature ..aujourd'hui « bétonnée » devenue Z.I en pleine campagne !! Rennes vivre en intelligence : bétonne en zone humide !!!!! Le Télégramme en première page 2018 :
« « « LA LOI LITTORAL ...les Maires s'assoient dessus « « « «
L'argument de ne pas gaspiller, fusiller les Terres Agricoles n'est pas un audible ,ni transparent , ni acceptable ...occupons déjà les Kmé (!) bâtis en ZA , agglomérations inoccupées. Le bon sens ou intelligence n'appartient seulement à la Nature (ayant 50ans d'activité professionnelle) à sa protection , sauvegarde .. Cela s'appelle : « 1 » Aménagement du Territoire « durablement ...

De: Daniel TARDIF <daniel.tardif890@orange.fr>
Envoyé: jeudi 19 septembre 2019 09:59
À: enquete publique
Objet: enquête SCOT- PIU - Vannes
Pièces jointes: enquête Scot Vannes.odt; enquête Scot Vannes.odt

Madame La Présidente SCOT- PD /Vannes :

veuillez trouver ci-joint mon soutien aux PLUMÉS du Morbihan ...

Je vous invite personnellement à RENNES : vous faire visiter la Campagne et Agglomération rennaise (que je connais depuis 67 ans, ,né à BETTON . !!!) .

"Les dents creuses " rennaises résultent du bétonnage urbain qui défigurent les quartiers pavillonnaires, dévalorisent valeur foncière , par voie de conséquence

engendre engorgement de bagnoles , pollution ...problèmes sociétaux ... (

suffisamment débats publics sur l'Urbanisation galopante sur TV

...radio..débats Publics . L'A ménagerment du Territoire : un sujet pertinent que discours : protection de la Planète..;"déforestation " d'espaces arborés en milieu Urbain .. à chacun sa pollution de bagnoles..;engorgement voies express , rocade ...

veuillez trouver ci-joint mon soutien aux Plumés du Morbihan ...de toute la Bretagne ..pour un développement durable ..intelligent ..

This email was scanned by Bitdefender

Mr Mme Daniel TARDIF
15 rue Diderot
35000 – RENNES

Madame la Présidente
de la Commission d'enquête SCOT-PD
30 rue Alfred Kastler CS 70206
56006 – VANNES cedex

Rennes , le 18 septembre 2019

Enquête Publique Pays de VANNES (56)

Madame ,

La Loi ELAN , votée en novembre dernier , offre la possibilité au travers du SCOT , de remédier aux anomalies apparues lors de l'élaboration des PLU , en ce qui concerne la non-constructibilité des « dents creuses » à l'intérieur des villages et hameaux .. Le seuil de 25 habitations est inacceptable dans un document qui se veut pérenne . Un seuil coupe-rete n'a aucun sens car le risque contentieux n'est pas négligeable . Nous soutenons ainsi l'action des Plués du Morbihan .

Il nous semble plus logique et durable la constructibilité d'une « dent creuse » prenne en considération son intégration dans l'environnement , sa structuration par des voies de circulation et la proximité des réseaux publics (eau,électricité,assainissement, collectes de déchets

Veuillez Madame , , recevoir nos respectueuses salutations .

PS Étant cloharsien , nous subissons personnellement bien déjà cette anomalie (!) mais également Rennais depuis 40ans (!) ou les « dents creuses » sont systématiquement « HML ..isés) ,défigurant les quartiers pavillonnaires ,dévalorisant le privé !!! La ferme de 25ha ou j'ai vécu 20ans , en bordure de Forêt de Rennes, sise sur la Ceinture Verte à « préservée nature ..aujourd'hui « bétonnée » devenue Z.I en pleine campagne !! Rennes vivre en intelligence : bétonne en zone humide !!!!! Le Télégramme en première page 2018 :
« « « LA LOI LITTORAL ...les Maires s'assoient dessus « « « «
L'argument de ne pas gaspiller, fusiller les Terres Agricoles n'est pas un audible ,ni transparent , ni acceptable ...ocupons déjà les Kmé (!) batis en ZA , agglos inoccupés. Le bon sens ou intelligence n'appartient appartient seulement à la Nature (ayant 50ans d' activité professionnelle) à sa protection , sauvegarde .. Cela s'appelle : « l » Aménagement du Territoire « durablement ...

Mr Mme Daniel TARDIF
15 rue Diderot
35000 – RENNES

Madame la Présidente
de la Commission d'enquête SCOT-PD
30 rue Alfred Kastler CS 70206
56006 – VANNES cedex

Rennes , le 18 septembre 2019

Enquête Publique Pays de VANNES (56)

Madame ,

La Loi ELAN , votée en novembre dernier , offre la possibilité au travers du SCOT , de remédier aux anomalies apparues lors de l'élaboration des PLU , en ce qui concerne la non-constructibilité des « dents creuses » à l'intérieur des villages et hameaux .. Le seuil de 25 habitations est inacceptable dans un document qui se veut pérenne . Un seuil coupe-rete n'a aucun sens car le risque contentieux n'est pas négligeable . Nous soutenons ainsi l'action des Plumés du Morbihan .

Il nous semble plus logique et durable la constructibilité d'une « dent creuse » prenne en considération son intégration dans l'environnement , sa structuration par des voies de circulation et la proximité des réseaux publics (eau,électricité,assainissement, collectes de déchets

Veuillez Madame , , recevoir nos respectueuses salutations .

PS Étant cloharsien , nous subissons personnellement bien déjà cette anomalie (!) mais également Rennais depuis 40ans (!) ou les « dents creuses » sont systématiquement « HML ..isés) ,défigurant les quartiers pavillonnaires ,dévalorisant le privé !!! La ferme de 25ha ou j'ai vécu 20ans , en bordure de Forêt de Rennes, sise sur la Ceinture Verte à « préservée nature ..aujourd'hui « bétonnée » devenue Z.I en pleine campagne !! Rennes vivre en intelligence : bétonne en zone humide !!!!! Le Télégramme en première page 2018 :
« « « LA LOI LITTORAL ...les Maires s'assoient dessus « « « «
L'argument de ne pas gaspiller, fusiller les Terres Agricoles n'est pas un audible ,ni transparent , ni acceptable ...ocupons déjà les Kmé (!) batis en ZA , agglos inoccupés. Le bon sens ou intelligence n'appartient seulement à la Nature (ayant 50ans d' activité professionnelle) à sa protection , sauvegarde .. Cela s'appelle : « 1 » Aménagement du Territoire « durablement ...

De: yolande jacob <yolande.jacob@wanadoo.fr>
Envoyé: jeudi 19 septembre 2019 13:01
À: enquete publique
Objet: Enquête publique SCOT

Madame la présidente de la commission d'enquête SCOT de GMVA,

Nous sommes des PLUmés de Moëlan-sur-mer (29) et nous sommes, comme l'ensemble de la population, concernés par l'évolution des différents SCOT de Bretagne.

Nous vous demandons instamment de ne pas inclure le critère du nombre d'habitations dans la définition d'un SDU. En effet, ce nombre nous paraît variable et propre à chaque SDU et non pas fixé pour l'ensemble des SDU du SCOT. Le SDU ne concerne pas uniquement les hameaux ou lieu-dits.

Comment définir un nombre d'habitation pour un habitat linéaire ? Ce bâti linéaire peut relier un bâti périphérique à une centralité. Une construction peut permettre de densifier ce bâti existant et renforcer la vie et l'attraction de la centralité.

D'éventuels acquéreurs sont déçus qu'une dent creuse ne puisse pas être vendue. Ils sont privés d'un cadre de vie qui est une particularité bretonne, car ils ne veulent pas avoir recours à des regroupements urbains source de promiscuité. Il faut maintenir le niveau de population dans les campagnes et cesser d'entasser aux périphéries des grandes villes.

Ces terrains ne pouvant plus être exploités par les agriculteurs vont devenir des friches avec des risques de plus en plus importants d'incendie. Vivre à la campagne apporte, pour ceux qui l'ont choisi, un véritable bien-être. Le développement du télétravail et la délocalisation d'entreprises, comme le groupe Bigard qui regroupe actuellement à Quimperlé (29) -ville de 11.000 habitants- vont permettre d'amener des entreprises à se déplacer où elles trouveront de la main d'oeuvre.

Nous vous remercions , Madame, de bien vouloir nous écouter.

Recevez nos sincères salutations.

This email was scanned by Bitdefender

De: yolande jacob <yolande.jacob@wanadoo.fr>
Envoyé: jeudi 19 septembre 2019 13:01
À: enquete publique
Objet: Enquête publique SCOT

Madame la présidente de la commission d'enquête SCOT de GMVA,

Nous sommes des PLUmés de Moëlan-sur-mer (29) et nous sommes, comme l'ensemble de la population, concernés par l'évolution des différents SCOT de Bretagne.

Nous vous demandons instamment de ne pas inclure le critère du nombre d'habitations dans la définition d'un SDU. En effet, ce nombre nous paraît variable et propre à chaque SDU et non pas fixé pour l'ensemble des SDU du SCOT. Le SDU ne concerne pas uniquement les hameaux ou lieu-dits.

Comment définir un nombre d'habitation pour un habitat linéaire ? Ce bâti linéaire peut relier un bâti périphérique à une centralité. Une construction peut permettre de densifier ce bâti existant et renforcer la vie et l'attraction de la centralité.

D'éventuels acquéreurs sont déçus qu'une dent creuse ne puisse pas être vendue. Ils sont privés d'un cadre de vie qui est une particularité bretonne, car ils ne veulent pas avoir recours à des regroupements urbains source de promiscuité. Il faut maintenir le niveau de population dans les campagnes et cesser d'entasser aux périphéries des grandes villes.

Ces terrains ne pouvant plus être exploités par les agriculteurs vont devenir des friches avec des risques de plus en plus importants d'incendie. Vivre à la campagne apporte, pour ceux qui l'ont choisi, un véritable bien-être. Le développement du télétravail et la délocalisation d'entreprises, comme le groupe Bigard qui regroupe actuellement à Quimperlé (29) -ville de 11.000 habitants- vont permettre d'amener des entreprises à se déplacer où elles trouveront de la main d'oeuvre.

Nous vous remercions , Madame, de bien vouloir nous écouter.

Recevez nos sincères salutations.

This email was scanned by Bitdefender

De: conseil.developpement
Envoyé: jeudi 19 septembre 2019 13:49
À: enquete publique
Objet: Contribution SCOT Conseil de développement
Pièces jointes: 20190919-Contribution_SCOT_GMVA_CD.pdf

Madame la Présidente,
Veuillez trouver ci-joint la contribution du Conseil de développement du Pays de Vannes au SCOT de Golfe du Morbihan-Vannes agglomération.
Cordialement,



CANTON Chloé

Animatrice du Conseil de Développement

c.canton@gmvagglo.bzh

golfedumorbihan-vannesagglomeration.bzh



Tél. +33(0)2 97 68 14 24 / +33(0)2 56 63 03 16

P.I.B.S 2 - 30 Rue Alfred Kastler - CS 70206 - 56006 Vannes Cedex

This email was scanned by Bitdefender

Ce courrier électronique et toutes les pièces qui y sont jointes proviennent de Golfe du Morbihan - Vannes agglomération. Ils ont un caractère confidentiel et sont établis à l'usage exclusif de leur destinataire. Ce courrier ne constitue pas un document officiel. Toute divulgation, copie, modification totale ou partielle, communication ou utilisation non autorisée est illégale. Golfe du Morbihan - Vannes agglomération ne saurait être tenue pour responsable en cas d'altération, de déformation ou de falsification de ce courrier électronique.

Contribution au Schéma de cohérence territoriale de Golfe du Morbihan-Vannes agglomération

Préambule

Le Conseil de développement du Pays de Vannes (Arc Sud Bretagne, Golfe du Morbihan-Vannes agglomération et Questembert Communauté) est depuis 2001 l'instance de réflexion de la société civile du territoire. Depuis 2017 et la mutualisation de cette instance au service de chacun des 3 EPCI du territoire dans le cadre de l'article L5211-10-1 du CGCT, elle est notamment devenue celle de Golfe du Morbihan-Vannes agglomération. A ce titre, elle est « *consultée sur l'élaboration du projet de territoire et les documents de prospective et de planification résultant de ce projet* ». C'est dans ce cadre que le Conseil contribue au Schéma de cohérence territoriale (SCOT) de Golfe du Morbihan-Vannes agglomération depuis le lancement des travaux.

Représentatif de la société civile, le Conseil de développement rassemble près de 90 structures représentant des milieux et des sensibilités très variées (liste des membres en annexe). Cette contribution n'a pas vocation à compiler les avis de chacune des structures membres dont beaucoup ont été associées à l'élaboration du SCOT et dont certaines y ont contribué individuellement en tant que personnes publiques associées et/ou dans le cadre de l'enquête publique.

Le Conseil de développement a pour mission de partager des avis échangés au-delà des clivages politiques ou idéologiques classiques ; il a vocation à créer des passerelles entre les acteurs du territoire, sans nier ou chercher à effacer leurs différences. En conséquence, ***l'avis émis exprime des éléments faisant consensus entre l'ensemble des membres et peut par ailleurs faire état d'avis contradictoires voire antagonistes sur certains enjeux.***

Nous aurions souhaité rendre une contribution sur le SCOT au moment des avis des personnes publiques associées ; un courrier du Président de Golfe du Morbihan-Vannes agglomération nous avait invité à y participer avant la finalisation du dossier d'enquête publique mais il n'a pas été possible de réunir les membres à temps. Nous tenions néanmoins à faire part de nos observations. Cette contribution a vocation à améliorer la pertinence et la cohérence de ce document. Elle est élaborée sur la base des travaux antérieurs du Conseil de développement, de la participation des membres du Conseil aux ateliers d'élaboration du SCOT et du document arrêté par le conseil communautaire de l'agglomération le 25 avril 2019.

Méthodologie

L'Agglomération a élaboré son Schéma de Cohérence Territoriale de façon concomitante avec son Plan de Déplacements Urbains, son Plan Climat Air Energie Territorial et son Programme de l'Habitat. Cette méthodologie permet d'assurer une **cohérence** entre ces quatre documents en dessinant une stratégie de territoire globale, méthodologie à laquelle adhère le Conseil de développement.

Le SCOT devra être en cohérence avec le Schéma de Mise en Valeur de la Mer et du Littoral (SMVM) du Golfe du Morbihan et le SAGE Golfe du Morbihan et Ria d'Étel, lesquels sont ou vont être soumis à enquête publique.

Le Conseil regrette en revanche qu'une étude approfondie de la **capacité d'accueil** n'ait pas été menée, dans sa définition large c'est-à-dire en évaluant, au-delà de la compréhension la plus courante comme « ce qui reste à urbaniser », si *l'accueil supplémentaire de populations et d'activités, permanentes ou saisonnières, que le territoire envisage, est compatible avec les ressources disponibles et les objectifs portés*, proposition qu'il avait faite au bureau dans un courrier sur le PADD en 2018¹ et qui aurait permis, à notre sens, une réflexion plus large sur différents points.

La seule référence à un territoire voisin est faite page 104, lorsqu'il est question de *Poursuivre les coopérations à l'échelle de l'Inter-SCoT*² (sans que celui-ci ne soit défini) au sein de l'objectif 9.4 « Optimiser le foncier économique dédié », et seule une collaboration avec Auray est citée comme exemple. Les membres du Conseil déplorent que la **notion de Pays de Vannes** ait disparu du document et qu'il n'y soit fait aucune mention d'Arc Sud Bretagne et Questembert Communauté, EPCI avec lesquels notre conseil est mutualisé, comme d'autres missions, dans le prolongement de celles assurées par le GIP Pays de Vannes jusqu'à sa dissolution le 1^{er} janvier dernier ou dans le cadre de l'autorisation du droit des sols par exemple.

Questions

Le PADD indique l'objectif de *préparer le territoire au cap des 200 000 habitants à l'année*.³, autrement dit 200 000 résidents principaux à l'horizon 2035.

Quelle est l'origine de ces prévisions démographiques ? Sont-elles issues d'une étude globale de la progression générale de la population bretonne estimée et fournie par l'INSEE, ou est-ce une capacité d'accueil définie et voulue par l'Agglomération ?

L'absence d'une évaluation précise de la capacité d'accueil du territoire entraîne des questions : pourquoi prévoir par exemple pour le secteur « Golfe et ses îles » le plus fort nombre de créations de logements ? L'impression d'une inscription comme « objectif » d'une simple évolution mathématique pousse le Conseil à s'interroger : dans quel(s) but(s) prévoir l'accueil de ces nouveaux habitants ? Quelles conséquences de ces choix (atouts, faiblesses, opportunités, menaces) ?

Littoral

Le PADD affirme que *les activités agricoles et de la mer jouent (...) un rôle économique, de structuration du territoire mais aussi contribuent à l'identité locale et à l'entretien des paysages* »⁴. Pourtant la façade atlantique du territoire⁵ n'est pas traitée en tant que telle dans le SCOT, malgré des problématiques spécifiques : fréquentation touristique, pression foncière importante, déplacements difficiles en saison estivale avec une multiplicité désordonnée des moyens de transport sur des voies uniques...

Or, si le Golfe est couvert par un Schéma de Mise en Valeur de la Mer et du littoral (SMVM, en cours de révision), il n'en est rien pour la façade atlantique et on ne peut accepter le fait que, même si le SMVM n'autorise pas l'existence d'un volet maritime du SCoT pour les communes de la partie

¹ Courrier du 6 juillet 2018, en annexe

² Page 104 du DOO

³ Page 7 du PADD

⁴ Page 5 du PADD

⁵ Constituée de la façade maritime et de l'espace rétro-littoral des communes d'Arzon, Saint-Gildas-de-Rhuys, Sarzeau, le Tour-du-Parc et Surzur (par le biais de la rivière de Pénérff)

Atlantique le possédant, il n'y ait ni réflexion globale, ni cohérence d'action prévue pour la façade sud de GMVa, contrairement à l'ancien SCOT de la Presqu'île de Rhuys.

Développement économique

Dans le paragraphe « Assurer des réponses au besoin en logement des publics spécifiques » de l'objectif 2.2 -Diversifier l'offre de logements, le Conseil suggère que l'agglomération étudie et expérimente des solutions innovantes par des partenariats avec les acteurs du territoire, par exemple des habitats légers (de type conteneurs ou équivalent) qui pourraient être mutualisés et répartis géographiquement selon la période de l'année entre les étudiants et les salariés saisonniers

Par ailleurs, pour répondre aux objectifs à la fois de créations de nouveaux logements (en particulier dans la zone « cœur d'agglomération ») et de maîtrise de la consommation foncière tout en permettant l'installation ou le développement d'entreprises, pourquoi ne pas envisager, en complément de la création de l'Office foncier solidaire, des zones mixtes où les communes devraient prévoir dans leurs PLU par exemple l'obligation d'un R+1 minimum dans leurs zones commerciales pour des bureaux ou des logements, notamment dans les Zones d'Activités Economiques (ZAE) ?

Dans l'objectif 9.2 « promouvoir le développement de l'économie productive »⁶, pourquoi l'agglomération choisit-elle de limiter ses perspectives à un nombre réduit de filières (nautisme/activités portuaires et écologie industrielle et de l'agroécologie) ? Notre territoire est riche d'une société civile très active : pourquoi ne pas s'appuyer davantage sur elle pour imaginer de nouvelles solutions originales à l'instar de celles suggérées page 93 du DOO ?

Changement climatique et préservation des espaces naturels

La large place donnée au tourisme dans la structuration du territoire, si elle est cohérente avec la réalité constatée, pose la question de la préservation d'un territoire naturel fragile, en particulier dans un contexte d'accélération des changements climatiques. En effet, il pourrait être menacé par la hausse d'ores et déjà constatée du niveau de la mer et l'hypothèse très vraisemblable d'une forte croissance démographique liée à l'arrivée de « réfugiés climatiques » issus des régions méridionales, comme nous avons déjà pu commencer à l'observer.

Il est à plusieurs reprises question, dans le document, de mettre en valeur et préserver les éléments naturels, sans que l'objectif en soit précisé : s'agit-il de les préserver pour ce qu'ils sont ou pour développer encore plus le tourisme ? Selon l'objectif choisi, ce ne seront pas les mêmes formes de mise en valeur : sanctuarisation des éléments naturels dans un objectif de préservation de la biodiversité, avec éventuellement dans ce cas, des interdiction d'accès (dunes par exemple) ou à l'inverse une forme de mise à disposition touristique.

Le choix entre la poursuite du développement d'un tourisme de masse et la protection des espaces naturels est une problématique qui mériterait d'être tranchée par les décideurs, autour d'un véritable pilote des politiques touristiques, non identifié actuellement. Cette problématique, qui dépasse le cadre du SCOT et de l'agglomération, est une difficulté majeure pour les acteurs du territoire et donne une impression de navigation à vue, préjudiciable notamment pour les élus locaux dans le cadre des futures mises en conformité des PLU communaux.

De manière générale, concernant le changement climatique en cours, et malgré l'énonciation de principes forts, on observe que bon nombre des principales dispositions et actions recommandées par le projet du SCoT sont assez neutres vis à vis des problématiques climatiques. Le PCAET, s'il répond partiellement à ces objectifs de principe, semble malgré tout bien timide face à la profondeur des changements annoncés par plusieurs lanceurs d'alerte et dont les prévisions se sont aggravées⁷ (rapport du GIEC) : les premiers effets ont d'ailleurs été fortement ressentis cet été sur notre territoire.

Le SCOT ne prend pas non plus en compte le fait que le territoire aura aussi à se montrer résilient vis à vis des conséquences accidentelles du développement des extrêmes climatiques et de leurs conséquences (disponibilité en eau, inondations, santé, agriculture, alimentation, économie ...). Cela pourrait passer notamment par l'incitation des communes à intégrer ces enjeux dans leurs documents d'urbanisme avec par exemple l'aménagement de dispositifs de rétention d'eau ou encore le développement d'espaces verts plantés et ombragés.

⁶ Page 92 et suivantes du DOO

⁷ Rapport du GIEC du 8 août 2019 notamment

Dans ce domaine également la société civile et notamment les membres du Conseil de développement sont demandeurs d'actions fortes et disponibles pour les accompagner.

Conclusion

Concernant le document dans son ensemble, le Conseil salue la méthodologie adoptée et la pertinence des grands objectifs pour le territoire mais aurait souhaité que ce document soit plus ambitieux dans leur déclinaison en actions et davantage prescriptif pour les communes.

Un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal aurait peut-être pu permettre un programme plus ambitieux dans le détail de l'aménagement du territoire en dépassant les stratégies purement communales pour un territoire cohérent. Nous pensons que cette question mériterait d'être à nouveau posée lors du prochain mandat.

Les membres du Conseil se tiennent à la disposition des élus et services de l'agglomération pour échanger sur les détails de leurs suggestions et propositions et continuer à contribuer à leurs côtés à garantir à nos concitoyens un cadre de vie durable.

*Annexes : Liste des membres du Conseil de développement et de son bureau au 1^{er} septembre 2019
Courrier du 6 juillet 2018 adressé au bureau de Golfe du Morbihan-Vannes agglomération*

Liste des membres du Conseil de développement du Pays de Vannes par collèges

Liste au 1er septembre 2019 (86 membres)

Culture-sports-loisirs (9)	Economie-tourisme (27)
ADEC 56	Action Cadres 56
CDOS Morbihan	AGIRabcd56
Emglev Bro Gwened	Branféré : parc animalier + école Nicolas Hulot
France Bénévolat	Chambre d'agriculture
Motocultor Fest Prod	Chambre de Commerce et d'Industrie
Noz'n'Roll	Chambre des Métiers et de l'Artisanat
Petra Neue	CIGALES - Locauxmotiv
Scic Équilibres	Club des Entrepreneurs du Loch
Vannes Early Music Institute (VEMI)	Club Entreprises Pays de Vannes
	Compagnons Bâtisseurs Bretagne
	CRA cedants et repreneurs d'affaires
	E2s Pays de Vannes
	Fileo Groupe
	Groupe Néo 56
	La Marmite
	MakerSpace 56
	Mission locale du Pays de Vannes
	Morbihan Tourisme Responsable
	Plus belles baies du monde 56
	Pôle emploi Vannes Est
	Pôle emploi Vannes Ouest
	Rhuys Réseau d'entreprises
	Sem'Agri
	Union des Entrepreneurs de Questembert
	Union Nationale des Associations de Navigateurs (UNAN 56)
	Union des Plaisanciers des Ports du Morbihan
	VIPE
Education-formation-jeunesse (9)	Santé-social (20)
AFTEC	Association des Paralysés de France Morbihan
Centre d'Information et d'Orientation de Vannes	AVF pays de Questembert
GRETA Bretagne Sud	CAPEB
IBEP Formation	Centre Hospitalier Bretagne Atlantique (CHBA)
Icam Site de Vannes	CFDT
Les Petits Débrouillards Grand Ouest	CFE CGC
L'Outil en Main du Loc'h	CFTC Morbihan
UCO-BS	CIDFF du Morbihan
Université de Bretagne Sud	CLAC 56
	CPAM du Morbihan
	CPME 56
	FDSEA 56
	Fédération Familles rurales morbihannaise
	Fédération FSU
	Jeune Chambre Economique de Vannes et sa région
	La Cimade Vannes
	Mutualité Française Finistère-Morbihan
	Secours catholique
	Union Départementale des Associations Familiales (UDAF)
	UFC Que Choisir 56
Environnement-aménagement (18)	
Association des usagers de la desserte ferroviaire de Questembert	
Bretagne Vivante	
Cap Avenir	
Clim actions Bretagne Sud	
Eau et Rivières de Bretagne	
Fédération d'Associations de protection de l'Environnement du Golfe du Morbihan- FAPEGM	
Fédération des chasseurs du Morbihan	
Fédération du Morbihan pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique (FDPPMA 56)	
Incroyables Comestibles du Pays de Vannes	
Le Labo du Nautilus	
Les Robins des Benne	
Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO 56)	
MLK-GWENED	
Morbihan énergies	
Patrimoine-Environnement	
Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan	
Réserve Naturelle Nationale des Marais de Séné	
Vélotomote	
Personnes qualifiées (3)	
Albert GRANDJEAN	
Michèle PIERSON	
Jean-Marie ZELLER	



Conseil de Développement

Golfe du Morbihan Vannes Agglomération — Arc Sud Bretagne — Questembert Communauté

<p>Composition du bureau du Conseil de développement du Pays de Vannes au 1er septembre 2019 (17 membres)</p>
--

Président : Jean-Marie Zeller, personne qualifiée

Vice-président(e)s :

Jean-Louis Berthou, Club entreprises du Pays de Vannes, en charge des relations avec Golfe du Morbihan-Vannes agglomération

Béatrice Dupont, Eau et rivières de Bretagne, en charge des relations avec Questembert Communauté

Guy Toureaux, FAPEGM, en charge des relations avec Arc Sud Bretagne

Membres :

Françoise Amauger-Lascombe, CFTC 56

Brigitte Bertoldo, Incroyables comestibles Pays de Vannes

Karine Besses, Pôle E2S Pays de Vannes

Isabelle Chesnel, Club entrepreneurs du Loc'h

Claude Dozoul, CPME 56

Cécile Franchet, CFDT

Martine Geffroy, Familles rurales Morbihan

Rachel Le Dirach, Sem'Agri

Philippe Le Dressay, Chambre d'agriculture du Morbihan

Jean-François Meaude, CDOS 56

Dominique Pirio, Clim'actions Bretagne Sud

Xavier Sandrin, Club entreprises du Pays de Vannes

Alain Welter, UFC Que Choisir 56

A Vannes, le 6 juillet 2018
Objet : Diagnostic SCOT

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les vice-président(e)s,

Le Conseil de développement du Pays de Vannes est l'instance représentative de la société civile du territoire depuis 2001 et celle de chacune des trois intercommunalités le composant, dont Golfe du Morbihan Vannes Agglomération, depuis 2017.

L'article L5211-10-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que le Conseil de développement « *est consulté sur l'élaboration du projet de territoire [et] sur les documents de prospective et de planification résultant de ce projet* ». Ainsi, il contribue à l'élaboration des documents-cadres en cours de mise en place (PDU, PCAET, PLH et SCOT).

Plusieurs de ses membres ont participé aux ateliers du PDU et du PCAET, ainsi qu'aux présentations des 25 mai et 19 juin et ont pris connaissance avec intérêt du Diagnostic pour l'élaboration du SCOT de GMVA et des divers documents associés. Le calendrier trop serré n'a pas permis d'élaborer une réponse détaillée collective du Conseil, mais nous tenons d'ores et déjà à saluer l'important travail accompli qui reflète en grande partie la situation actuelle du territoire de GMVA et des problématiques y afférant.

Cependant, nous tenons à attirer votre attention sur une notion qui a été travaillée ces derniers mois par le Conseil de développement, en particulier par le Comité de pilotage Mer et littoral et qui nous semble insuffisamment traitée par les premiers documents : celle de **capacité d'accueil**, présente dans l'article L. 146-2 du code de l'urbanisme, issu de la loi Littoral du 3 janvier 1986.

*La capacité d'accueil détermine ce que le territoire peut supporter comme activités et usages sans qu'il soit porté atteinte à son identité physique, économique, socioculturelle et aux équilibres écologiques. En principe, fondamentale pour organiser un développement équilibré, cette notion est cependant l'une des plus floues de la loi Littoral. En effet, l'article L. 146-2 du code de l'urbanisme impose que chaque document d'urbanisme détermine la capacité d'accueil des espaces urbanisés ou à urbaniser, mais ne donne aucune méthodologie d'évaluation. En pratique, cette notion est mal appréhendée par les élus, qui la comprennent souvent comme « ce qui reste à urbaniser » sur leur commune. Elle est insuffisamment prise en compte dans les documents d'urbanisme, son intégration se limitant souvent à une brève évocation dans le rapport de présentation.*¹

Les réflexions du groupe de travail du Conseil de développement l'ont amené à s'intéresser à la méthode *Onecad*, élaborée il y a une dizaine d'années par l'université de Nantes et la DREAL des Pays de Loire et à rencontrer en juin Céline CHADENAS, chercheuse à l'université de Nantes.

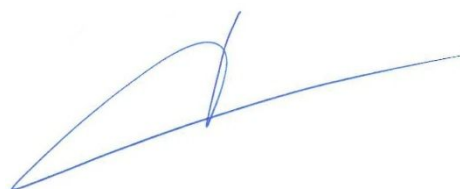
¹ « Plaidoyer pour une décentralisation de la loi Littoral : un retour aux origines », Rapport d'information n° 297 (2013-2014) de Mme Odette HERVIAUX et M. Jean BIZET, fait au nom de la commission du développement durable du Sénat, déposé le 21 janvier 2014

Si le littoral a été le premier champ d'application de cette méthode, elle peut être appliquée à tous types de territoire et l'a été plusieurs fois sur des territoires pluriels et non seulement littoraux, comme le Pays de Retz en 2011-2012 dans le cadre de l'élaboration de son SCOT.

L'objectif est d'évaluer si l'accueil supplémentaire de populations et d'activités, permanentes ou saisonnières, telle qu'envisagée dans les premiers éléments du SCOT, est compatible avec les ressources disponibles sur notre territoire. Cette méthode d'évaluation ne fournit pas dans ses résultats de chiffres précis mais des indicateurs et objectifs, élaborés et évalués par les acteurs eux-même. L'évaluation se déroulant avec une scène de concertation largement ouverte, impliquant l'ensemble des acteurs, elle permettrait selon nous d'aller au-delà de la loi littoral (à laquelle une partie seulement du territoire est soumise) mais surtout de fédérer autour d'une démarche commune d'envergure les acteurs des différents secteurs identifiés par les études, et souvent vécus comme différents par les habitants,

Cette méthode, si elle peut ralentir de quelques semaines l'élaboration du SCOT, nous semble permettre de sécuriser juridiquement ce document (l'insuffisance de traitement de la notion de capacité d'accueil ayant été par le passé cause d'annulation de documents d'urbanisme) et donc in fine de gagner du temps. Le Conseil vous encourage donc vivement à envisager son application.

Restant à votre écoute, nous vous prions d'agréer, Mesdames, Messieurs les membres du bureau, l'assurance de notre volonté de contribuer, avec vous, à garantir à nos concitoyens un cadre de vie durable.



Jean-Marie ZELLER
Président du Conseil de développement

De: VLE HECHO <valerie.le-hecho@orange.fr>
Envoyé: jeudi 19 septembre 2019 14:18
À: enquete publique
Objet: Observations Enquête publique SCoT et PDU Vannes agglomération septembre 2019
Pièces jointes: SCoT et PDU Enquête 2019- Contribution Le Hecho.doc

Normal 0 21 false false false FR X-NONE X-NONE

Madame la Présidente de la Commission d'enquête,

Je me permets de vous soumettre en pièce-jointe quelques observations sur les projets de SCoT et de PDU de Vannes agglomération.

Normal 0 21 false false false FR X-NONE X-NONE

Comptant sur votre lecture attentive et vous en remerciant par avance,

Je vous prie d'accepter de recevoir, Madame la Présidente de la Commission d'enquête, mes salutations les meilleures.

Valérie Le Hécho

This email was scanned by Bitdefender

Madame la Présidente de la Commission d'enquête,

Je me permets de vous soumettre ci-dessous quelques observations sur les projets de SCoT et de PDU de Vannes agglomération.

I. Déplacements et accès de la Presqu'île / Logements

Les voies de communication et les dessertes ne sont pas à la hauteur des besoins, deux axes d'actions se présentent

- Soit intensifier les modes de dessertes de bus, augmenter le nombre de tronçons en 4 voies sur la départementale, réactiver l'ancienne ligne de chemin de fer sous forme d'un tram-tram (dommage que la municipalité de Vannes n'ait pas fait le choix du tramway quand elle a réhabilité son centre-ville)
- Soit avoir une attitude plus modeste et réservée sur l'émergence de programmes immobiliers et l'implantation de collectifs, gérer l'attribution des logements sociaux en fonction des bassins d'emplois des demandeurs (par exemple, attribuer un logement social à Arzon à un bénéficiaire qui travaille sur le bassin de Vannes à l'unique motif de la mixité sociale).

Il serait également pertinent de porter une réflexion sur l'articulation des pistes vertes (balades) et celles plus directes et utiles en termes de déplacements quotidiens (travail). Il faudrait attirer l'attention sur les nombreux sentiers interdits aux vélos pour les personnes en situation de handicap ou vieillissantes dont le seul moyen de faire de l'exercice reste le vélo.

II. Urbanisation des communes et emprises foncières

La Presqu'île n'a pas vocation à devenir une zone de collectifs, au risque non seulement de banaliser son paysage mais également de sur-urbaniser certaines zones – ce qui se produit d'une manière alarmante depuis 2016 sur la commune de Saint Gildas.

Au contraire, l'urbanisation devrait respecter une certaine respiration dans l'occupation de l'espace et il serait sage de préconiser une superficie minimale pour toute construction ainsi qu'un coefficient d'emprise au sol par rapport à la superficie du terrain. (Délivrer des PC pour des constructions de planchers de 100 m² sur des parcelles de 170 m², c'est réduire la Presqu'île à un camp de bungalows).

III. Equipements et aménagements

Concernant le rejet des eaux usées issues de la station d'épuration après traitement : il est important d'anticiper les périodes estivales conjuguées à des épisodes pluvieux ainsi qu'aux phénomènes des grandes marées qui font déborder les bassins. En l'occurrence, dans ces circonstances, il y a des eaux souillées qui se répandent dans la mer.

Sur un autre registre, les « bourgs émergents » s'inspirent des erreurs commises il y a 20/30 ans dans les villes moyennes en aménageant des centres uniquement en zone piétonne, sans stationnement (l'interdiction de circuler à vélo sans batterie semble même s'imposer). Outre le risque de désertification des centres, ces contraintes compliquent le déplacement des personnes vieillissantes* ou celles porteuse de handicap* en les mettant une fois de plus à la marge : comment porter 4 kg de courses quand la voiture est garée à 500 ou 1000 mètres ?

*Il est important de veiller à leur maintien à domicile dans des conditions d'autonomie les plus favorables possibles.

IV. Terres agricoles - zones préservées et habitat

Il faudrait cesser d'opposer urbanisation et terres agricoles. Parce qu'il existe des volumes particulièrement importants de terrains en friche ou à peine entretenus au-delà de la bande de 100 mètres le long des routes, il ne faut plus contraindre les implantations foncières sous prétexte de réserves de terres agricoles.

Il serait plus lucide d'autoriser les habitants à s'installer aux abords des routes et de permettre aux agriculteurs de disposer des grands espaces dans l'intérieur pour la culture et l'élevage. Le projet de remembrement devrait aller dans ce sens et permettrait de REcultiver ces terres délaissées depuis seulement une quarantaine d'années.

- Les chemins agricoles

Pour faciliter l'accès aux cultivateurs et éleveurs, il faut veiller à remettre en état et à entretenir TOUS les anciens chemins (certains ont été bouchés et il est impossible de retrouver un passage, d'autres sont devenus un étroit sentier pour les chasseurs). Le cadastre et l'ancien cadastre, voire le cadastre napoléonien les recensent parfaitement. Ces sentiers, en plus de ceux qui ont déjà été réhabilités, seront également des axes de circulation pour les cyclistes et les marcheurs.

- Un type d'agriculture adapté à la Presqu'île

Il s'agit de favoriser et d'implanter une agriculture adaptée à la nature de terrain de la Presqu'île. Le sol y est bien plus aride qu'au Nord de

l'agglomération et en termes d'équilibre, il serait judicieux d'introduire des cultures peu consommatrice d'eau (dont l'approvisionnement est par ailleurs difficile sur la Presqu'île) comme le maïs. Les recherches de puits artésiens devraient être incitatifs tant pour les professionnels que pour les particuliers.

Il serait également judicieux de privilégier les projets d'installations de cultivateurs ou éleveurs dont les exploitations restent à taille humaine et écarter les projets surdimensionnés et sur-mécanisés, (sur-consommateur en ressources et produits phytosanitaires) qui aboutissent à des résultats sociaux, économiques (surendettement ou dépendants de subventions) et environnementaux en totale dissonance avec la tradition maraichère, d'élevage et de culture fourragère de la Presqu'île. De plus, il existe là un enjeu du développement de l'emploi local.

Comptant sur votre lecture attentive et vous en remerciant par avance,

Je vous prie d'accepter de recevoir, Madame la Présidente de la commission d'enquête, mes salutations les meilleures.

Valérie Le Hécho
Saint Gildas de Rhuys

De: Stephane BOURDIER <stephane_bourdier@carrefour.com>
Envoyé: jeudi 19 septembre 2019 16:41
À: enquete publique
Objet: Observations dans le cadre de l'enquête publique sur le SCoT du Golfe du Morbihan Vannes Agglomération
Pièces jointes: courrier_SCoT_Vannes_20190919.pdf

A l'attention de Madame EVARD-THOMAS, Présidente de la Commission d'Enquête

Madame,

Je vous prie de trouver dans le courrier ci-joint les observations du Groupe Carrefour dans le cadre de l'enquête publique en cours.

Je vous remercie de prendre en compte dans le registre de l'enquête l'ensemble de nos observations.

Je vous prie d'agréer, Madame EVARD-THOMAS, l'assurance de ma considération distinguée.

Stephane BOURDIER

Directeur du Développement et de la Stratégie Territoriale Région Grand Ouest

Tel: +33 (0)1 58 33 62 93 Mobile: +33 (0)6 32 63 16 64

stephane_bourdier@carrefour.com



Carrefour Property France
ZAC du Bois des Chagnières, Le César - Rue de France
18 570 Le Subdray - France

CARREFOUR FRANCE |  | [carrefour.fr](https://www.carrefour.fr)

Aucune réponse à cet email n'est requise en dehors de votre temps de travail

This e-mail and any attachment are confidential and intended solely for the use of the individual to whom it is addressed. If you are not the intended recipient, please telephone or email the sender and delete this message and any attachment from your system. Unauthorized publication, use, dissemination, forwarding, printing or copying of this e-mail and its associated attachments is strictly prohibited.

<http://disclaimer.carrefour.com/>

Let's respect the environment together. Only print this message if necessary.

This email was scanned by Bitdefender

Madame EVARD-THOMAS
Présidente de la commission d'enquête publique
Golfe du Morbihan – Vannes agglomération
Parc d'Innovation Bretagne Sud II
30 Rue Alfred Kastler – CS 70206
56 006 Vannes Cedex

Bourges, le 19 septembre 2019

Objet : Observations SCoT du Golfe du Morbihan Vannes Agglomération

Madame la Présidente de la Commission d'Enquête,

En qualité de représentant du Groupe Carrefour et des Sociétés IMMOBILIERE CARREFOUR et CARMILA France, propriétaires d'un ensemble immobilier situé au 96 Avenue de la Marne sur la Commune de Vannes, nous souhaitons apporter plusieurs observations dans le cadre de l'Enquête Publique relative à l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) qui se déroule actuellement.

Le Centre Commercial Carrefour de Vannes est situé dans le cadre du Document d'Aménagement Artisanal et Commercial (DAAC) comme un site d'implantation périphérique majeur (p 153/154, DAAC « Les sites d'implantations périphériques majeurs – Vannes Ouest ») qui est considéré comme un Pôle commercial majeur du Territoire possédant une offre diversifiée et rayonnant en dehors du Territoire.

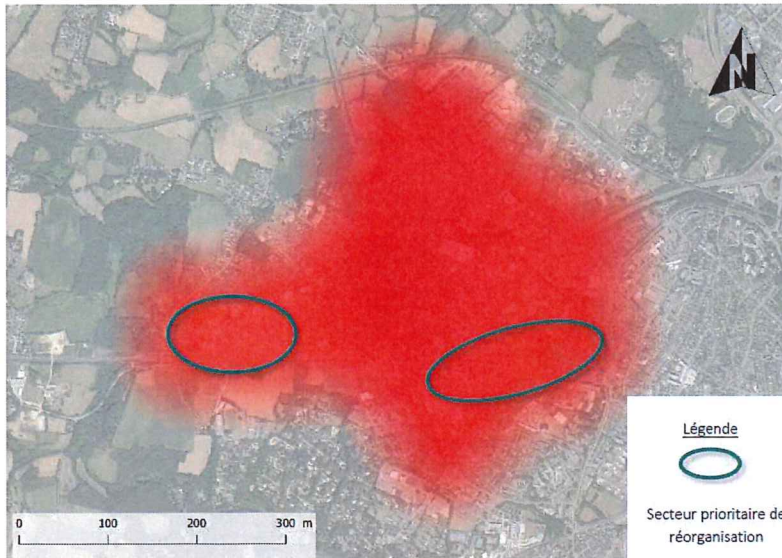
Nous prenons acte que les enjeux souhaités par le Territoire porte sur une volonté d'accompagner le renouvellement commercial par une réorganisation physique des bâtis avec pour objectifs :

- de développer un caractère multifonctionnel au site, afin d'anticiper les grandes mutations commerciales,
- de traiter la problématique de l'accessibilité au site, en particulier en période de forte affluence.

Aujourd'hui, nous souhaitons porter à votre connaissance nos remarques concernant le projet de SCoT du Golfe du Morbihan Vannes Agglomération qui concernent notamment « la Localisation préférentielle (site) » (1) et « les Conditions d'implantations (prescriptions – recommandations) » (2).

1. Localisation préférentielle (site)

La localisation préférentielle (site) qui est proposée avec les secteurs prioritaires de réorganisations nous apparaît peu lisible en l'état au vu des enjeux souhaités par le Territoire.



Carte extraite du DAAC p 153

Les Sociétés IMMOBILIERE CARREFOUR et CARMILA France souhaitent que les « secteurs prioritaires de réorganisations » soient nettement plus précis en terme de positionnement eu égard aux enjeux identifiés par le Territoire.

Dans ce sens, les Sociétés IMMOBILIERE CARREFOUR et CARMILA France souhaitent travailler en collaboration rapprochée avec les représentants du SCoT du Golfe du Morbihan Vannes Agglomération, pour définir les périmètres des secteurs prioritaires de réorganisations afin de développer le caractère multifonctionnel du site intégrant la mixité (réflexion menée par le Groupe) et de traiter la problématique de l'accessibilité/fluidité du site depuis le giratoire.

2. Les Conditions d'implantation (prescriptions – recommandations)

Les orientations du DAAC (p 154) souhaitées pour l'accueil de nouvelles surfaces à destination commerce, nous apparaissent comme fortement contraignante et d'interprétation très large (ex : périmètre retenu pour les restructurations) amenant des risques économiques dans la mise en œuvre d'un projet futur.

Nous avons bien conscience que le SCoT du Golfe de Morbihan Vannes Agglomération souhaite définir des prescriptions/recommandations quant au développement du commerce, à la qualité architecturale des bâtis, à une évolution végétalisée des zones commerciales (toiture, places de parking).

Les Sociétés IMMOBILIERE CARREFOUR et CARMILA France proposent que sur l'ensemble des Orientations en terme de prescriptions/recommandations souhaitées par le Territoire, que des précisions soient apportées lorsque des réflexions sont menées sur des projets intégrant de la mixité fonctionnelle, une mutation/restructuration d'activités commerciales et ce afin de pouvoir appréhender la mise en œuvre d'un projet qui pourrait répondre aux attentes du Territoire et qui serait viable économiquement.

Dans ce sens, nos équipes travaillent avec les équipes de la Mairie de Vannes, les services du Département et de l'Etat afin d'améliorer la fluidité ainsi que l'accessibilité du giratoire Luscanen

Dans ce sens, nos équipes travaillent avec les équipes de la Mairie de Vannes, les services du Département et de l'Etat afin d'améliorer la fluidité ainsi que l'accessibilité du giratoire Luscanen depuis le Centre Commercial Carrefour. A notre connaissance, ce point de congestion ne semble pas être identifié dans le DAAC (p 153/154).

Dans cette continuité, l'évolution à venir de notre site sera co-construite avec le Maire de Vannes et le Territoire du SCoT du Golfe de Morbihan Vannes Agglomération, avec pour objectif de contribuer à l'élaboration d'un projet d'entrée de ville permettant de pouvoir répondre aux attentes : qualité architecturale, mixité fonctionnelle, aménagement paysager, développement commercial.

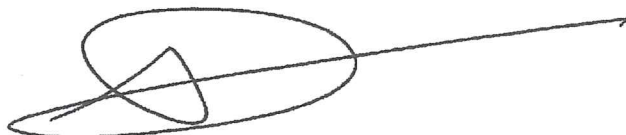
Le Groupe Carrefour et notamment les Sociétés IMMOBILIERE CARREFOUR et CARMILA France ont toujours travaillé en concertation avec les collectivités communes ou agglomération pour développer des projets.

Dans ce sens, le Groupe Carrefour et les sociétés IMMOBILIERE CARREFOUR ET CARMILA France souhaitent travailler en collaboration avec le Maire de Vannes et le Territoire du SCoT du Golfe du Morbihan Vannes Agglomération pour définir les nouveaux principes d'aménagement dans le cadre de l'élaboration du DAAC.

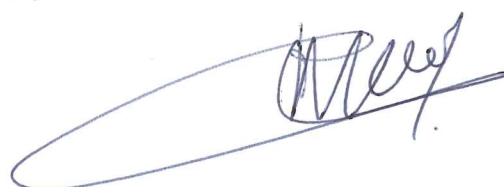
Nous vous prions, Madame la Présidente de la Commission d'Enquête, de prendre en compte nos différentes remarques et de les consigner dans le registre des requêtes.

Veuillez recevoir, Madame la Présidente de la Commission d'Enquête, l'assurance de ma considération distinguée.

David DERTIER
Asset Manager Ouest



Stéphane BOURDIER
Directeur du Développement
et de la Stratégie Territoriale



Copie : Maire de Vannes



CLOHARS-CARNOET, le 18 septembre 2019

Madame PRIMA Claudie
5 Allée Glenmor
293602 CLOHARS CARNOET

	AS	
	Exe	Info
Président		
Secrétariat Pdt		
DGS		
SG-Instances		
Ressources		
Env-Aménagt		
Attractivité-Dév		
Serv. population		

à

Mme la Présidente
de la Commission d'enquête SCOT-PDU
30 RUE Alfred Kastler
CS 70206
56006 VANNES CEDEX

Madame,

La loi ELAN, votée en novembre dernier, offre la possibilité au travers du SCOT, de remédier aux anomalies apparues lors de l'élaboration des PLU, en ce qui concerne la non-constructibilité des « dents creuses » à l'intérieur des villages et hameaux. Le seuil de 25 habitations est inacceptable dans un document qui se veut pérenne. Un seuil couperet n'a aucun sens car le risque de contentieux n'est pas négligeable. Nous soutenons ainsi l'action de l'association des PLUmés du Morbihan.

Il nous semble plus logique que la constructibilité d'une « dent creuse » prenne en considération son intégration dans l'environnement, sa structuration par des voies de circulation et la proximité des réseaux publics (eau, électricité, assainissement, collecte des déchets)

Je vous prie de recevoir, Madame, mes respectueuses salutations



CLOHARS-CARNOET, le 18 septembre 2019

Madame LE CALVAR Gwenaelle
rue de Lannevain
293602 CLOHARS CARNOET

	AS	
	Exe	Info
Président		
Secrétaire Pdt		
DG		
SG-Usagers		
Ressources		
Env-Aménagt		
Attractivité-Dév		
Serv. population		

à

Mme la Présidente
de la Commission d'enquête SCOT-PDU
30 rue Alfred Kastler
CS 70206
56006 VANNES CEDEX

Madame,

La loi ELAN, votée en novembre dernier, offre la possibilité au travers du SCOT, de remédier aux anomalies apparues lors de l'élaboration des PLU, en ce qui concerne la non-constructibilité des « dents creuses » à l'intérieur des villages et hameaux. Le seuil de 25 habitations est inacceptable dans un document qui se veut pérenne. Un seuil coupe-rete n'a aucun sens car le risque de contentieux n'est pas négligeable. Nous soutenons ainsi l'action de l'association des PLUmés du Morbihan.

Il nous semble plus logique la constructibilité d'une « dent creuse » prenne en considération son intégration dans l'environnement, sa structuration par des voies de circulation et la proximité des réseaux publics (eau, électricité, assainissement, collecte des déchets)

Je vous prie de recevoir, Madame, mes respectueuses salutations